

# **VéLa** **rité**

**Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale**



**Tournant de la situation mondiale  
Les volte-face de l'impérialisme**

---

**Des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale  
en congrès (Brésil, Espagne, France)**

---

**L'actualité de mai-juin 1968**

**N° 98**

**Nouvelle série (n° 704) - Juin 2018 - Prix : 4 euros - 6 FS**

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky  
(1929)

# VéLa rité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

- **Tournant de la situation mondiale**  
Notes soumises à la discussion  
du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale ..... p. 3
- **ETATS-UNIS**  
**Les volte-face de l'impérialisme** ..... p. 9
- **Des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale en congrès  
(Brésil, Espagne, France)** ..... p. 17  
  
Brésil : résolution politique  
de la 34<sup>e</sup> Rencontre nationale de *O Trabalho* ..... p. 19  
  
Espagne : la section de la IV<sup>e</sup> Internationale  
se construit dans le combat pour la république ..... p. 25  
  
France : première contribution à la discussion  
du 52<sup>e</sup> Congrès de la section française  
de la IV<sup>e</sup> Internationale ..... p. 31
- **Discussions avec des militants africains**  
Eléments de réponse ..... p. 35
- **DOSSIER – FRANCE**  
**L'actualité de la grève générale de mai-juin 1968** ..... p. 43

# La Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

## Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

# Tournant de la situation mondiale

## Notes soumises à la discussion du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale (3 et 4 mai 2018)

Nous publions dans cet article d'ouverture des notes qui ont été soumises à la discussion des instances de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections. Précisons que les intertitres et les notes sont de la rédaction de *La Vérité*.

**I**L nous faut nous efforcer, dans ce secrétariat international, de dégager de l'enchaînement des événements qui se bousculent dans un apparent désordre les lignes de force qui ordonnent le tournant de la situation mondiale. Cette discussion est la condition pour élaborer les axes politiques de construction de nos sections et décider des initiatives politiques et d'organisation qui s'imposent à nous dans cette situation.

---

### L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN PRIS À LA GORGE

---

Pour aller directement au cœur du sujet, nous nous distinguerons nettement de toute la littérature intéressée déversée à flots pour présenter Trump comme un demi-fou fantasque et masquer par cet artifice la nature de la panique qui saisit tous les grands de ce monde.

Trump n'est pas fou. On peut même dire qu'il s'avance avec une certaine méthode.

L'impérialisme américain est pris à la gorge. Sur ses épaules — parce qu'il est et demeure l'impérialisme le plus puissant — repose l'essentiel du poids du maintien de l'ordre mondial, tandis que ses bases productives dans le charbon, l'acier, l'automobile... sont laminées par la concurrence sauvage organisée par les monopoles impérialistes — au premier rang desquels figurent les monopoles américains — engagés dans une réorganisation permanente des « chaînes de valeurs », qui, pour survivre, doivent s'émanciper du cadre des frontières nationales.

Il n'y a pas de super-impérialisme. Le degré d'enchevêtrement et d'interpénétration des monopoles impérialistes fait que toutes les contradictions remontent pour se concentrer au sein même de l'impérialisme le plus puissant. Trotsky écrivait en 1930 :

« L'évolution du capitalisme — si on la considère dans sa réalité historique et non dans les formes abstraites du deuxième tome du *Capital*, qui conservent pourtant toute

leur importance comme phase de l'analyse — s'est faite de toute nécessité pour une extension systématique de sa base.

Au cours de son développement et par conséquent au cours de la lutte contre ses propres contradictions intérieures, chaque capitalisme national se tourne de plus en plus vers les réserves du « marché extérieur », c'est-à-dire de l'économie mondiale. L'irrésistible expansion qui engendre les crises permanentes et internes du capitalisme constitue sa force progressive, avant de devenir mortelle pour lui. »

Nous y sommes...

Si, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme américain, qui n'a pu empêcher la victoire de la révolution chinoise en 1949, a pu vaincre en le canalisant le gigantesque soulèvement des peuples, notamment en Europe ; s'il a pu le faire en s'appuyant sur la bureaucratie stalinienne (accords de Yalta et Potsdam) (1) et la social-démocratie, il n'a, nulle part, réussi à l'écraser.

Pour sauver l'ordre mondial ébranlé, l'impérialisme a dû abandonner à la classe ouvrière des concessions qui, aussi limitées qu'elles aient été, ont constitué le socle sur lequel n'ont cessé de s'arc-bouter les masses pour résister à l'exploitation. Une résistance qui n'a pas cessé un seul jour, durant les soixante-dix ans qui nous séparent de 1945, quelles qu'en aient été les formes. Qu'il s'agisse, dans les années 1960, du combat des peuples pour l'émancipation nationale sur le continent africain (1962, l'indépendance de l'Algérie), combiné aux luttes de classe dans les pays impérialistes (1968 en France), qu'il s'agisse du mouvement qui a provoqué la chute de la dictature des colonels en Grèce (1974), de la révolution portugaise (1974), de la montée de la lutte de classe en Espagne après la mort de Franco

---

(1) Ces accords de « partage du monde » (Yalta – février 1945, et Potsdam – juillet 1945) ont été signés entre l'URSS (Staline), le Royaume-Uni (Churchill) et les Etats-Unis (Roosevelt, puis Truman).

(1975) ou bien du soulèvement du peuple allemand abattant le mur de Berlin en 1989... sans oublier la permanence du combat héroïque du peuple palestinien...

Soixante-dix ans se sont écoulés. Toutes les contradictions qui minent le système de l'impérialisme se sont approfondies, entraînant au sein même de l'impérialisme le plus puissant un « effroyable délitement de la société américaine » dénoncé dans une tribune du journal patronal *Les Echos* (22 mars 2018) par un professeur de finances à la Stern School of Business de New York, qui écrivait :

« Il y a quelque chose de pourri au royaume de Trump. Non, je ne parle pas des affaires de corruption, des conflits d'intérêts ou des ingérences russes, mais du recul et de l'espérance et de la qualité de la vie dans les pans entiers de la population.

Les Etats-Unis sont la première économie du monde, mais 40 millions d'Américains vivent dans la pauvreté, la mortalité infantile est plus élevée et l'espérance de vie plus faible que dans les autres démocraties développées. Le constat n'est pas nouveau, mais ses ramifications apparaissent chaque jour plus profondes (...).

La hausse de la mortalité se concentre dans la population peu éduquée et les causes de décès sont le suicide, l'alcoolisme et la drogue, les "morts de désespoir". »

Soixante-dix ans se sont écoulés et les contradictions qui étranglent le système exigent que les bases sur lesquelles a été « stabilisée » la situation à l'issue de la guerre soient remises en cause à l'échelle du monde, tant dans les pays impérialistes que dans les pays dominés, que les acquis sociaux les plus élémentaires, les conquêtes sociales qui sont à la base de l'existence de la classe ouvrière comme classe organisée soient irrémédiablement détruits.

C'est là que se concentre, comme jamais auparavant, l'unité mondiale de la lutte de classe.

---

## DÉSINTÉGRATION DU MARCHÉ MONDIAL

---

La guerre commerciale dans laquelle le monde semble inexorablement entraîné ne surgit pas du néant. Elle est l'expression du processus de désintégration du marché mondial provoquée par la guerre à mort que se mènent entre eux les principaux monopoles impérialistes cherchant à s'émanciper de toutes les entraves (traités commerciaux,

réglementations étatiques...) dans le seul but de dominer le marché et l'accès aux matières premières.

Les hésitations, les tâtonnements des gouvernements successifs des Etats-Unis, dénoncés par Trump, expriment l'impasse dans laquelle l'impérialisme américain se débat (Bush, Obama), qu'il s'agisse de l'engagement, puis du retrait des troupes en Afghanistan, en Irak..., ou bien de la signature du traité de dénucléarisation de l'Iran. Pour Trump et son équipe, tous les traités doivent être revus. Le traité de l'Alena (2) signé en 1994 doit être renégocié, tout comme celui de la zone Asie-Pacifique.

Revenons à l'élection de Trump. Une crise politique sans précédent déchire les sommets de l'Etat le plus puissant de la planète. Dans ce contexte, l'élection de Trump représente la tentative d'une fraction dirigeante de l'impérialisme américain n'hésitant pas à faire frauduleusement appel aux voix des « laissés pour compte » de l'Amérique profonde pour réorienter la politique des Etats-Unis. Trump, en bon démagogue, n'a pas lésiné. Il a cherché à gagner électoralement une large fraction du puissant mouvement de « rejet des élites » qui s'est développé sur les ruines de la vieille industrie. Ce faisant, il a mis à nu la véritable cassure qui traverse le pays. Son mot d'ordre « *America First* » (3) concentre à lui seul toute l'impasse de sa politique.

Une politique qui ne fera renaître ni les mines de charbon ni les aciéries, pas plus qu'elle ne permettra la relocalisation aux Etats-Unis des usines automobiles. Un constat que seront vite à même de faire les « cols bleus » qui ont voté pour lui, laissant en suspens les questions cruciales de la défense des outils de production et de la force de travail.

---

## LA PLACE DES ÉTATS-UNIS DANS LA DÉFENSE DE L'ORDRE MONDIAL

---

Trump doit libérer — et il ne le peut pas — les Etats-Unis du poids de la défense de l'ordre mondial, qui, depuis la chute de la bureaucratie stalinienne (1991), pèse pour l'essentiel sur ses épaules. Il s'applique à

(2) Accord de libre-échange nord-américain connu sous l'acronyme ALENA, mis en place en 1994 entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

(3) « L'Amérique d'abord ».

dénoncer les unes après les autres toutes les pièces du puzzle qui formaient le fragile échafaudage de traités et d'institutions internationales mis en place depuis 1945 par l'impérialisme américain pour rétablir, à chaque fois qu'il a été menacé, l'ordre impérialiste.

Ce n'est pas la première fois que l'impérialisme américain se trouve dans cette situation. Nixon avait dû, le premier, procéder à un ajustement des accords de Bretton Woods signés en 1944 pour établir les règles destinées à reconstruire le marché mondial sous la houlette des Etats-Unis.

« Il n'a fallu qu'un discours — écrivions-nous dans la déclaration du bureau politique de l'OCI le 20 août 1971 —, le discours prononcé par le représentant de Wall Street qui siège à la Maison-Blanche, pour jeter à bas le monceau de mensonges édiflés pour prouver que le capitalisme, en s'auto-réformant, aurait retrouvé une prétendue capacité de surmonter ses contradictions internes aggravées au stade de "*l'impérialisme stade suprême du capitalisme*" (Lénine).

En 1945, la deuxième guerre impérialiste prend fin par les plus gigantesques destructions et le plus grand holocauste jamais connu au cours de toute l'histoire de l'humanité.

En 1945, dans tous les pays, radicalisées par les souffrances endurées au cours de la guerre, les masses laborieuses sont prêtes à engager le combat révolutionnaire pour en finir avec le régime capitaliste. Mais à Yalta et à Potsdam, Churchill, Staline, Roosevelt, Truman — les "grands de ce monde" — se mettent d'accord contre la révolution socialiste et pour reconstruire, avec les Etats bourgeois disloqués, le système du profit (...).

La reconstruction des économies dévastées par la guerre devient le moteur du "progrès" des économies dans tous les pays (...). Le déficit de la balance des paiements traduit le fait que le capitalisme américain a "*trop produit de marchandises de toutes sortes, y compris militaires*". Il en est des Etats-Unis comme de tous les autres impérialismes. Tous les pays ont, tout à la fois, "trop exporté", "trop importé". Dans tous les pays, les prix sont en hausse, ainsi que le crédit. Dans tous les pays, il y a inflation.

Les crises monétaires et financières qui se succèdent depuis des années viennent d'éclater en crise majeure. Ces crises ont une seule cause : le marché mondial ne peut plus absorber les marchandises produites, malgré l'économie d'armement, il y a surabondance mondiale de capitaux sous forme de marchandises et de moyens de production (...).

Les déséquilibres des balances commerciale et de paiement, et principalement le déséquilibre des balances américaines qui sont au

centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs, traduisent l'impasse d'une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production (...). »

---

## SUR LA CRISE ACTUELLE

---

Si la crise qui surgit aujourd'hui s'inscrit dans la continuité de celle de 1971, il ne s'agit pas d'une simple répétition : elle intervient, répétons-le, après 50 ans de poursuite et d'approfondissement des contradictions qui minent le système.

Elle intervient à un moment où ont pratiquement été épuisés tous les subterfuges économiques employés en 1987, 2000, 2007... Et ce n'est pas le moins important, dans une situation où le facteur principal de l'instabilité mondiale se concentre dans les brusques revirements d'une direction américaine soumise à la pression de « l'effroyable décrépitude » du pays.

Les annonces de Trump ne font qu'ajouter au chaos, les droits de douane appliqués à l'acier et à l'aluminium vont d'abord frapper le Canada, la Corée du Sud, le Brésil et l'Europe pour renchérir le prix des automobiles fabriquées aux Etats-Unis.

Le respect des règles protégeant la propriété intellectuelle censées viser la Chine s'appliquera au détriment des entreprises américaines (notamment les GAFA) (4), qui dépendent largement de leurs investissements dans les entreprises chinoises.

La Chine, quant à elle, semble réagir avec mesure. Outre quelques mesures de rétorsion sur le soja, une menace de dévaluation du yuan, elle réaffirme la poursuite de ses « réformes », notamment l'ouverture de ses entreprises automobiles aux investisseurs étrangers, tout en renforçant le pouvoir absolu du Parti communiste chinois (PCC).

La bureaucratie chinoise, engagée dans la voie des « réformes » depuis 1978 (Deng Xiaoping), qui ont été élargies depuis son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis 2001, a besoin de s'intégrer plus profondément au marché mondial et donc à ses règles (économie de marché) pour faire baisser la pression qu'exerce sur son pouvoir la résistance de centaines de millions de prolétaires chinois soumis à la plus sauvage exploitation.

---

(4) GAFA est un acronyme formé par la lettre initiale des quatre géants du numérique : Google, Apple, Facebook, Amazon.

La Chine est une bombe à retardement.

En ce sens, la bureaucratie chinoise a besoin des Etats-Unis et les Etats-Unis ont besoin de la Chine comme facteur de stabilisation dans la zone Asie-Pacifique pour faire pression sur la Corée du Nord, ce qui donne la forme très particulière de leurs relations.

Quant à la politique des sanctions engagée par les Etats-Unis contre la Russie et annoncée (12 mai) contre l'Iran, elle cible, à nouveau, en premier lieu l'Europe. C'est l'Allemagne qui est en première ligne des sanctions contre la Russie et l'ensemble des entreprises européennes qui s'apprêtaient à réinvestir en Iran (en particulier Total).

---

## DISLOCATION DE L'UNION EUROPÉENNE

---

L'Europe n'est pas à la dimension de ce qui se joue dans cette « guerre » pour le partage du monde. Bien que l'Union européenne ait été une création des Etats-Unis pour tenter de surmonter, dans les années 1950, les contradictions qui opposaient les différents Etats nationaux entre eux et faisaient obstacle à la pénétration des monopoles américains sur un marché européen à leur dimension, elle doit aujourd'hui être disloquée, comme le montre la mise en concurrence par Trump de la France et de l'Allemagne.

Deux ingénieurs du corps des mines disaient dans *Le Monde* (26 avril) leur sidération face au poids des entreprises phares dans la technologie :

« Les entreprises phares des technologies ont accumulé des montagnes de liquidités. Les dix plus riches d'entre elles sont, par ordre décroissant de montant de leur trésorerie à la fin 2017, Apple, Microsoft, Google, Cisco, Oracle, Facebook, Qualcomm, Amazon, Intel et IBM. Ces Big Tech cumulent aujourd'hui 780 milliards de dollars (640 milliards d'euros) de trésorerie, avec une croissance annuelle moyenne de 16 % depuis 2000. A titre de comparaison, cela représente trois fois et demie la trésorerie des dix plus riches entreprises pétrolières du monde (Total, BP, Petrobras, Sinopec, Schell, Rosneft, Gazprom, Eni, Statoil et PetroChina) et deux fois et demie celles du CAC 37 — le CAC 40 moins les banques. Pour trouver des ordres de grandeur comparables, il faut en fait se tourner vers la sphère financière. Le trésor des Big Tech approche le niveau des réserves des banques centrales des régions émergentes du globe : 90 % des

réserves d'Amérique latine ou d'Asie du Sud-Est, 70 % de celles du Moyen-Orient ou encore 90 % de l'encours des dix plus gros fonds obligataires mondiaux. »

Ils ajoutaient à ce constat leur « surprise » hypocrite d'apprendre que le « trésor des Big Tech » n'était pas investi dans la production, mais dans la spéculation sur le marché hypothécaire...

Les vieux Etats impérialistes européens étouffent dans le carcan de leurs frontières nationales. L'instable échafaudage de l'Union européenne n'a pas résisté aux tensions entre Etats concurrents.

La fiction de la substitution d'une « gouvernance supranationale » au cadre désormais trop étroit des Etats nationaux européens n'a pas résisté aux faits. L'Union européenne apparaît chaque jour plus clairement aux yeux de larges masses pour ce qu'elle est : un instrument du capital financier international servant de couverture à chacun des gouvernements nationaux se déclarant « contraints » par les directives de l'Union européenne de mettre en œuvre leur brutale politique de contre-réformes. La résistance de la classe ouvrière de tous les pays d'Europe est en train de faire sauter ce cadre, au grand désespoir de tous les pourfendeurs du « populisme ». La simultanéité de la crise politique qui frappe toutes les formes de la domination de l'ordre impérialiste en Europe : en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne... est le produit de cette résistance.

Toutes les représentations politiques des forces de classes en présence dans chaque pays sont entrées en crise. Les partis bourgeois traditionnels explosent sous la pression des forces qui disloquent les vieux Etats bourgeois nationaux. Les partis ouvriers traditionnels et les « forces de gauche » paient le prix de leur soumission totale à l'ordre bourgeois dans l'impasse. Toutes les conditions d'un soulèvement sont en train de se réaliser sur le continent européen. Un soulèvement comparable à celui de 1945... mais sans armée d'occupation américaine et sans les gardes-chiourme de la bureaucratie du Kremlin.

---

## UN NOUVEAU PARTAGE DU MONDE

---

Le marché mondial saturé exige que soient ouverts des débouchés. Les états-majors des monopoles impérialistes écha-



faudent au grand jour des plans pour se disputer les réserves des matières premières dont aura besoin « l'automobile de demain » (cobalt, terres rares...), sans pour autant délaisser les réserves de pétrole et de gaz..., et s'engagent dans la préparation de nouveaux conflits.

Tous les éléments d'un nouveau partage du monde se mettent en place. Ce furent les conditions qui débouchèrent sur les deux guerres mondiales. La différence avec la situation actuelle réside dans ces deux faits : aucun Etat n'est en mesure de disputer sa place à l'impérialisme le plus puissant, comme le tenta l'Allemagne dans la Deuxième Guerre mondiale, et nulle part — en dépit du recul qui lui a été imposé par la destruction des conquêtes d'Octobre par la bureaucratie stalinienne — le prolétariat n'a subi de défaite majeure comparable à celles qui avaient été infligées, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, à la classe ouvrière allemande, française et espagnole.

En revanche, les guerres du type de celles qui ravagent le Moyen-Orient sont poussées à s'étendre. Elles sont la forme que prend aujourd'hui — dans cette période de décomposition du système mondial de l'impérialisme — le « nouveau partage du monde ».

Elles n'opposent pas, comme au bon vieux temps, des camps aux contours bien déterminés. Elles opposent les puissants intérêts des cliques monopolistes qui se disputent le contrôle des marchés et de l'approvisionnement en matières premières afin de disposer des moyens de réorganiser en permanence leurs « chaînes de valeurs » sur le marché mondial. Elles opposent les gangs des secteurs dominants du capital financier au service desquels s'engagent les vieux Etats impérialistes luttant contre leur inéluctable marginalisation pour occuper leur place sur un strapontin offert par l'impérialisme américain (cf. l'alliance de la France et de la Grande-Bretagne sous commandement américain).

Dans cette situation, les volte-face de l'impérialisme le plus puissant, cherchant désespérément à échapper aux contradictions qui l'étranglent et remettant en cause en permanence toutes ses alliances, sont devenues la première cause du chaos qui s'étend et ne mettent personne à l'abri d'un « dérapage ».

---

## TOUS S'AFFOLENT !

---

Tous s'affolent. Christine Lagarde, directrice générale du FMI, interviewée par *Le Monde* (21 avril), déclare :

« Je ne pense pas qu'on soit encore dans un orage, mais on voit de gros nuages s'accumuler à l'horizon. Il y a bien entendu la remise en cause du système multilatéral, notamment en matière de commerce (...). Deuxième nuage (...), une augmentation de l'inflation aux Etats-Unis qui déclenchera une augmentation des taux d'intérêt probablement dans des proportions plus importantes que ce que l'on imaginait il y a six mois (...). Troisième nuage, la situation d'endettement général dans laquelle se trouvent l'ensemble des économies avancées, émergentes et à faible revenu. La dette atteint 164 000 milliards de dollars, soit 225 % du PIB mondial. On n'a jamais vu un endettement mondial pareil. »

Bref, nous sommes revenus au point de départ, après avoir tout essayé et après avoir épuisé tous les subterfuges : injection massive de monnaie, endettement faramineux, augmentation des budgets militaires...

Pour reprendre la formule de l'OCI de 1971 — même si les budgets d'armement ne sont pas comparables à ceux de la « guerre froide » :

« On a trop produit de marchandises de toutes sortes, y compris militaires. Il en est des Etats-Unis comme de tous les autres impérialismes. Tous les pays ont trop exporté, trop importé (...). Le marché mondial ne peut absorber les marchandises produites, malgré l'économie d'armement, il y a surabondance mondiale de capitaux sous forme de marchandises et de moyens de production. »

C'est tout ce qu'il reste de l'ordre mondial bâti en 1945 sous la houlette de l'impérialisme américain avec la collaboration de la social-démocratie et de la bureaucratie stalinienne qui s'effondre.

En 1945, le processus d'accumulation du capital avait pu être relancé par la reconstruction de ce que la Deuxième Guerre mondiale avait dévasté (plan Marshall) (5), établissant par là même la suprématie sans partage des Etats-Unis sur le marché mondial. Il n'existe aujourd'hui aucun champ d'expansion comparable.

---

(5) Le plan Marshall, ou « programme de rétablissement européen », fut mis en place par les Etats-Unis pour aider à la « reconstruction » des pays européens à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale.

La vague révolutionnaire qui a déferlé (en particulier sur l'Europe) avait pu être canalisée par l'impérialisme américain — secondé par la social-démocratie et la bureaucratie stalinienne — en concédant à la classe ouvrière des conquêtes sociales que le redémarrage du système et son expansion — certes parasitaires — autorisaient. A l'inverse, le capital se trouve aujourd'hui dans une situation où les conditions de son accumulation exigent un taux d'exploitation du travail salarié incompatible avec toutes les conquêtes qui ont façonné jusqu'à maintenant les relations de travail de la société capitaliste.

Les développements récents de la technique (économie numérique) provoquent une aggravation sans précédent de la baisse tendancielle du taux de profit. Ce ne sont donc pas seulement les éléments constitutifs de l'ordre établi en 1945 qui doivent être démantelés pour l'impérialisme le plus puissant, qui concentre en son sein toutes les contradictions du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Ce ne sont pas seulement les traités, les accords multilatéraux, les institutions internationales comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, ce ne sont pas seulement les alliances militaires du type OTAN (6) ou OTASE (7), ou bien même les laborieux échafaudages politiques du type de l'Union européenne, qui n'ont plus raison d'être.

Ce sont toutes les relations politiques et sociales qui ont été érigées avec l'aide de la social-démocratie et de la bureaucratie stalinienne pour sauver l'ordre impérialiste au prix de concessions aujourd'hui insupportables qui doivent être détruites.

Le système impérialiste agonisant est poussé dans sa logique propre à aller, à l'échelle du monde, jusqu'à la remise en cause de toute notion de droits collectifs, préparant des explosions révolutionnaires sur tous les continents, à l'image de ce qui a mûri au Brésil et dans toute l'Amérique latine. Et c'est là que se concentrent toutes les contradictions et que s'affirme avec force l'unité mondiale de la lutte des classes.

---

## UNE NOUVELLE PÉRIODE S'OUVRE

---

Une nouvelle période s'ouvre. De gigantesques luttes de classes prennent corps en réaction aux catastrophes sociales et politiques provoquées par le processus de désintégration du marché mondial impulsé par

l'impérialisme le plus puissant, une politique au caractère de plus en plus imprévisible.

Mais ces gigantesques luttes de classes prennent corps dans une situation où — contrairement à 1945 — les appareils sociaux-démocrates et staliniens, rejetés par les masses, se sont déjà effondrés ou sont en train de le faire. Une situation où les directions des mouvements d'émancipation nationale dans les pays dominés voient leur politique de coexistence avec l'impérialisme rejetée par les peuples qu'ils prétendent représenter et où s'ouvre, sous des formes propres à chaque pays, un large espace politique à la réorganisation de l'avant-garde combattante qui cherche à se rassembler sur l'axe de la construction du parti de classe. Un processus qui exige que la IV<sup>e</sup> Internationale joue son rôle et aide cette avant-garde à surmonter la confusion dénoncée par Trotsky en 1937 :

« La décadence de la social-démocratie et de l'Internationale communiste génère à chaque étape de monstrueuses réincarnations idéologiques. La pensée sénile retombe, pour ainsi dire, en enfance. Au moyen de formules salvatrices, les prophètes de l'époque du déclin redécouvrent les doctrines depuis longtemps déjà enterrées par le socialisme scientifique. »

Considérant qu'il y a urgence pour la IV<sup>e</sup> Internationale à débattre collectivement avec toutes ses sections — quelle que soit leur importance — de ces questions politiques majeures, la convocation d'une conférence mondiale des sections semble nécessaire.

Il nous faut pouvoir apprécier collectivement, dans le cadre de la nouvelle période ouverte dont l'élection de Trump est une expression, les développements en cours dans chacun de nos pays, évaluant les points d'appui qui se dégagent sous des formes propres à chaque pays ; discuter, conformément à la méthode la transition, de la façon dont nous pouvons aider ces points d'appui à s'orienter de manière indépendante sur l'axe du combat pour le parti de classe. En un mot : jouer tout notre rôle dans l'animation politique de la force rassemblée dans le cadre de la 9<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte.

---

(6) Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) (avril 1949), alliance militaire entre les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, le Canada et l'Italie...

(7) Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) (septembre 1954), pacte militaire entre des pays d'Asie du Sud-Est et les principales puissances impérialistes (Etats-Unis, France, Royaume-Uni).

# Etats-Unis

## Les volte-face de l'impérialisme

**D**EPUIS un an et demi qu'il a été élu, chaque tweet, chaque intervention de Donald Trump est l'occasion pour les journalistes de formuler des spéculations sur son état mental. Certains élus démocrates ont demandé un examen de sa santé mentale par des spécialistes. Le moins que l'on puisse dire est que le président américain est le premier à se servir de ces spéculations oiseuses pour rejeter au second plan le contenu politique de son action. Ainsi, la publicité qu'il a organisée autour de son succès à un test rapide de détection précoce d'Alzheimer, présenté par lui comme une preuve de sa santé mentale, ne pouvait avoir que pour effet de mettre au centre la question de sa personne et de son caractère.

Il a été élu sans la majorité des suffrages exprimés au niveau fédéral, mais en revanche avec une forte majorité dans les Etats désindustrialisés, avec une abstention importante. Auparavant, la campagne avait été tout entière entachée de soupçons de manipulations en sa faveur (ou, à tout le moins, contre son adversaire) : de la part du FBI, avec la publication juste avant le scrutin d'éléments accusant Clinton de négligence alors qu'elle était secrétaire d'Etat ; de la part de la Russie, avec les sombres histoires de publicité ciblées dans les « réseaux sociaux » et avec les rencontres maintenant attestées entre son équipe de campagne et des représentants du gouvernement russe. Même sa candidature à l'élection présidentielle n'a été rendue possible que parce que le Parti républicain n'a pu dégager d'autre candidat.

Selon toute logique, sa position de président des Etats-Unis devrait donc être extrêmement précaire, et, dans une certaine mesure, elle l'est : l'enquête permanente du FBI et du procureur spécial Comey, chargé d'explorer l'impact de ses contacts avec la Russie sur son élection ainsi que

leur légalité ouvre la possibilité d'interrompre son mandat à tout instant par une procédure de destitution. Cependant, incontestablement, depuis un an et demi, Trump demeure le président de l'Etat impérialiste le plus puissant au monde et parvient à prendre des mesures qui sont mises en œuvre, et qui ont un impact mondial.

Elu contre les appareils des Partis républicain et démocrate, mais élu au compte de l'impérialisme, sa présidence est une tentative de desserrer l'étau des institutions construites dans l'après-guerre, dans le contexte de la « guerre froide », étau qui étrangle l'impérialisme et l'empêche de tirer pleinement les profits de sa place d'impérialisme dominant.

---

### LA PLACE PARTICULIÈRE DES ETATS-UNIS

---

Les Etats-Unis sont une ancienne colonie ayant accédé très tôt à l'indépendance. Cette indépendance n'a cependant pas été la libération d'un peuple dominé, mais la prise d'indépendance des colons envers leur métropole, entraînant la formation d'une majorité blanche dominant des bataillons d'esclaves noirs importés d'Afrique, pendant que les peuples autochtones étaient massacrés dans les guerres indiennes, puis parqués dans les réserves. Etat, et presque continent, les Etats-Unis ont mis plus d'un siècle à se constituer par l'achat et la conquête militaire des terres à l'ouest du Mississipi, pour s'étendre jusqu'au Pacifique. La constitution des Etats-Unis comme puissance impérialiste s'est finalisée au cours de la guerre de Sécession, où la bourgeoisie des Etats du Nord a réglé le sort des reliques du temps de la colonisation, dont l'esclavage n'était que la plus voyante. C'est arrivé à un moment où le partage du monde était achevé : contrairement aux pays impérialistes européens, les Etats-

Unis n'ont jamais eu de colonie significative et leur domination sur d'autres régions du monde ne s'est pas exprimée par la colonisation.

Dès 1916, dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine analyse la place des Etats-Unis comme puissance impérialiste. Les chiffres qu'il cite (chiffres de R. Calwer, 1906) montrent le développement considérable de l'industrie américaine, mais aussi un retard de son commerce comparativement à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne, les deux autres puissances impérialistes majeures à l'époque (retard dû à sa situation géographique éloignée des autres puissances).

A l'écart de l'Europe, terrain de l'affrontement direct et militaire des impérialismes allemand, anglais, français et italien de 1914 à 1918, les Etats-Unis sortent de la Première Guerre mondiale avec une place singulière. Pendant que les Etats européens sont ravagés par la guerre, que leurs classes ouvrières sont décimées dans les tranchées, ils poursuivent leur développement industriel. Et du point de vue financier, ils deviennent les banquiers des Etats européens, leur accordant des prêts dont ils ont besoin pour mener la guerre et gagnant une position commerciale qui, jusqu'à maintenant, leur échappait.

En 1924, Léon Trotsky décrit ainsi le rôle des Etats-Unis dans la Première Guerre mondiale (*Europe et Amérique*, éd. Anthropos, 1971, pp. 23 à 25) :

« Fait remarquable : c'est dans un but intéressé que l'Amérique a alimenté la guerre par son industrie ; c'est dans un but intéressé qu'elle est intervenue, afin d'écraser un concurrent redoutable ; et pourtant, elle a conservé une solide réputation de pacifisme. C'est là un des paradoxes de l'histoire, paradoxe qui n'a et n'aura rien de réjouissant pour nous. L'impérialisme américain, essentiellement brutal, impitoyable, rapace, a, grâce aux conditions spéciales de l'Amérique, la possibilité de se draper dans le manteau du pacifisme, ce que ne peuvent faire les aventuriers impérialistes de l'Ancien Monde (...).

C'est dans l'histoire qu'il faut chercher la seconde raison de la réputation de pacifisme des Etats-Unis. Ces derniers sont intervenus sur l'arène mondiale, alors que le globe terrestre tout entier était déjà conquis, partagé et opprimé. C'est pourquoi l'avance impérialiste des Etats-Unis s'effectue sous les mots d'ordre "*Liberté des mers*", "*Portes ouvertes*", etc. Aussi,

quand l'Amérique est obligée d'accomplir ouvertement une canaillerie militariste, la responsabilité aux yeux de la population et, dans une certaine mesure, de l'humanité tout entière, en incombe uniquement aux citoyens retardataires du reste du monde. »

Il précise cette appréciation (*op. cit.*, p. 33) :

« L'antagonisme mondial le plus important est celui qui existe entre les intérêts des Etats-Unis et ceux de l'Angleterre. Pourquoi ? Parce que l'Angleterre est encore le pays le plus riche et le plus puissant après les Etats-Unis. C'est le principal rival de l'Amérique, le principal obstacle dans sa voie. Si l'on arrive à saper la puissance de l'Angleterre, à la mater ou même à la renverser, que restera-t-il ? Certes, les Etats-Unis triompheront du Japon. Ils ont tous les atouts en mains : l'argent, le fer, le charbon, le naphte ; ils sont avantagés politiquement dans leurs rapports avec la Chine, qu'ils veulent "libérer" du Japon. L'Amérique libère toujours quelqu'un : c'est, en quelque sorte, sa profession.

Ainsi donc, le principal antagonisme est celui qui divise les Etats-Unis et l'Angleterre. Il s'aggrave de jour en jour. La bourgeoisie anglaise ne se sent pas très à son aise depuis le traité de Versailles. Elle sait ce que vaut la monnaie sonnante et rébuchante, et elle ne peut pas ne pas voir que le dollar l'emporte sur la livre sterling. Elle sait que cette supériorité se traduira infailliblement dans la politique. Elle a exploité elle-même à fond la puissance de la livre sterling dans sa politique internationale, et maintenant, elle sent que s'ouvre l'ère du dollar. »

Mais, dans une réponse à Russel (1926, « *Où va l'Angleterre ?* », *op. cit.*, p. 210), il souligne les limites de cette puissance de l'impérialisme américain :

« De même que la bourgeoisie des Etats-Unis a porté la puissance du capital à une hauteur sans exemple dans le passé, la Fédération américaine du travail (*l'AFL, dont se sépareront les syndicats "d'industrie" pour former le CIO en 1938, avant que les deux confédérations ne fusionnent à nouveau en 1955 pour former l'actuelle AFL-CIO — NdA*) a élevé au suprême degré les méthodes de la conciliation sociale. Cela ne veut pas dire que la bourgeoisie américaine soit toute-puissante. Elle est infiniment plus forte vis-à-vis de la bourgeoisie européenne que vis-à-vis du prolétariat européen. Sous le toit de l'aristocratie ouvrière américaine, la plus privilégiée de toutes les aristocraties ouvrières du monde, errent et sommeillent les instincts et les états d'esprit révolutionnaires des masses ouvrières américaines si diverses d'origine. »

---

## D'UNE GUERRE MONDIALE À L'AUTRE

---

La Deuxième Guerre mondiale ne fit que confirmer cette appréciation : les États-Unis ont « libéré » l'Europe et ont mis en place un système économique leur permettant de s'emparer toujours plus du marché européen. Le plan Marshall sous-tendait les prêts consentis par les États-Unis aux États européens dévastés par les bombes (notamment américaines) au droit pour les entreprises américaines d'exporter en Europe leur production presque sans restriction, pendant que les accords de Bretton Woods faisaient du dollar la seule monnaie de référence, la seule monnaie convertible en or. Ces accords créaient aussi le Fonds monétaire international, chargé de veiller à ce que les politiques de chaque État soient conformes aux règles de parité des monnaies, et donc, *in fine*, aux intérêts de l'impérialisme américain, puisque le dollar était la seule monnaie convertible en or.

Ces accords sont le pendant économique du partage du monde opéré à Yalta, puis à Potsdam, dans deux conférences où les impérialismes américain et anglais se sont entendus avec la bureaucratie du Kremlin pour décider d'un partage du monde évitant le déferlement de la révolution sur l'Europe. Accords qui furent bien respectés par l'URSS : en Europe (partition de l'Allemagne, notamment), en Asie (Corée et Vietnam). Ces accords prévoyaient la formation de l'ONU, héritière de cette Société des Nations que Lénine qualifiait de repaire de brigands, chargée tout comme elle de régler les différends entre les principales puissances mondiales sur le dos des peuples.

En conséquence des accords de Yalta, et pour les faire respecter, les États-Unis sont engagés dans l'après-guerre dans toute une série de conflits, toujours au nom de la « libération » des peuples qu'ils bombardent. Pendant que les puissances européennes sont chargées du maintien de l'ordre mondial dans leurs anciennes colonies d'Afrique, les États-Unis sont engagés dans la guerre pour endiguer l'extension de la révolution chinoise en Corée, au Vietnam. Le continent américain relève aussi bien sûr de leur responsabilité et les États-Unis y soutiennent nombre de dictatures.

La création de l'OTAN en 1949 permet aux États-Unis de coordonner l'ensemble des opérations militaires des pays d'Europe de l'Ouest. Si de larges parties du monde, hors pays de l'Est, ne sont pas directement contrôlées par les États-Unis, le système financier issu de Bretton Woods fait du dollar la seule monnaie convertible en or (convertible... pour peu qu'aucun État ne demande la conversion en or des dollars qu'il possédait, les autres monnaies étant convertibles en dollars selon un cours fixe), lui donnant une place hégémonique officielle dans le système monétaire.

---

## LA FIN DE LA PÉRIODE D'APRÈS-GUERRE

---

Le système de Bretton Woods s'effondre dans les années 1970 avec la fin de la convertibilité du dollar en or et la fin des cours fixes entre monnaies, sans que cela ne remette en cause ni la position du dollar ni la place du FMI qu'ils avaient créé.

La chute du mur de Berlin, puis de l'URSS, met de fait fin, dans les années 1990, à la situation qui fondait les accords de Yalta et de Potsdam. Néanmoins, c'est dans tout ce cadre issu de la Deuxième Guerre mondiale que le système impérialiste fonctionne aujourd'hui encore : l'ONU des accords de Potsdam, le FMI et l'OMC des accords de Bretton Woods (bien que l'OMC n'ait finalement été créée qu'en 1995, elle était prévue par ces accords), l'OTAN. Et c'est tout ce cadre que les décisions de Donald Trump visent à faire évoluer, pour les adapter aux besoins de l'impérialisme américain.

Depuis, toutes ces institutions internationales, traités et accords sont restés fondamentalement les mêmes, alors que la situation mondiale a été bouleversée. Pour l'impérialisme américain, cela devient intenable.

Ce système signifie que l'armée américaine continue d'intervenir à travers le monde : depuis 1991, les militaires américains sont présents en Irak, en Afghanistan, pour ne citer que les théâtres d'opération les plus importants, avec le poids politique et financier que cela représente.

Les accords économiques, à commencer par l'ALENA (signé en 1994), ont entraîné un départ massif de l'industrie notamment

vers les *maquiladoras*, usines implantées au Mexique et où est délocalisée une grande partie de la production industrielle des entreprises américaines, et ont brutalement accéléré la désindustrialisation des Etats-Unis, créant de vastes zones de friche industrielles dans les Etats de la Rust Belt (« ceinture de rouille »), ces Etats formant une ceinture allant de l'Atlantique aux Grands Lacs. La crise financière de 2009 a bien moins frappé les entreprises américaines qu'européennes, mais elle a touché de plein fouet la population américaine, et en particulier les ba-taillons de chômeurs et de travailleurs précaires qui avaient acheté leur logement sur la base de crédits hypothécaires.

En 2016, le produit intérieur brut américain représente 25 % du PIB mondial, loin devant le PIB de la Chine ou celui des pays européens (15 % du PIB mondial pour la Chine, à peu près autant pour l'ensemble de la zone euro, et 3,5 % pour le Royaume-Uni). La capitalisation boursière américaine représente 40 % de la capitalisation boursière mondiale (10 % chacun pour la Chine et la zone euro) (chiffres de la Banque mondiale, [data-bank.banquemondiale.org](http://data-bank.banquemondiale.org)).

En 2017, parmi les 1 200 plus grandes capitalisations boursières, 35 % des dividendes provenaient d'entreprises américaines (près de deux fois plus que ce qui vient de l'Europe hors Royaume-Uni) (Janus Henderson, [www.janushenderson.com](http://www.janushenderson.com)).

Cette domination économique s'appuie sur la place occupée par l'armée et les entreprises d'armement américaines au niveau mondial. Les dépenses militaires américaines représentent près de 36 % des dépenses militaires mondiales (13 % pour la Chine) et plus de 15 % des dépenses du gouvernement fédéral. Dans le même temps, en 2015, 44 des 100 plus grosses entreprises d'armement sont américaines, et leurs ventes représentent 59 % des ventes totales des 100 plus grosses entreprises. Les Etats-Unis exportent en 2015 pour 12,394 milliards de dollars d'armes (pour 547 millions d'importation) (chiffres de la Banque mondiale, [data-bank.banquemondiale.org](http://data-bank.banquemondiale.org)).

Mais cette domination économique rend réciproquement les Etats-Unis dépendants de l'économie mondiale.

---

## L'ÉLECTION DE DONALD TRUMP

---

Si l'élection de Trump représente un changement incontestable dans les rythmes que l'impérialisme américain entend donner à sa reprise en main, il ne s'agit pas d'une réorientation radicale. Sur la plupart des sujets de politique internationale, son orientation n'est pas fondamentalement différente de celle de son prédécesseur. Les contradictions qu'il cherche à résoudre et les solutions qu'il préconise sont les mêmes, seules les méthodes diffèrent.

Ainsi, la volonté stratégique de partager la charge (financière, mais aussi politique) du maintien de l'ordre mondial était au cœur de la politique étrangère d'Obama. La doctrine du « *lead from behind* » (« diriger depuis l'arrière ») consistait à alléger les dépenses militaires américaines en laissant les alliés des Etats-Unis gérer toute une série de conflits. L'OTAN avait déjà fixé un objectif de 2 % du PIB de chaque Etat membre consacré aux budgets militaires, dont 20 % consacrés à l'investissement (c'est-à-dire à acheter des armes aux entreprises américaines, vu leur hégémonie sur ce marché). La nouveauté est dans les menaces de Trump de sortir de l'OTAN si ces objectifs ne sont pas tenus. A l'exception notable de la Grande-Bretagne (et des Etats-Unis), la plupart des membres de l'OTAN restent loin de ces objectifs (chiffres de l'OTAN, sur [www.nato.int](http://www.nato.int)). Pendant ce temps, les Etats-Unis consacrent 3,58 % de leur PIB à ces dépenses, dont 28,55 % en équipement.

Trump avait annoncé dès sa campagne son intention de dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien. Cela lui aura pris un an et demi : il était nécessaire auparavant de finir de régler la question de l'Etat islamique. Le chaos résultant de la dislocation de l'Etat irakien, et, dans une moindre mesure, de l'Etat syrien, avait laissé la place à la constitution d'un territoire échappant à tout contrôle. Daech, d'outil de l'impérialisme pour déstabiliser ces deux pays, était devenu une menace pour l'équilibre de tout le Moyen-Orient, et, tant qu'il était présent, un accord avec l'Iran et la Russie était nécessaire pour le contenir.

Maintenant que les dernières positions de l'Etat islamique sont tombées, Trump

cherche à dégager l'armée américaine du Moyen-Orient. Pour cela, il lui faut laisser à Israël et aux monarchies du Golfe la tâche d'y maintenir l'ordre au compte des Etats-Unis. Juste avant d'annoncer la dénonciation de l'accord avec l'Iran, Trump a donc annoncé la décision de transférer l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem (et donc de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël). Pendant ce temps, l'Arabie saoudite sur-militarisée (près de 10 % de son PIB est consacré aux dépenses militaires) intervient au Yémen et menace le Qatar avec le soutien des Etats-Unis, et toujours au nom de la « lutte contre le terrorisme ».

Trump laisse ainsi la charge du Moyen-Orient à Israël, en combinaison avec les royaumes de la péninsule Arabique. Le semblant d'entente qui a pu se manifester initialement entre Trump et Poutine n'était basé que sur la renonciation de Trump à intervenir sur la situation en Crimée. Cette question passée au second plan, la guerre en Syrie a illustré combien les positions des uns et des autres étaient antagoniques.

Nul ne peut dire aujourd'hui jusqu'où l'impérialisme pourra aller dans cette reprise en main, qui exacerbe les contradictions de l'impérialisme : en Palestine et dans tout le Moyen-Orient, la décision de transférer l'ambassade américaine à Jérusalem est un facteur puissant d'explosion, tandis qu'en Amérique du Sud, la situation au Brésil et au Venezuela, où le gouvernement américain pèse de tout son poids pour reprendre le contrôle, peut basculer à tout moment dans une crise révolutionnaire. Au Mexique, directement visé par son puissant voisin du nord, la situation est également grosse d'explosions que les déclarations de Trump peuvent déclencher à tout moment.

Impérialisme dominant à l'échelle mondiale, l'impérialisme américain ne dépasse pas les contradictions de l'impérialisme mondial, mais au contraire le concentre. Ainsi, au sein même du gouvernement américain, cette volonté de reprise en main entraîne une crise permanente, qui a obligé Trump à en renouveler une part importante. Pour ne prendre qu'un exemple, le plus symbolique, Rex Tillerson, ancien P-DG d'ExxonMobil, n'a tenu qu'à peine plus d'un an au secrétariat d'Etat (poste équivalent à celui de ministre des

Affaires étrangères). Représentant de l'industrie pétrolière, il était inquiet de la dénonciation de l'accord iranien qui risquait d'interrompre une part de l'extraction de brut par les entreprises américaines. Il a été remplacé par l'ancien directeur de la CIA, donc un représentant de l'appareil d'Etat américain.

---

## UN POPULISTE DÉPOURVU DE BASE

---

Les contradictions de l'impérialisme américain sont présentes au cœur même des Etats-Unis : tout ce plan se déroule sur un fond de crise interne. Le slogan de campagne de Trump, « *America First* » (« l'Amérique d'abord »), concentre sa stratégie internationale, mais il reflète aussi les promesses qui l'ont fait élire et l'union sacrée qu'il cherche à constituer autour d'elles. Populiste, mais porté au pouvoir sans enthousiasme populaire, il n'a acquis sa place que sur la base de la désagrégation des deux partis traditionnels.

La classe ouvrière américaine ne s'est pas constituée de partis comme cela a été le cas en Europe : il n'y eut jamais de parti socialiste ou de parti communiste de masse aux Etats-Unis. Le terrain électoral est dominé par deux partis bourgeois, le Parti républicain et le Parti démocrate. Le premier représente traditionnellement la bourgeoisie industrielle du nord des Etats-Unis, quand le deuxième représente plutôt la petite bourgeoisie rurale. Mais depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, leurs positions sont suffisamment interchangeables pour que le Parti démocrate, qui a longtemps été « à droite » du Parti républicain (à tout le moins anti-abolitionniste quand le Parti républicain abrogeait l'esclavage), soit devenu le parti de gauche avec le New Deal de Roosevelt. Toute l'histoire politique des Etats-Unis, depuis la guerre de Sécession, est rythmée par l'alternance plus ou moins régulière entre républicains et démocrates. Dans le système politique américain, l'arène électorale ne laisse aucune place à un troisième parti : aux Etats-Unis encore plus qu'ailleurs, l'outil que s'est construit la classe ouvrière est le syndicat.

La crise de 2009, expression de la difficulté pour le capital financier d'extraire toujours plus de plus-value, a fini de discréditer ces deux partis aux yeux de mil-

lions d'Américains. Alors que l'économie et les entreprises américaines ont au final bien moins souffert que celles des autres pays développés dans cette crise (en termes de PIB comme en termes de profits ou de capitalisations boursières), la population américaine a été frappée de plein fouet par les expropriations dues à l'incapacité de rembourser les crédits hypothécaires. Les promesses de l'Obamacare se sont révélées pour ce qu'elles étaient : l'obligation de contracter une assurance privée subventionnée, avec une couverture bien médiocre pour l'écrasante majorité des Américains. C'est la vieille revendication d'une sécurité sociale à payeur unique qui a soudé des millions d'Américains autour de la candidature de Sanders à l'investiture démocrate, contre l'appareil du Parti démocrate.

Face à cela, le Parti républicain n'avait pas de solutions différentes à proposer que celles de l'appareil démocrate et n'a pas réussi à dégager de candidature de son appareil, laissant la place à Trump.

Cette place, Trump l'a occupée en multipliant les promesses de retour à l'Amérique d'après-guerre, Amérique présentée comme idyllique pour l'ouvrier blanc peu qualifié. Le premier slogan de Trump était d'ailleurs « *Make America great again* » (« rendre sa grandeur à l'Amérique »). Et tout son programme était destiné à réaliser une union nationale : promesses de réindustrialisation et de vrais emplois ; promesses d'abrogation de l'Obamacare, détesté de nombreux ouvriers, obligés de souscrire à une assurance santé souvent coûteuse et peu protectrice ; promesses de s'attaquer aux immigrants, en particulier latino-américains, employés par centaine de milliers dans la construction, et souvent sans permis de travail.

Ce retour en arrière, promis par Trump à ses électeurs, est utopique : la production industrielle américaine augmente, certes, mais le nombre d'emplois industriels a chuté d'un tiers depuis la crise de 2009 et le nombre d'emplois industriels occupés par des ouvriers sans diplôme universitaire s'est effondré de près de 45 % depuis 2000. Le « coût du travail » aux Etats-Unis est trop élevé pour que le programme de Trump se réalise. En échange de baisses d'impôts faramineuses (l'impôt sur les entreprises est passé de 35 % à 21 en décembre dernier), les constructeurs auto-

mobiles américains consentent à faire revenir une usine de temps en temps. Fiat Chrysler, par exemple, a annoncé en janvier rapatrier 2 000 emplois du Mexique à Détroit d'ici à 2020 (*USA Today*, 11 janvier 2018), mais le compte n'y est pas. Pis encore, les baisses d'impôts que le gouvernement américain vient d'adopter en échange de ces rares annonces vont nécessiter de couper dans les budgets fédéraux, hors militaires, et donc dans les budgets sociaux. Et le fossé entre les promesses de Trump et la situation approfondit encore la crise politique aux Etats-Unis.

---

### **“LES INSTINCTS ET LES ÉTATS D'ESPRIT RÉVOLUTIONNAIRES DES MASSES OUVRIÈRES AMÉRICAINES”**

---

« *America First* » nie la lutte des classes aux Etats-Unis. Mais il n'est pas au pouvoir de Trump, même élu président, de la faire taire. La campagne de Bernie Sanders, avec toutes les limites que lui imposait le cadre du Parti démocrate, a placé en son cœur la question d'une sécurité sociale à payeur unique (c'est-à-dire publique et non concurrentielle, contrairement au système de l'Obamacare fondé sur les compagnies d'assurance). Et la bataille de Trump pour que le Congrès abroge l'Obamacare a encore renforcé l'importance de cette discussion.

Le congrès de l'AFL-CIO (principale confédération syndicale américaine, traditionnellement liée au Parti démocrate), du 22 au 25 octobre 2017, a adopté une résolution réaffirmant la revendication de sécurité sociale à payeur unique et présentant des revendications immédiates dans cette direction (à commencer par l'extension de Medicare, le programme à payeur unique pour les résidents âgés).

Cette résolution ne se positionne donc pas pour la défense de l'Obamacare, même si elle dénonce clairement l'attaque menée par les républicains contre la protection sociale.

Elle souligne les graves défauts de l'Obamacare, dont le principal est de renvoyer chaque travailleur face à son assurance, y compris contre les plans de protection sociale collective arrachés dans de nombreuses entreprises américaines.

Cette prise de distance avec le bilan d'Obama s'accompagne de deux résolutions



à la tonalité nouvelle, portant sur le soutien que l'AFL-CIO et ses syndicats comptent apporter à des candidats lors d'élections politiques. La première est intitulée « *Une voix politique indépendante* » et affirme la nécessité pour l'AFL-CIO de s'organiser pour définir et défendre les revendications des travailleurs.

Elle dit notamment : « *L'époque où nous pouvions choisir passivement le moindre de deux maux est révolue* », le moindre des deux maux étant les démocrates, par opposition aux républicains. La deuxième de ces résolutions préconise notamment que l'AFL-CIO étudie la « *viabilité de la politique des indépendants et des troisièmes partis* », ouvrant la voie au soutien par l'AFL-CIO de candidats qui ne sont pas présentés par le Parti démocrate. Ces deux résolutions restent dans le cadre contraint du système politique américain : en particulier, elles ne posent le problème politique qu'au travers de la question des élections et ne caractérisent pas la nature des partis dont la confédération pourra soutenir les candidats.

Elles sont néanmoins en rupture avec des décennies de soutien aux démocrates et permettent la discussion dans l'AFL-CIO sur la nécessité pour la classe ouvrière de constituer son parti et de le développer.

A l'approche des élections de mi-mandat de novembre 2018 (le système électoral américain prévoit des élections fédérales tous les deux ans : à la moitié du mandat du président, les élus à la Chambre des représentants, ainsi que le tiers des sénateurs, sont renouvelés), ces résolutions vont rapidement être mises à l'épreuve.

D'ores et déjà, une vague de grèves d'enseignants traverse les États-Unis, arrachant partout des augmentations de salaires substantielles. Partie de Virginie occidentale, elle a touché toute une série d'États républicains du Midwest : Kentucky, Oklahoma, Arizona. Mais elle a touché aussi le Colorado, État dirigé par les démocrates, et frappe maintenant la Caroline du Nord. Dans chacun de ces États, la grève a permis d'arracher des augmentations de salaires de 5 à 10 %. Mais les autres revendications, portant souvent sur les moyens affectés à l'enseignement, n'ont souvent pas été satisfaites. Ainsi, en Oklahoma, la menace de la grève a arraché une augmentation de

salaires de 6 100 dollars. Mais les dix jours de grève qui ont suivi n'ont pas obtenu de porter cette augmentation à 10 000 dollars, non plus que la satisfaction des revendications concernant le financement des établissements scolaires. La décision du syndicat OEA (affilié à la fédération NEA, qui n'est pas membre de l'AFL-CIO) d'interrompre la grève a pris de court de nombreux grévistes, qui, en l'absence d'assemblées générales, ont repris le travail en étant convaincus que quelques jours de grève supplémentaires étaient possibles et auraient arraché les revendications non satisfaites. Sa présidente a justifié sa décision en expliquant à la presse (CNN, 13 avril 2018) :

« Nous avons créé un mouvement, et il n'y a plus moyen de nous arrêter. La lutte ne s'arrête pas seulement parce que la cloche de l'école sonne à nouveau et que nos membres reprennent le travail. »

Le jour même de cette annonce, et donc avant la reprise du travail, l'élue démocrate à la Chambre des représentants pour l'Oklahoma, Virgin, se fendait d'un tweet pour remercier « *du fond du cœur* » les enseignants de leur grève et leur expliquer ce que signifiait le fait que la lutte ne s'arrête pas : « *Si vous poursuivez votre engagement et canalisez votre puissance, vous changerez la majorité en novembre* » aux élections de mi-mandat qui renouvellent l'essentiel des élus aux États-Unis.

En Virginie, à l'inverse, en neuf jours d'une grève appuyée sur des assemblées générales massives, du 22 février au 3 mars, les enseignants ont arraché les 5 % d'augmentation ainsi que la couverture sociale qu'ils revendiquaient. Le déroulement de cette grève est instructif : le 27 février, les représentants syndicaux annonçaient avoir trouvé un accord avec le gouverneur républicain sur l'augmentation des salaires, mais pas sur la protection sociale, et appelaient à la fin de la grève. Mais les assemblées générales sont restées fermes sur leurs revendications et ont reconduit la grève, à partir de là illégale selon la loi américaine, puisque les syndicats n'y appelaient pas.

Le 2 mars, le gouverneur de l'État cédait aux revendications avant que le Sénat de Virginie-Occidentale ne vote le lendemain contre l'accord, avant de revenir sur son vote de la veille au neuvième jour de grève, achevant la démonstration de ce que la grève peut arracher.

La position de soutien aux démocrates des deux organisations traditionnelles d'enseignants, l'Association nationale des enseignants (NEA) et la Fédération américaine des enseignants (AFT, membre de l'AFL-CIO), concentre les problèmes politiques. Ces deux organisations de masse (3 millions d'adhérents pour la première, 1,5 pour la seconde) sont des soutiens traditionnels du Parti démocrate : la première, plutôt de son aile droite ; la seconde, de son aile gauche. Mais alors que nombre de ses militants soutenaient la candidature Sanders à la primaire (et sa revendication d'une protection sociale à payeur unique), la direction du syndicat a soutenu Clinton.

Les assemblées générales massives ont permis en Virginie-Occidentale de maintenir la grève et d'obtenir satisfaction des revendications malgré la décision de la direction de la NEA de mettre un terme à la grève. En Oklahoma, en revanche, l'absence d'assemblées n'a pas permis d'obtenir l'ensemble des revendications.

Le *New York Times* (16 mai) annonce que ce sont maintenant l'Arkansas, l'Idaho, l'Indiana, le Kansas et le Nouveau-Mexique qui sont menacés par la grève, et tente de se rassurer en titrant son article « *Pourquoi le mouvement de grève des enseignants ne touchera pas tous les Etats* ». Mais il est clair qu'il s'agit d'un mouvement de fond que les élections de mi-mandat ne suffiront pas à résoudre. Et ce mouvement ne peut que trouver un appui dans les résolutions du congrès de l'AFL-CIO.

---

## EN GUISE DE CONCLUSION

---

L'impérialisme américain n'est pas un super-impérialisme : en assumant la charge du maintien de l'ordre mondial depuis la Deuxième Guerre mondiale, il en concentre toutes les contradictions, dont une des expressions est l'accession de Trump à la présidence.

L'Union européenne est en train d'éclater : tous les gouvernements des principales puissances impérialistes sont ébranlés ; en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne, la crise s'étend. Les institutions financières, économiques et politiques héritées de la Deuxième Guerre mondiale deviennent un carcan pour l'impérialisme américain. L'élection de Trump est à la fois un résultat de cette crise et en est un facteur aggravant.

Trump est souvent qualifié de populiste ; il s'agit d'un populisme de surface, qui n'est appuyé sur aucun soutien populaire significatif : il n'a jamais rassemblé de foule à ses meetings, ses résultats électoraux ont été au final très limités.

Et surtout, l'« *America First* », qui concentre son populisme en tentant de nier la lutte des classes, n'a aucun impact sur cette dernière, qui se développe aux Etats-Unis mêmes. Expression du fait que, selon l'expression de Lénine, « *ceux d'en haut* » ne peuvent plus continuer à vivre à l'ancienne manière », cette manière héritée de deux guerres mondiales. Trump est en même temps un facteur de radicalisation de la classe ouvrière : « *ceux d'en bas* » ne veulent plus » (*La Maladie infantile du communisme*, Editions sociales, 1979, p. 120).

La crise révolutionnaire n'est pas ouverte aux Etats-Unis, mais les premières épreuves de force ont lieu, et elles permettent une clarification des positions de chacun. L'espoir soulevé par la candidature de Sanders, loin de ramener les militants ouvriers (et, au premier chef, ceux de l'AFL-CIO) dans le giron du Parti démocrate, est un facteur de regroupement. La bourgeoisie américaine, loin d'être toute-puissante, est infiniment plus forte vis-à-vis de la bourgeoisie européenne que vis-à-vis du prolétariat européen, mais aussi que vis-à-vis de son propre prolétariat.

**Devan Sohier**

# Des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale en congrès (Brésil, Espagne, France)

On connaît l'importance, dans la vie démocratique des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, de la discussion et de la nécessaire élaboration pour l'intervention politique dans la lutte des classes que constitue l'échéance d'un congrès. Alors que le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale — lors de sa réunion des 3 et 4 mai derniers — a ouvert la proposition d'une conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, il nous a semblé particulièrement utile pour la revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale — *La Vérité* — de consacrer un article à rendre compte de la tenue ou de la préparation des congrès de trois de nos sections :

— le courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs, section de la IV<sup>e</sup> Internationale au Brésil, qui a tenu sa 34<sup>e</sup> Rencontre nationale (34<sup>e</sup> ENOT) les 19 et 20 mai 2018 ;

— le Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'Etat espagnol, qui a réuni son 23<sup>e</sup> Congrès les 11, 12 et 13 mai 2018 ;

— le courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui prépare son 52<sup>e</sup> Congrès et qui a adopté, lors de la direction nationale du 7 avril dernier, un premier document d'ouverture de la discussion.

Lors du secrétariat international des 3 et 4 mai, les notes soumises à la discussion signalent l'urgence pour la IV<sup>e</sup> Internationale de débattre collectivement avec toutes ses sections — quelle que soit leur importance — des questions politiques majeures qui y figurent (cf. pages 3 à 8 de ce numéro de *La Vérité*). Il s'agit d'élaborer les axes politiques des sections et de décider des initiatives politiques et d'organisation qui s'imposent dans cette situation. Il s'agit de dégager les lignes de force qui ordonnent le tournant de la situation mondiale.

En ce sens, la convocation d'une conférence mondiale des sections semble nécessaire dans le moment politique actuel. En effet, il nous faut pouvoir apprécier collectivement — dans le cadre de la nouvelle période ouverte, dont l'élection de Trump est une expression — les développements en cours dans chacun des pays, évaluant les points d'appui qui se dégagent sous des formes propres à chaque pays ; discuter, conformément à la méthode de transition, de la façon dont nous pouvons aider ces points d'appui à s'orienter de manière indépendante sur l'axe du combat pour le parti de classe. Pour résumer, il s'agit pour les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale de jouer tout leur rôle dans l'animation politique de la force rassemblée dans le cadre de la 9<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte (CMO) contre la guerre et l'exploitation d'Alger des 8, 9 et 10 décembre 2017, et de sa décision de constituer un comité international de liaison et d'échanges (CILE).

Nous souhaitons que la publication de ces trois contributions en provenance du Brésil, d'Espagne et de France participent du développement de cette indispensable discussion.

La rédaction de *La Vérité*



Dans la manifestation, le 24 janvier 2018, à Porto Alegre  
(« L'élection sans Lula est une fraude ! »).

# Brésil

## Résolution politique de la 34<sup>e</sup> Rencontre nationale de *O Trabalho*

### (extraits)

**L**A marche au chaos exprime des tendances — qui viennent de loin — inhérentes à l'épuisement du système de la propriété privée des moyens de production. Les actuels éléments du désordre mondial proviennent de l'effondrement de l'ordre établi en 1945 (mais pas seulement), qui se fondait sur la collaboration des appareils social-démocrate et stalinien avec l'impérialisme.

C'est de là que proviennent les phénomènes de « guerre commerciale », « guerre monétaire », etc., que le président nord-américain Donald Trump impulse comme un élément de la tentative d'extirper les Etats-Unis de leur crise de domination, crise qui est en premier lieu interne. Pour cela, Trump cherche à s'appuyer sur les « laissés pour compte » de la mondialisation aux Etats-Unis, dans une fissure sociale ouverte que, au-delà de la rhétorique de « l'Amérique d'abord », il n'a pas les moyens de résoudre.

Trump répond aux principaux monopoles impérialistes qui veulent dégager leurs « chaînes productives » des entraves, traités commerciaux et réglementations, y compris ceux déjà mis en place dans le cadre même de la « mondialisation ». Sans abandonner la politique de guerre, Trump tente de libérer les Etats-Unis du poids de la charge exigée pour la défense de l'ordre mondial (même s'il ne peut pas aller jusqu'au bout en ce sens), qui repose fondamentalement sur leurs épaules depuis la chute de la bureaucratie stalinienne (1991) et que l'Union européenne en crise ne peut assumer. Pour sa part, la bureaucratie chinoise a

besoin des Etats-Unis comme ceux-ci ont besoin de la Chine comme facteur de stabilisation de la situation dans la région de l'Asie et du Pacifique. Rien de tout cela ne supprime les effets objectifs des initiatives de Trump, facteurs de déstabilisation mondiale, comme l'indiquent le retrait de l'accord nucléaire avec l'Iran et le transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem, afin d'apporter leur soutien à Israël dans sa provocation contre la lutte pour le droit des Palestiniens au retour.

D'un autre côté, il y a eu un retournement des « pays émergents », qui étaient présentés comme le moteur de la reprise de l'économie mondiale et qui ont à présent le solde commercial le plus bas depuis vingt ans — avec une prévision de chute supérieure — et sont encore plus fragilisés par la politique des taux d'intérêt de la banque centrale des Etats-Unis (la Réserve fédérale).

En Amérique latine, cette situation représente une pression étouffante, car reviennent avec force les recommandations du FMI à l'adresse des gouvernants pour qu'ils s'alignent — de l'Argentine en crise monétaire, où le président réactionnaire Mauricio Macri aggrave la politique d'ajustement, jusqu'au Nicaragua du couple « progressiste » Ortega-Rosario, qui a tenté de réformer le système public des retraites et de sécurité sociale, l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale (INSS) —, et qui, dans les deux pays, ont été confrontés à la lutte de classe. C'est la même lutte de classe qui explique la résistance au Venezuela de Maduro, malgré la pénurie et le fait que les mesures de rupture nécessaires que doit prendre le gouverne-

ment tardent. C'est aussi de la lutte de classe que vient sur le continent l'espoir de l'élection de López Obrador, candidat anti-impérialiste aux élections de juillet au Mexique, faisant face à l'offensive yankee de reprise des positions perdues et aidant la lutte émancipatrice des peuples.

Nous entrons dans une nouvelle période de luttes gigantesques, de résistance à son début, mais dans laquelle, de façon différente de celle de la vague révolutionnaire de 1945, les appareils tendent à sombrer. Et cela est important pour profiter, comme IV<sup>e</sup> Internationale, de l'espace qui s'ouvre pour la réorganisation de l'avant-garde. Cela ne sera pas non plus automatique, car avec la décadence des appareils, sont de retour des « théories » et des variantes anti-ouvrières depuis longtemps surmontées dans l'histoire et qu'il faut combattre.

La construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec la force de son programme enrichi par l'expérience de 80 ans d'intervention dans les luttes de classe dans le monde, est mise à l'ordre du jour par le biais de la politique de « transition », sous des formes appropriées à chaque pays, selon les tactiques définies dans ses instances.

---

## LA SITUATION ACTUELLE ET LE PROCHAIN SEMESTRE

---

Au Brésil, la brutalité du putsch de la destitution de 2016 correspond aux besoins de la survie de l'impérialisme, qui condamne — au moyen de la destruction des droits et des garanties (réduction du « coût du travail ») — toutes les conquêtes de la nation brésilienne obtenues par un siècle de lutte de classes.

Le putsch pro-impérialiste a été réalisé au sein de l'appareil d'État par les pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif, avec les forces armées et le large soutien de la classe dominante et de la presse bourgeoise, contre la démocratie et les organisations des travailleurs. Le putsch a intronisé un type de bonapartisme juridico-militaire réactionnaire, instrumentalisé en particulier par les Etats-Unis — par le biais de leur département de la Justice et du FBI (police fédérale nord-américaine) — pour leurs propres fins, ce qui inclut de détruire des parties entières de secteurs de l'économie brésilienne (industrie navale, construction civile, réseau de pétrole et de gaz, protéines animales, etc.).

On en voit le résultat dans les violations de la démocratie de la part du régime de « l'état d'exception », et cela s'exprime dans la croissance de la misère et du chômage, avec la dégradation générale des conditions de vie — qui inclut la vague obscurantiste et régressive contre tous les opprimés — après l'accélération de la désindustrialisation et le démantèlement des services publics, et tandis que croît, à travers la privatisation et la déréglementation, le pillage du patrimoine public et de la richesse nationale.

La récente restriction impérialiste aux importations d'acier et d'aluminium par les Etats-Unis (qui réduit les exportations du Brésil) illustre la poursuite du cours droitier de la couarde bourgeoisie « nationale », qui accepte passivement les quotas imposés par Trump, dans la logique des contre-réformes antinationales. L'intervention militaire à Rio de Janeiro s'explique par cette tendance, comme un échelon supplémentaire de la logique antipopulaire perverse avec la militarisation croissante de la vie civile, et vers une explosion sociale qui se prépare tôt ou tard.

C'est le rapport des forces en présence sur le terrain de la lutte de classes, national et international, qui apportera la réponse à l'angoissante question de savoir jusqu'où peut aller cette offensive.

Comme le dit le rapport présenté à la 34<sup>e</sup> rencontre :

« Moins d'un an après le putsch, dans la grève générale historique du 28 avril 2017, la classe travailleuse est sortie de l'extrême défensive, prise en tenaille par la combinaison de la politique de Dilma avec l'offensive putschiste. C'est pourquoi la situation reste marquée par le succès de la "plus grande grève générale de l'histoire", engagée par la CUT et soutenue par le PT, et qui a suspendu le processus de la contre-réforme des retraites, axe du programme putschiste.

Un fait d'une portée mondiale, si l'on tient compte des contre-réformes de ce type dans les pays d'Europe et d'Amérique latine (Argentine). C'est de cette expérience vivante dans la lutte de classes que vient la réémergence de Lula comme favori à l'élection présidentielle de 2018, parce que des secteurs grandissants chez les travailleurs — avec notre intervention — se sont accrochés au PT et à la CUT, symbolisés par la figure de Lula. »

Cela est vrai même si le Congrès national, soutenu par le pouvoir judiciaire, a voté la flexibilisation du cadre de régulation du pré-

sal (1), les coupes dans les dépenses publiques pour vingt ans et la contre-réforme du travail (qui touche au cœur institutionnel du bonapartisme depuis les années 1930, en partie en suspens : il n'y a pas un accord total dans la classe dominante pour liquider l'impôt syndical, axe de l'intégration syndicale à l'État, mais des secteurs — en particulier impérialistes — vont jusqu'au bout, avec tout ce que cela signifie).

Mais la classe ouvrière a réussi à défendre les retraites avec la grève générale, et le régime putschiste ne s'en est pas remis. Des conséquences centrales en découlent. Temer, qui est haï, « survit » et pille, mais le pays reste dans l'expectative jusqu'à l'élection (une crise fiscale en 2019 n'est pas exclue) :

— D'un côté, la coalition putschiste s'est morcelée. Bien qu'elle essaie, à quatre mois de la joute électorale, elle n'a pas pu forger un candidat « responsable » viable ! Vingt présidentiabiles ont essaimé (comme en 1989) et, dans la décomposition institutionnelle, l'axe Bolsonaro-ruralistes (2), au-delà du MBL fasciste (3), émerge comme un acteur imprévisible.

— De l'autre, la grève générale, dans laquelle la CUT a entraîné les centrales syndicales, ouvertement soutenue par le PT et par Lula, a mis l'accent sur la candidature de Lula du PT, selon les sondages eux-mêmes, comme l'unique issue politique (« *la voie la plus économique pour les masses* ») pour mettre un frein au putschisme, abroger ses mesures et ouvrir la voie aux revendications sociales.

Au-delà des sondages, la réalité de la rue est apparue dans les caravanes de Lula dans différentes régions du pays, attirant de larges secteurs populaires et de la jeunesse. Cela a intensifié l'extraordinaire persécution juridico-électorale contre Lula, qui, même après son incarcération, reste seul en tête des sondages avec plus de 30 % des intentions de vote.

A l'inverse, la persécution a renforcé l'enracinement de la candidature de Lula, dont l'exclusion engendrerait, selon les sondages, un total de 45 % d'abstentions et de votes blancs et nuls, ôtant ainsi toute légitimité à l'élection.

Lula est, à l'heure actuelle, le plus important point d'appui pour formuler l'issue politique pour le pays : Lula avec la Constituante. Mais, à nouveau, comme l'indique le rapport présenté à la 34<sup>e</sup> rencontre, « *le PT*

*n'est pas redevenu le "parti des origines", centriste, qui évoluait en oscillant de gauche à droite* ».

Le terrain de la lutte de classes est incertain et instable. Il comporte de grandes luttes de résistance sociale qui cherchent à éviter le pire, sans attendre les élections. Il y a également des luttes démocratiques telle que la lutte contre l'intervention militaire à Rio de Janeiro, dans laquelle le PT est engagé. Mais la décomposition actuelle se poursuit sous la pression de la militarisation en cours... La bourgeoisie pousse, dans un État en pleine crise, à la violence directe contre les organisations et les mouvements populaires, question qui met au centre l'activité d'autodéfense. Par ailleurs, la possibilité d'un report des élections est posée.

---

## NOTRE ORIENTATION

---

Dans la lutte contre le putsch et tout en prenant le pouls des masses, sur le terrain des illusions, nous formulons les mots d'ordre (« *Dehors Temer* », « *Grève générale* », « *Directes* », « *Des élections sans Lula, c'est la fraude* », etc.) sur une ligne de front unique, en arrivant à « *Lula avec Constituante* », pour abroger les mesures des putschistes et adopter les réformes populaires – réforme politique, réforme agraire, juridique, de la presse, démilitarisation des Polices militaires, renationalisation, à commencer par le pré-sal, fin de l'obligation d'équilibre budgétaire, contrôle et centralisation des changes, etc.

C'est là l'issue que nous avons formulée de façon indépendante depuis la bataille dans le PED (processus électoral interne au PT) jusqu'à son entrée dans le discours historique de Lula à Sao Bernardo do Campo, le jour de son incarcération.

La question de savoir où va le PT (et Lula) dans la toile de contradictions de la situation ouverte ne trouve pas de réponse facile. Le cours récent du PT ne peut se comprendre que dans le contexte de la crise de la direc-

---

(1) Zones de réserves de pétrole situées sous une couche profonde de roche salée. Celles que l'on trouve sur la côte brésilienne sont les plus profondes au monde.

(2) Jair Bolsonaro, député fédéral de Rio de Janeiro, membre du parti social-libéral se réclamant de l'extrême droite.

(3) Mouvement Brésil libre (MBL), défenseur de l'« ordre moral », se réclame du fascisme.

tion luliste, qui, dans les « *circonstances exceptionnelles* » dont parle le *Programme de transition*, « *va plus loin qu'elle ne le voudrait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie* ». Cela seul explique le cours centriste du PT après l'impeachment, poussé par la grève générale jusqu'à en venir à la résolution du 6<sup>e</sup> Congrès national du PT (qui a adopté la Constituante). Mais, battue politiquement, la direction n'en a pas tiré le bilan, et pas plus dans la pratique, et elle ne cherche qu'à survivre. Le PT a été entraîné par les masses, qui le pénètrent par mille canaux en cherchant à se le réapproprier pour la lutte de classe.

Mais comme le montrent les oscillations (« *ne pas boycotter l'élection* », « *je suis candidatissime* ») et les ambiguïtés autour du plan B (« *Lula ou celui qu'il désignerait* »), l'appareil luliste n'a pas changé de nature et reste en crise. Souvent, même quand il essaie, il parvient à mobiliser ce qu'il veut. Ainsi, à demi paralysé, l'appareil peut exploser sous le poids des contradictions. Lula aura le dernier mot sur la candidature, mais aujourd'hui nous ne sommes plus en 2002 : il y a eu une usure et son soutien est limité. Face à son emprisonnement, il n'y a pas eu la commotion qu'on pouvait espérer. Cela n'a pas eu lieu parce que cela n'a pas été préparé dans les usines, et il n'y a pas eu d'action spontanée parce que, en dépit de certaines conquêtes, il y a l'usure de la conciliation tout au long des quatorze années de gouvernement. L'emprisonnement de Lula (7 avril 2018) reste l'emblème de la défaite « au ralenti », après l'impeachment deux ans auparavant.

---

## DIALOGUE ET ACTION PÉTISTE (DAP), COMITÉS LULA ET CANDIDATS

---

Notre orientation, aujourd'hui conjointement avec la direction du PT, est l'unité large pour « *Lula libre* », dans une campagne nationale et internationale de front unique, car, comme nous l'avons dit : « *L'élection sans Lula est une fraude* » (ligne de rupture avec les institutions de la bourgeoisie). Donc, pour tout le PT, la conclusion ne peut être que « *Lula président* » jusqu'au bout, c'est-à-dire au vote jusqu'au deuxième tour.

Nous, pour notre part, nous formulons le vote pour « *Lula président avec la Constituante* », position indépendante sou-

tenue au 6<sup>e</sup> Congrès, que nous avons avancée dans les débats sur la discussion du programme, etc.

Nous combattons les « plans B », qu'ils viennent de l'intérieur ou de l'extérieur du PT. Lancer des noms de remplaçants, ce serait anticiper la défaite. C'est ce que font certains gouverneurs du PT — la démoralisation de la défaite sans combat —, une « 5<sup>e</sup> colonne » semblable à la moitié du groupe parlementaire du PT qui en avait été expulsée parce qu'ils étaient allés au collège électoral de la dictature en 1984. Enfin, la législation en vigueur autorise Lula emprisonné à se présenter, et la procédure juridique ne sera pas terminée avant le premier tour. Au cas où Lula renoncerait — en raison d'une violation de la loi par le Tribunal suprême fédéral (STF), le Tribunal supérieur électoral (TSE) ou autre — et se voyait indiquer un nom, nous discuterions.

L'axe de notre activité, ce sont les « comités populaires Lula libre », qui, dès demain, seront des « comités Lula président » (...).

Pour nous, les comités sont un regroupement de front unique. Ils ne sont pas un objectif en soi, et, ne fantasmons pas, ils ne libéreront pas Lula ou ne l'éliront pas s'il n'y a pas un grand mouvement de masse, dont ils sont un facteur important (...).

D'autre part, comme regroupement pour l'action politique, les comités fondent, dans leur activité, le débat sur la situation et sur les propositions d'autres partis sur le terrain de la démocratie, avec des candidats propres à la présidence [PCdoB (4) et PSOL (5), aussi PDT (6), PSB (7)] et d'autres encore, ainsi qu'entre les courants du PT, et c'est normal. Ainsi, les comités seront un tremplin pour la construction du parti révolutionnaire, en l'occurrence au moyen du regroupement politique indépendant à l'intérieur du PT, c'est-à-dire à travers les groupes Dialogue et Action pétiste (DAP) (...).

Notre orientation pour la campagne électorale intègre la politique d'alliances du 6<sup>e</sup> Congrès, à savoir, « *alliances avec des secteurs anti-impérialistes, anti-latifundiaires, antimonopolistes et radicalement démocra-*

---

(4) Parti communiste du Brésil (en abrégé PCdoB), ex-maoïste.

(5) Parti socialisme et liberté (PSOL), centriste-gauchiste, avec un courant proche du NPA français.

(6) Parti démocratique travailliste (PDT), nationaliste bourgeois, membre de l'Internationale socialiste.

(7) Parti socialiste brésilien (PSB), parti bourgeois.



tiques », ce qui, comme nous l'expliquons, outre le PCdoB et le PSOL, peut englober des secteurs du PDT et du PSB, des personnalités du PMDB (Requião) (8) et d'autres. On ne s'arrête donc pas au veto contre les « partis putschistes », parce que cela ne qualifie pas suffisamment un allié pour le co-gouvernement (sur l'axe de la Constituante, pour nous).

Cela est d'autant plus vrai qu'il y a des partisans des privatisations qui n'ont pas été putschistes et des secteurs qui se sont aujourd'hui détachés, et ont voté contre les mesures des putschistes. Enfin, il est de l'intérêt de la classe ouvrière d'exploiter la crise des partis qui ont quelque base sociale, sur une ligne de front unique anti-impérialiste.

Nos candidats aux élections proportionnelles — de *O Trabalho*, du DAP ou soutenus par nous — et en liaison avec les comités Lula doivent être la ligne de front de la lutte pour « *Lula avec Constituante* » dans la campagne générale, en associant réformes et revendications précises dans leur contenu social et en affirmant « *aucune confiance dans la justice* » et dans les institutions en général.

Pour le moment, nous sommes d'accord avec la direction sur « *Lula candidat* », sur une ligne indépendante. Mais nous ne sommes pas obligés de soutenir une alliance avec Renan dans l'Alagoas (9) ou le patron putschiste Josué Gomes (10) (Etat de Pernambouc) comme vice-président.

Nous n'accompagnons pas non plus l'investissement dans le Congrès du Peuple, qui est un accord au sommet de la direction luliste avec la Consultation/PCdoB pour canaliser les militants. L'un de ses objectifs est de ligoter l'indépendance de la CUT dans un front de gouvernement (« programme », sans Constituante) au lieu de for-

mer un front de mobilisation tel que le proposait le 6<sup>e</sup> Congrès, et de dissoudre le PT en crise, qui devrait lui soumettre le programme — au contraire du rôle de premier plan donné aux organisations, comme le disait le 6<sup>e</sup> Congrès — en mettant en place un climat idéal pour que les vautours se disputent « l'héritage » du PT.

C'est une unité « par en haut », qui, en réalité, divise en bas, en plus de diviser le front Peuple sans peur, concerné par la défense de Lula libre.

Mais personne ne peut imposer un calendrier aux comités Lula libre, qui, au contraire, seront de plus en plus sollicités par le PT lui-même pour la campagne Lula président, et Lula président n'a pas sa place à l'intérieur du Congrès du Peuple. C'est en leur sein que se mène en pratique le combat contre les faux prophètes et les doctrines condamnées par l'histoire qui reviennent en force, avec un certain type de « frontisme » et, conjointement, les credos identitaires, territorialistes, et l'invention de nouvelles vieilleries.

Il y a essentiellement du terrain pour combattre, malgré les obstacles, si nous formulons les points d'appui que comporte la situation dans le PT et la CUT.

**34<sup>e</sup> Rencontre nationale  
de *O Trabalho* – 20 mai 2018**  
Adopté à l'unanimité

---

(8) Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), de centre droit, dans lequel Roberto Requião, sénateur nationaliste de gauche du Parana, est ultra minoritaire.

(9) Renan Filho, gouverneur de l'Etat d'Alagoas depuis janvier 2015, membre du PMDB.

(10) Josué Gomes da Silva – fils de l'ancien vice-président José Alencar (décédé en 2011) – est membre du Parti républicain.



Le 5 novembre 2017, à Madrid, derrière la banderole « Face au régime (instaurée par la Constitution) de 1978 et sa répression. Solidarité et République ! », les manifestants se sont dirigés vers les Cortes.



La première page d'Informacion obrera, tribune libre de la lutte des classes.

# Espagne

## La section de la IV<sup>e</sup> Internationale se construit dans le combat pour la république

**L**ES 11, 12 et 13 mai a eu lieu le 23<sup>e</sup> Congrès du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), section en Espagne de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous publions ci-après la déclaration publique qui y a été adoptée, adressée aux travailleurs et aux militants de tout le pays.

Parmi les débats qui ont eu lieu dans ce congrès, il nous revient de souligner notamment la discussion qui a porté sur l'axe central déterminant l'intervention de la section dans la prochaine période.

---

### LE COMBAT POUR LA RÉPUBLIQUE

---

Dans le rapport adopté au congrès, il est notamment expliqué :

« Nous devons partir de la question suivante : la décomposition du régime de la monarchie et de toutes ses institutions, y compris le Parti populaire (PP), représentation de l'appareil franquiste, a des effets dans toutes les organisations ouvrières et nationalistes qui sont attachées à la défense du régime » (1).

Dans la résolution, il est également dit :

« L'association de malfaiteurs franquistes que constitue le PP est paralysée. Chaque jour, un nouveau scandale éclate (...) »

Après l'échec du 1<sup>er</sup> octobre 2017 (alors que plus de 2 millions de Catalans étaient allés voter au référendum « illégal »), la déclaration de guerre du roi, le 3 octobre, contre le peuple catalan, a poussé l'appareil judiciaire, la *Guardia Civil* et l'ensemble des corps de la police à intervenir, y compris d'une manière autonome

vis-à-vis de son propre gouvernement. L'opération de régénération de la droite mettant en avant une nouvelle formation politique, *Ciudadanos* (qui prend maintenant comme modèle Macron), est loin d'aboutir, et les rythmes s'accélèrent.

La résolution du congrès estime également :

« Notre responsabilité n'est pas d'essayer d'interpréter ce qu'il pourrait se passer, mais de combattre pour ouvrir une issue politique, qui ne peut pas être simplement un changement de gouvernement dans le cadre du régime ou la convocation de nouvelles élections, mais une rupture démocratique pour la république (...). Il faut être clair : dans la situation de décomposition du régime, le mot d'ordre de république, c'est-à-dire la lutte pour la république, occupe une place centrale dans la situation. Mettre la république au centre est la seule manière de défendre les revendications sociales et démocratiques, en particulier les aspirations du peuple de Catalogne. L'Union libre des républiques est la réponse et à l'oppression nationale, et au séparatisme. »

---

(1) Cette résolution a été adoptée trois semaines avant la motion de censure que la direction du PSOE a présentée au Congrès des députés, les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin, qui cherche à abattre le gouvernement Rajoy pour constituer un gouvernement PSOE. Le jugement rendu par l'Audience nationale, le 25 mai, dans l'affaire dite Gürtel, qui condamne à plus de 300 ans de prison une série de dirigeants du PP accusés de corruption et qui impute politiquement Rajoy, a été le déclencheur de la crise ouverte. Et ce n'est pas seulement le gouvernement qui est en cause, mais bien l'ensemble du régime.

---

## LA PLACE DU COMITÉ POUR L'ALLIANCE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

---

En novembre 2012, les militants trotskystes ont constitué, avec des militants d'autres origines, le Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples (CATP), afin d'aider à rassembler les forces qui, dans un combat de front unique au sein des organisations, mettent au centre la nécessaire indépendance et la rupture avec le régime. La crise actuelle démontre que, pour en finir avec l'héritage franquiste ainsi qu'avec ses représentants politiques — héritage en contradiction frontale avec toutes les conquêtes sociales et démocratiques arrachées après la mort de Franco et partiellement intégrées dans la Constitution de 1978 —, l'alliance des travailleurs et des peuples demeure indispensable.

Dans la résolution du congrès, il est indiqué :

« Le Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples (CATP) propose une convention ouvrière pour la république, sur la base des revendications et de la mobilisation des travailleurs et des peuples (...). La lutte pour la république ne peut pas rester un mot d'ordre de propagande. Il n'est pas suffisant de souligner, tel que nous le faisons, que la

réponse pour la satisfaction de chaque revendication exige à terme la rupture avec le régime. »

Car il s'agit surtout d'organiser la force qui agit au sein du mouvement ouvrier dans ce sens. Et les conditions de ce combat ne se posent plus de la même façon que dans les années 1930, lorsque, à la fin de la dictature de Primo de Rivera, un accord entre le principal parti ouvrier de l'époque, le PSOE, et des fractions républicaines bourgeoises avaient signé un pacte (le pacte de San Sébastian, le 17 août 1930) préparant un changement de régime.

Il est évident qu'aujourd'hui, seule la mobilisation des travailleurs entraînant avec eux leurs organisations et cherchant un accord avec les mouvements nationalistes — notamment de la Catalogne et du Pays Basque — peut ouvrir la voie à la république.

Ce débat commence à se frayer un chemin dans le mouvement ouvrier et dans les organisations. L'idée d'une convention pour la république commence à trouver des points d'appui. Et l'objectif du CATP, en regroupant des forces sur ce combat, est pour la section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale l'instrument pour étendre son influence.

**Andreu Camps**

# Espagne

## Déclaration du congrès du Parti ouvrier socialiste internationaliste

(13 mai 2018)

### Aux travailleuses et travailleurs, militants, femmes et jeunes

**L**E POSI, fondé en 1980, a tenu son 23<sup>e</sup> Congrès. Nous sommes la section en Espagne de la IV<sup>e</sup> Internationale, fondée par Léon Trotsky et d'autres militants pour préserver les principes et l'esprit des Internationales ouvrières.

Notre congrès s'est tenu au moment où l'immense majorité de la population connaît une situation de crise extrême, de menaces et d'incertitudes sur son avenir. Cette situation n'est pas le résultat de causes naturelles ni de la fatalité, mais de la politique suivie par les gouvernements, de quelque couleur qu'ils soient, aussi bien dans notre pays que dans les principaux pays industrialisés, des gouvernements qui ne cherchent pas le bien-être de la majorité, mais la préservation des intérêts d'une minorité de milliardaires, banquiers et spéculateurs. Une politique qui est aussi celle des institutions du capital, l'ONU, le FMI, l'Union européenne. Une politique qui provoque l'actuelle guerre commerciale, la guerre contre les droits et contre les peuples, en particulier au Moyen-Orient. Cette politique est une

menace pour la survie des peuples et de la planète : elle dilapide les richesses des nations, remet en cause l'avenir de la jeunesse, les droits des personnes travailleuses, des femmes et des retraités. Lorsqu'on gouverne au service des marchés, il ne peut y avoir de démocratie.

Dans notre congrès, nous avons débattu librement, comme le veut la tradition de toute organisation ouvrière, afin de tenter de définir les activités que nous devons mener à bien dans la prochaine période pour aider à canaliser l'indignation des travailleuses et des travailleurs, des femmes, des retraités et des jeunes, qui s'est emparée de la société de haut en bas, pour aider la résistance qui cherche à s'organiser dans notre pays. Nous voulons apporter au débat qui a lieu entre de nombreux militants politiques, syndicaux et activistes sociaux nos points de vue et notre expérience.

Les libertés démocratiques ainsi que les droits et les conquêtes sociales qui ont été arrachés à la dictature et au capital dans la lutte contre le franquisme et après la mort de Franco sont aujourd'hui dans une situation précaire. La principale menace nous

vient de la survivance des institutions comme la monarchie et le pouvoir judiciaire, héritées de la dictature et qui servent les intérêts du capital financier, des institutions qui ont avalisé toutes les restrictions des droits et des services publics, et qui, aujourd'hui, organisent une véritable persécution non seulement contre les hommes politiques et les élus catalans, mais aussi contre des musiciens et des montreurs de marionnettes, contre des syndicalistes et activistes en tout genre. Qui expulsent à fond de train au bénéfice des banques, alors qu'elles ont démontré que non seulement elles ne servent pas à défendre les femmes, mais qu'elles sont le principal bélier de l'oppression contre elles.

Aujourd'hui, cet affrontement entre droits et libertés et capital financier avec ses institutions a été aggravé par les agissements totalement arbitraires des juges qui ont démontré que l'« indépendance » qu'ils défendent rageusement, c'est leur indépendance devant la société qu'ils sont censés servir.

Depuis notre fondation en 1980, nous avons indiqué ces problèmes, défendant depuis lors une thèse que, à ce moment-là, certains jugeaient audacieuse : pour apporter une réponse aux aspirations et aux revendications de la jeunesse, des femmes, de la classe laborieuse et des différents peuples de l'Etat, il est nécessaire d'imposer un changement social et politique à travers la république.

La république que nous défendons n'est pas le simple changement d'un roi par un président, elle contient une importante charge sociale et démocratique. La république, c'est abolir et supprimer tous les obstacles pour que les peuples puissent organiser librement la défense de l'école et de la santé publiques, des services sociaux, du droit effectif au logement. La république, c'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est la réforme agraire et la nationalisation des banques, ainsi que des grandes entreprises de l'énergie et des communications. La république, c'est une justice au service de la société, fondée sur l'élection démocratique des juges et des procureurs généraux.

La république, cela veut dire encore que les peuples pourront décider de quelle manière ils veulent se gouverner et quelles relations établir entre eux afin d'installer une véritable démocratie.

## Ce que nous proposons

L'immense majorité de la population partage une même idée : il faut mettre fin à la terrible situation que vit notre pays. Il est inconcevable que tandis que croît la pauvreté et qu'elle menace les travailleurs, les jeunes et les retraités, soient maintenus les privilèges d'une infime minorité. Il est inconcevable qu'existent et s'imposent des pouvoirs étrangers à la volonté populaire. Il est inconcevable que chaque jour qui passe voie les droits sociaux et démocratiques menacés.

Il est inconcevable que les organisations qui ont été créées et/ou reconstruites après la mort de Franco au nom de la défense des droits et des libertés se rallient et se soumettent, sans protester, au bon vouloir des juges et aux diktats de la couronne. Ce n'est pas par hasard, mais à cause de cette politique, que les grands partis sont en crise. Et nous constatons que les partis de la « nouvelle politique » se sont vite adaptés à ce cadre de pourriture antidémocratique.

Les syndicats que nous, travailleuses et travailleurs, avons créés pour défendre droits et revendications sont liés par la politique du « dialogue social », ligotés à des tables de prétendues négociations qui les paralysent. Cette politique représente pour eux un grave obstacle pour prendre la tête, par exemple, de la mobilisation généralisée pour la défense des retraites. Une situation qui provoque dans de nombreux secteurs de la classe laborieuse perplexité et rejet, d'autant plus fortement que vient d'être démontrée la faiblesse absolue du gouvernement Rajoy, qui s'est vu obligé de retirer (ou de repousser dans l'attente d'une meilleure occasion) les deux principales mesures de sa contre-réforme des retraites de 2013 (augmentation de 0,25 % et facteur de soutenabilité *(dès l'entrée en retraite, baisse de la pension censée compenser l'allongement de l'espérance de vie - NDT)*).

Au vu des faits et à l'écoute des clameurs de centaines de milliers de retraités, de travailleurs, jeunes, femmes, nous considérons que le moment est venu d'avancer une proposition : il faut tisser une alliance qui unisse nos principales organisations, et en particulier les syndicats ouvriers, et autour d'elles tous ceux et toutes celles qui sont disposés à résister à

l'offensive contre les droits, les acquis et les libertés. Une alliance qui soit la base d'un grand front d'action pour arrêter la politique destructrice du gouvernement Rajoy, en finir avec lui et ouvrir la voie aux conditions qui permettront d'imposer la république.

### **Travaillons ensemble !**

Nous nous adressons à tous les militants et à toutes les militantes et activistes, et, en particulier, à tous ceux qui reçoivent notre lettre hebdomadaire d'analyse et de positionnement de notre politique. Nous ne prétendons pas avoir raison sur tout ni apporter une réponse achevée à toutes les interrogations.

Nous voulons, au contraire, établir un dialogue et ouvrir un débat loyal avec tous ceux et toutes celles qui n'acceptent pas comme fatalité inéluctable la politique de misère et de restrictions du gouvernement, la politique de guerre dictée par les grandes puissances impérialistes, ni la politique de division qui tente d'exacerber l'affrontement entre les peuples, avec le seul objectif de préserver le pouvoir et les privilèges d'une infime minorité qui s'enrichit chaque jour davantage aux dépens de l'appauvrissement de l'immense majorité.

Nous avons partagé avec vous combats et luttes, avancées et reculs, les expériences communes à toute notre classe.

Nous partageons le désespoir des personnes sans travail et retraitées. Nous partageons la rage de tous ceux et toutes celles à qui sont imposés un travail précaire et les abus du patron.

Nous partageons l'indignation de millions de Catalanes et de Catalans qui ne veulent qu'une chose, la liberté pour leur peuple.

A tous et à toutes, nous disons : nous sommes la majorité et nous avons la force, il ne nous manque qu'une seule chose, forger le levier qui la fera surgir.

Nous ne prétendons imposer à personne nos idées ou nos solutions. Au contraire, nous ne voulons qu'une chose : être une partie de cette majorité. C'est pour cela que nous vous proposons de débattre avec nous sur les objectifs que nous proposons.

Notre objectif est que, tous et toutes ensemble, nous mettions en œuvre un large mouvement pour la république, mouvement qui inclura le combat pour les principales revendications et pour les droits. Pour cela, nous vous demandons d'ouvrir la discussion sur la manière dont nous pouvons collaborer à cette lutte, et sur la possibilité de travailler en commun pour des objectifs communs : recouvrer nos droits et nos services publics, l'indépendance du mouvement ouvrier, les droits des peuples, la fraternité entre ceux-ci, les droits des femmes, la liberté et le socialisme.



Assemblées générales de cheminots grévistes Gare de Lyon et Gare Saint-Lazare, à Paris.



# France

## Première contribution à la discussion du 52<sup>e</sup> Congrès de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale (courant communiste internationaliste du POI) adoptée par la direction nationale du 7 avril 2018

**D**ES événements considérables sont en train de bouleverser toutes les relations politiques à l'échelle mondiale, à commencer par les relations établies après la guerre sur le continent européen (bouleversement que nous analyserons dans le deuxième texte de préparation du 52<sup>e</sup> Congrès).

Il nous revient en conséquence — comme section française de la IV<sup>e</sup> Internationale — de les aborder à partir de tout le capital théorique rassemblé ces dernières décennies par notre organisation, qui lui donne sa physionomie et son homogénéité.

Inspirons-nous de ce conseil donné par Lénine au Parti bolchevique (en mars 1918) dans une situation bien différente, mais qui conserve néanmoins toute sa validité :

« Quelles que puissent être les péripéties ultérieures de la lutte, si nombreux que puissent être les zigzags que nous aurons à parcourir, et il y en aura beaucoup (...), il faut, pour ne pas nous perdre dans les zigzags et les détours de l'histoire, pour conserver la perspective générale pour apercevoir le fil directeur qui traverse tant le développement capitaliste que la route vers le socialisme (...), il importe, à mon avis, et ce sera la seule attitude théoriquement juste, de ne pas abandonner notre ancien programme fondamental. »

Abordons la période qui s'ouvre en rétablissant toutes « les péripéties de la lutte » à leur place dans la continuité du mouvement qui mine depuis des décennies les fondements du système. C'est dans cette aide que réside notre responsabilité à l'égard des dizaines de milliers de cadres qui s'engagent dans l'action de classe.

- Une chose est aujourd'hui certaine : la mécanique qui mène à l'ouverture de la crise révolutionnaire dans ce pays est enclenchée.

Dans une situation où la « guerre commerciale » engagée par Trump — expression de la décomposition de tout le système de domination impérialiste — bouleverse toutes les relations économiques à l'échelle mondiale, personne ne peut plus espérer une « stabilisation » durable de la situation économique, donc politique, de toute l'Europe.

En ce sens, il faut être clair : l'offensive engagée par Macron n'est pas un énième « ajustement » de la position occupée par la France sur l'échiquier international, comme l'avait tenté de Gaulle au nom de la défense des intérêts de la bourgeoisie nationale. En dépit de la faiblesse de ses assises politiques, Macron est sommé par ses commanditaires (les représentants des principaux groupes du capital financier international), via les diktats de l'Union européenne, d'aller jusqu'au bout et de faire passer toutes les contre-réformes tentées par tous les gouvernements de la V<sup>e</sup> République avant lui. Et ce, dans une frénésie qui conduit le pays, dépouillé progressivement de tout ce qui le structurerait, en passe d'être privé de ses principales prérogatives de souveraineté, au bord de la dislocation.

- Cinquante ans de crise ininterrompue de la V<sup>e</sup> République arrivent à échéance.

Les gouvernements qui se sont succédé dans le cadre de ces institutions n'ont pas réussi à infliger une défaite majeure à la classe ouvrière. Le système bonapartiste

s'est survécu de crises en crises ces cinquante dernières années pour arriver au moment où il a épuisé ses dernières ressources. Il a méthodiquement discrédité, les uns après les autres, tous les partis qui se sont prêtés au « jeu » de l'alternance dans le cadre des institutions, jusqu'au « coup de torchon » qui les a balayés.

Les exigences du capital financier en pleine crise de décomposition se dirigent avec toujours plus de violence contre les bases mêmes du vieil Etat national et sont en train de priver le pouvoir des principaux appuis traditionnellement acquis au maintien de l'ordre bourgeois.

Rarement l'isolement du bonaparte trônant au sommet des institutions réactionnaires de la V<sup>e</sup> République n'a été aussi criant. Rarement l'Etat ne sera apparu autant dans toute sa nudité pour ce qu'il est : le vulgaire instrument aux mains des dirigeants des plus puissants représentants du capital financier international engagés dans une guerre à mort entre eux pour le contrôle des marchés.

• Répétons-le : cinquante années de crise ininterrompue de la V<sup>e</sup> République arrivent à échéance.

Relisons ce que nous écrivions dans la résolution générale du XXIV<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, en mai 1980 :

« L'agonie du bonapartisme gaulliste dure depuis 1968-1969. Est-ce que cela entre en contradiction avec la position qui est la nôtre, formulée à partir des thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès, à savoir : "la crise politique transite vers la crise révolutionnaire ; nous sommes arrivés au seuil du dénouement" ? Est-ce que le fait que l'agonie dure depuis plus de dix années remet en cause l'analyse des relations entre les classes, qui permet de définir comme nous l'avons fait la situation comme celle de la crise politique transitant vers la crise révolutionnaire ?

A ce compte-là, la circulaire de Marx et d'Engels de 1850 sur la révolution permanente serait fautive, sous prétexte que la constitution de la nation allemande s'est réalisée dans des formes et des délais imprévus par les fondateurs du socialisme scientifique ?

A ce compte-là, la méthode marxiste de Lénine en 1906, qui restait axée sur la victoire de la première révolution russe, serait erronée ? A ce compte-là, la méthode marxiste de Trotsky caractérisant juin 1936 comme une situation où la révolution française avait commencé serait une erreur, dans la mesure où elle a été une défaite ?

Il y a là une incompréhension de la méthode du marxisme. »

Et nous insistons :

« Le régime bonapartiste établi par de Gaulle en 1958-1962 n'a pas réussi à restructurer les relations entre les classes, à restructurer les relations de travail : les organisations, les droits, les libertés, les garanties ont été préservés. Le régime de la V<sup>e</sup> République est un régime bonapartiste bâtard, qui néanmoins a réussi à restructurer les institutions sous le contrôle de l'exécutif, dont procèdent tous les pouvoirs.

Régime politique bâtard parce que, sur le plan des relations entre les classes, le régime de la V<sup>e</sup> République n'a pas réussi à restructurer les relations de travail : les positions, garanties, droits, libertés arrachés par la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat au sein de la démocratie bourgeoise ont été préservés. La fonction essentielle pour laquelle la bourgeoisie a donné le pouvoir à de Gaulle était de restructurer les relations de travail en détruisant les positions, les libertés, les organisations. La grève générale des mineurs de 1963, la grève générale de 1968, le référendum de 1969 ont sonné le glas de la V<sup>e</sup> République, qui est entrée dans une longue agonie. »

Une très, très longue agonie ! Néanmoins, une agonie.

Cette appréciation, fondée sur l'incapacité du régime à « restructurer les relations du travail », est à la base de notre certitude. La crise qui s'ouvre exigera que ce qui n'a pas été réglé en 1968, à savoir le démantèlement des institutions de la V<sup>e</sup> République, le soit. Ce qui donne aux cercles d'étude marxiste que nous organisons sur mai 1968 et la façon dont nous y intervenons une très grande importance.

• Tout ce que l'Europe compte de « grands dirigeants » s'affole devant la fragilisation d'un chaînon majeur de la défense de l'ordre impérialiste sur le continent.

Tous comprennent, au moment où partout dans la classe ouvrière se manifeste à des degrés divers la volonté de se dresser contre l'entreprise de démolition en cours, la signification du coup de tonnerre qu'a constitué la grève des cheminots. Tous craignent qu'elle cristallise, dans la classe ouvrière et au-delà, la volonté de la majorité du peuple de ce pays de défendre le service public qui vertèbre et symbolise l'organisation dont s'est doté l'« Etat-nation » pour se consolider.

Alors qu'en l'absence des partis ouvriers-bourgeois discrédités, les directions des organisations de classe apparaissent comme seules à même de se fixer l'objectif de canaliser, pour l'étouffer, le mouvement en train de mûrir, ces dernières, conscientes de la profondeur et de la puissance du mouvement qui s'annonce, s'avancent avec prudence.

En dépit de toutes les manœuvres, et elles sont nombreuses, les cheminots ont pris appui sur la « forme originale » de l'appel qui leur a été lancé dans l'unité par leurs organisations pour prendre la mesure de leur force. Ce faisant, ils ont commencé à retourner la situation imposée par les directions, depuis l'élection de Macron, à la classe ouvrière.

- Une nouvelle période vient de s'ouvrir.

Le travail moléculaire engagé depuis des mois au sein de la classe est en train de faire surface. La réplique au « dédagisme » politique est en train de se prolonger sur le terrain de la lutte des classes. Les militants s'interrogent et discutent... La situation mûrit.

Les dizaines de milliers de militants qui s'avancent en avant-garde de la classe et qui ont toute leur place dans le Comité national de résistance et de reconquête n'attendent pas qu'on leur fournisse des réponses miracles aux problèmes auxquels ils se heurtent. Ils aspirent à inscrire les actions dans lesquelles ils sont engagés dans un cadre leur permettant de construire une issue politique à la crise.

Il nous revient, comme trotskystes, d'aider à rétablir la véritable dimension politique et les enjeux de la bataille en cours, qui pose inéluctablement dans son développement la question du pouvoir.

Alors que, depuis des mois, les directions, pour faire obstacle au combat de classe pour faire céder le gouvernement, nous rebattent les oreilles avec l'argument selon lequel « il n'y aurait pas d'alternative politique crédible au gouvernement Macron », la grève des cheminots vient brusquement de jeter tout cela par terre. En s'engageant dans la grève pour faire céder le gouvernement, ils viennent d'indiquer par quels moyens il était possible d'ouvrir une première brèche, ouvrant la voie à une issue politique.

Ils récusent l'argument selon lequel il n'y aurait pas d'alternative au dépeçage de toutes les infrastructures publiques dont s'est

doté ce pays... Ils parlent directement à tous les secteurs de la classe ouvrière.

D'où l'importance pour nous d'avoir sorti le tract du POI « *Les cheminots en grève ont raison* ».

Ils ont dit clairement qu'une force existait, capable de se rassembler, d'organiser elle-même la grève et d'imposer la rupture avec tous les plans destinés à livrer la classe ouvrière à la surexploitation via la destruction du Code du travail, les services publics... aux trusts du capital financier.

Il nous revient comme trotskystes de mettre en évidence, pas après pas, ce fil qui relie tous les combats de masse qui s'annoncent à la préparation du combat d'ensemble pour faire tomber ce gouvernement représentant les intérêts mortifères du capital financier, pour libérer la société de l'emprise du capital et décider « qui va être le maître de la maison ».

Il nous revient, pour citer Lénine une nouvelle fois, « *de montrer aux masses la présence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer la largeur et la profondeur, d'éveiller la conscience révolutionnaire du prolétariat* ».

C'est notre rôle de faire *d'Informations ouvrières* la tribune où se mène ce débat, où s'illustrent « la largeur et la profondeur » de la crise.

Une nouvelle période s'est ouverte... Ce ne sera pas une voie royale où il suffirait de trouver le bon mot d'ordre à scander à tue-tête.

Une période de maturation où des dizaines de milliers de militants se montrent disponibles et cherchent passionnément à dégager les solides points d'appui sur lesquels la masse va chercher à s'appuyer lorsqu'elle s'engagera.

Une nouvelle période s'est ouverte, qui appelle la libre et honnête confrontation entre militants engagés dans la préparation des grands combats qui s'annoncent, dans lesquels les trotskystes dégagent toute la signification de la grève des cheminots, comme l'avaient fait les trotskystes en 1968 en tirant toutes les leçons des grèves de 1963 et 1965, et du comité de grève de Nantes en 1953 pour préparer le déclenchement de la grève à Bouguenais.

Une libre confrontation dans laquelle les militants trotskystes s'appliquent à aider, en s'appuyant sur leur expérience et sur la méthode du marxisme, à la clarification des objectifs du combat de classe.

**La lettre de La Vérité**

**Sommaire**

**11 mai 1968**

**898**

**1.- De juillet 1967 à mars 1968 : revenir sur quelques éléments politiques**

**Le contenu de CONGRES DE L'UNIV DE JULIET EN AVOIN**

**24 mai 1968**

**900**

**1.- Editorial de L'Etudiant révolutionnaire de juin 1968 (extraits)**

**1.- Descentes universitaires**

**1.- En quoi les praxistes étaient-ils**

**1.- A quel point le syndicat des étudiants était-il**

**1.- Editorial de L'Etudiant révolutionnaire, juin 1968 (extraits)**

**1.- Descentes universitaires**

**1.- En quoi les praxistes étaient-ils**

**1.- A quel point le syndicat des étudiants était-il**

**La lettre de La Vérité**

**Sommaire**

**17 mai 1968**

**899**

**1.- De la maternelle à l'université, les "réformes structurelles" dans l'enseignement**

**1.- De la maternelle à l'université, les "réformes structurelles" dans l'enseignement**

**1.- De la maternelle à l'université, les "réformes structurelles" dans l'enseignement**

**1.- De la maternelle à l'université, les "réformes structurelles" dans l'enseignement**

**La lettre de La Vérité**

**Sommaire**

**24 mai 1968**

**900**

**1.- Editorial de L'Etudiant révolutionnaire de juin 1968 (extraits)**

**1.- Descentes universitaires**

**1.- En quoi les praxistes étaient-ils**

**1.- A quel point le syndicat des étudiants était-il**

**1.- Editorial de L'Etudiant révolutionnaire, juin 1968 (extraits)**

**1.- Descentes universitaires**

**1.- En quoi les praxistes étaient-ils**

**1.- A quel point le syndicat des étudiants était-il**

**La lettre de La Vérité**

**Sommaire**

**31 mai 1968**

**901**

**1.- Le Cahier de Ceratti n° 167 vient de paraître... Dossier : la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale et les trotskystes français**

**1.- Le Cahier de Ceratti n° 167 vient de paraître... Dossier : la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale et les trotskystes français**

**1.- Le Cahier de Ceratti n° 167 vient de paraître... Dossier : la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale et les trotskystes français**

**La lettre de La Vérité**

**Sommaire**

**7 juin 1968**

**902**

**1.- La grève générale de Mai-Juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**1.- La grève générale de Mai-Juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**1.- La grève générale de Mai-Juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**La lettre de La Vérité**

**Sommaire**

**14 juin 1968**

**903**

**1.- Un exposé de Gérard Bloch au CEM de juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**1.- Un exposé de Gérard Bloch au CEM de juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**1.- Un exposé de Gérard Bloch au CEM de juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**La lettre de La Vérité**

**Sommaire**

**14 juin 1968**

**903**

**1.- Un exposé de Gérard Bloch au CEM de juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**1.- Un exposé de Gérard Bloch au CEM de juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**1.- Un exposé de Gérard Bloch au CEM de juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**La lettre de La Vérité**

**Sommaire**

**14 juin 1968**

**903**

**1.- Un exposé de Gérard Bloch au CEM de juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**1.- Un exposé de Gérard Bloch au CEM de juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**1.- Un exposé de Gérard Bloch au CEM de juin 1968 - Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale**

Fac-similés de la « u » des derniers numéros de La Lettre de La Vérité, publication hebdomadaire de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale (courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant) servie par abonnement.

# Discussions

## avec des militants africains

### Éléments de réponse

Nous abordons ici quelques questions discutées avec des militants depuis la conférence d'Alger, que ce soit sur les répercussions de la situation mondiale sur le continent ou les perspectives politiques, en revenant sur des événements des quatre-vingts dernières années, utiles à notre avis pour comprendre la situation actuelle.

---

#### L'AFRIQUE PEUT-ELLE SE DÉVELOPPER SOUS DOMINATION IMPÉRIALISTE ?

---

Le 21 mars, un accord était signé par les chefs de gouvernement de 44 pays dans le cadre de l'Union africaine continentale. Cet accord vise à créer dès 2019 une zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), qui s'inspire explicitement du « modèle » de l'Union européenne. L'accord se situe explicitement dans la continuité des accords de partenariats économiques (APE) avec l'Union européenne, dont la ratification traîne en longueur du fait des vives oppositions rencontrées. Il est notamment prévu la suppression des droits de douane sur 90 % des produits circulant sur le continent.

Les prévisions faites par la Banque africaine de développement (BAD) – dans le conseil d'administration de laquelle siègent ès-qualité des représentants des puissances impérialistes – d'une augmentation de 60 % du commerce par le décollage de l'industrie n'engagent que ceux qui les croient...

Dans une déclaration commune à l'Union africaine de la BAD et à la commission économique pour l'Afrique de l'ONU (octobre 2017), on peut lire :

« Comme les marchés monopolistiques sont omniprésents en Afrique, permettre aux entreprises africaines d'aller se faire concurrence dans leurs marchés respectifs peut libérer les pressions concurrentielles nécessaires à la croissance de la productivité à long terme » (cité par *Jeune Afrique*, 21 mars 2018).

Il s'agit donc d'introduire une guerre commerciale en Afrique, et, chacun le sait, toute guerre fait des morts. Les consé-

quences à court terme sont évidentes : la concurrence accrue et la chasse à la productivité se traduisent partout par des attaques contre les salaires et par la déréglementation des codes du travail. « A court terme », ce sont de nouvelles attaques contre les travailleurs et leurs familles.

Et qui va profiter de cette ZLECA, sinon les puissances impérialistes ? Le Nigeria, première puissance économique d'Afrique, a décidé de ne pas signer l'accord, sous pression du mouvement syndical notamment (1). Les deux grandes centrales syndicales de ce pays, la Nigeria Labour Congress (NLC) et l'Union Labour Congress (ULC), ont répondu de façon pertinente à la question. Le secrétaire général de l'ULC, D. Adodo, a en effet déclaré :

« Si elle est signée, la ZLECA ne fera qu'encourager les pays industrialisés à utiliser d'autres nations africaines pour pousser leurs produits sur le marché nigérian, tuant ainsi les produits locaux. Nous sommes choqués quand, à une époque où d'autres pays du monde, y compris l'Amérique, ont recours au protectionnisme pour défendre leurs fabricants locaux, nous essayons d'ouvrir l'économie pour finalement la tuer. Nous le rejetons dans son intégralité. »

Aremu, responsable du NLC, a dénoncé « *les pièges des accords commerciaux passés qui sont devenus plus dévastateurs et négatifs* ». Selon lui,

« si le Nigeria réduit davantage ses droits d'importation, comme le prévoit la ZLECA, il importera des marchandises moins chères qui envahiraient les marchés locaux de produits locaux, qui, en raison des coûts de production élevés, sont incapables de les

---

(1) L'Afrique du Sud n'a pas encore signé, le Parlement devant au préalable se prononcer, mais le président Ramaphosa s'est prononcé pour la signature.

concurrer, ce qui perpétue la désindustrialisation, le chômage et la pauvreté ».

Il n'est pas certain que la ZLECA voie effectivement le jour, l'accord devant être ratifié par les Parlements nationaux, tout comme les APE dont la ratification traîne en longueur.

Ce n'est pas d'une zone de libre-échange qu'a besoin l'Afrique, mais de se libérer du diktat du FMI et de la Banque mondiale, qui, via les plans d'ajustement structurel et leurs succédanés qui ont été appliqués depuis, ont inscrit dans le marbre, en continuité avec la période coloniale :

— Le paiement de la dette au prix fort. Aujourd'hui, le montant de la dette des pays pauvres dont font partie les pays africains est de 1 300 milliards, une goutte d'eau dans l'océan des 164 000 milliards de la dette mondiale selon le FMI (estimation de 2018), mais c'est le moyen de maintenir le pays sous le joug des puissances impérialistes et d'imposer l'ensemble des orientations économiques qui leur profitent.

— Le renforcement de la dépendance à l'exportation des matières premières (pétrole, minerais, produits agricoles non transformés tels le cacao, les bananes, etc.) : 80 % des exportations africaines partent hors du continent et sont contrôlées par les multinationales. Avec la ZLECA, qui peut penser que le Mozambique va acheter du café à la Côte d'Ivoire ou le Sénégal de la bauxite à la Guinée ? La réalité, c'est la fuite des capitaux (30 à 60 milliards, estimation basse du groupe constitué par l'ONU sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique), une fiscalité sur mesure pour les multinationales, par le biais de codes miniers de plus en plus avantageux.

— La « libéralisation commerciale » — déjà au prétexte de rendre plus compétitives les entreprises locales — qui permet aux puissances impérialistes d'écouler leurs produits manufacturés et agricoles transformés, nombre de pays étant en situation de dépendance alimentaire.

— Les privatisations des services publics et des entreprises nationales au bénéfice du capital étranger.

— La suppression des subventions sur les produits de première nécessité.

— La dévaluation des monnaies nationales et du franc CFA.

— Le saccage des services publics, en premier lieu la santé et l'éducation, faute de financement.

La réalité, c'est que la part des produits manufacturés dans le PIB en Afrique est passée de 15,6 % en 1990 à 10,6 % en 2015.

Aujourd'hui, les puissances impérialistes se livrent à une concurrence exacerbée pour le contrôle des marchés de plus en plus contractés et pour l'accès aux matières premières. Un événement mineur à l'échelle des milliers de milliards brassés sur les marchés est illustratif : le Rwanda, ainsi que le Kenya et l'Ouganda, avaient décidé d'interdire l'importation de fripes (vêtements d'occasion) en provenance des Etats-Unis afin de protéger leur petite industrie textile. Aussitôt, Donald Trump les a menacés des plus graves sanctions économiques. Quant aux matières premières, les métaux « stratégiques » (cobalt, terres rares) et le maintien de la quasi-gratuité de leur pillage sont au cœur de la crise politique en République démocratique du Congo, Kabila ayant tenté de relever la fiscalité et passé des accords avec la Chine.

Aujourd'hui, après des années d'ajustement, 41 % de la population d'Afrique vit sous le seuil de pauvreté défini par la Banque mondiale, soit moins de 1,9 dollar par jour (chiffres d'octobre 2016 de la Banque mondiale). Plus de 90 % des emplois en Afrique centrale et de l'Ouest, selon le dernier rapport de l'OIT (2018), relèvent du secteur informel. Le maintien de la domination impérialiste et de ses institutions donne-t-il une chance de développement à l'Afrique ? L'expérience a plus que tranché : les sacrifices exigés au nom de lendemains meilleurs ne débouchent que sur une aggravation de la situation du plus grand nombre.

Les dernières exigences du FMI dans son rapport sur le développement économique 2018 l'illustrent une fois encore : « *Les vulnérabilités économiques sont en hausse dans de nombreux pays qui tardent à assainir leurs finances publiques* », déclare-t-il.

Selon le FMI, sur les 35 pays à faible revenu de la région, 15 sont aujourd'hui en surendettement ou risquent fortement de le devenir. Les « remèdes » du FMI (cité dans *Jeune Afrique*, 8 mai 2018) : « *Maîtriser les*

*budgets, attirer les investisseurs privés, accroître les recettes. »*

Traduction : austérité, nouvelles déréglementations, notamment des codes du travail, et nouvelle baisse de la fiscalité sur les multinationales (le Gabon, par exemple, vient de réviser son code minier).

Le FMI préconise aussi de mieux faire rentrer l'impôt, « *qui pourrait apporter entre 3 % et 5 % supplémentaires au produit intérieur brut (PIB)* ». Autrement dit, d'un côté il faut tarir les recettes douanières, baisser encore la fiscalité sur l'extraction de matières premières, et, de l'autre, écraser la population d'impôts (notamment la population qui survit dans le secteur informel)... pour rembourser la dette. C'est par exemple ce qu'illustre la loi de finances 2018 au Niger, qui a suscité d'importantes manifestations dans tout le pays.

Que peut-on attendre des accords de libre-échange et de la politique du FMI pour la population, sinon une nouvelle aggravation de la situation ? En juin 2016, d'ailleurs, les syndicats africains adhérents à la Confédération syndicale internationale (CSI) avaient publié une déclaration dans laquelle on pouvait lire : « *Les APE constituent la dernière tentative de l'Europe pour continuer à aggraver le sous-développement de notre continent.* »

Mais dans les recommandations publiées à la suite d'un colloque sur les accords de libre-échange organisé par la Confédération européenne des syndicats (CES) à Lomé, en octobre 2017, on peut lire : « *Les participants ont recommandé que les syndicats renforcent leur participation aux négociations de la ZLECA.* » Qui peut réellement penser que la place des syndicats soit de « *négoçier* » les accords de libre-échange – ce qui est de plus totalement illusoire ?

---

### **GUERRES SANS FIN, OCCUPATION MILITAIRE ET “VISION INTÉGRÉE” DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES**

---

Le général Lecointre, chef d'état-major de l'armée française, a déclaré : « *Je ne pense pas qu'il soit possible de régler le problème au Mali en moins de 10 à 15 ans, si tant est que nous le puissions* » (*Libération*, 14 avril 2017). Cette déclaration sonne comme un aveu : à la fois de l'enlisse-

ment croissant de l'opération Barkhane – le parallèle avec la situation en Afghanistan pour l'armée américaine s'impose –, de l'incapacité de la seule armée française à contrôler la zone sahélienne et aussi de la ferme intention de l'impérialisme français de poursuivre ses interventions militaires.

On lit souvent que les Etats-Unis ne s'intéressent pas à l'Afrique, Trump ayant il est vrai publiquement déclaré que ce sont « *des pays de merde* ».

Mais cette appréciation est superficielle : depuis la constitution de l'AFRICOM en 2007, les Etats-Unis, sur lesquels repose essentiellement le maintien de l'ordre mondial, sont intervenus militairement de manière croissante en Afrique pour y défendre leurs intérêts stratégiques.

A l'occasion de la tournée africaine de celui qui était encore secrétaire d'Etat, Rex Tillerson (limogé par Trump), le journal *La Tribune* rappelait :

« L'“African rally” de Rex Tillerson devrait prendre une dimension sécuritaire, dont l'illustration la plus parfaite est la présence militaire massive, mais discrète, des Américains dans une cinquantaine de pays africains : on parle de 1 700 commandos dans une vingtaine de pays pour une centaine de missions ; d'une trentaine de bases et de 13 bases “secondaires”, selon des formules volontairement floues du commandement américain. Une présence tentaculaire par laquelle les Etats-Unis entendent lutter contre le terrorisme selon une “vision intégrée” impliquant des acteurs continentaux, notamment l'Union africaine et certains pays en première ligne. »

Les Etats-Unis sont en train d'implanter (après le Niger dans la région) une nouvelle base au Ghana. L'Afrique de l'Ouest est une région de plus en plus stratégique, avec 30 % des réserves pétrolières connues du continent africain. L'Assemblée nationale ghanéenne a ratifié le 23 mars un accord militaire donnant aux Etats-Unis un accès « sans entrave » à son territoire.

Cet accord suscite une large opposition dans tous les secteurs. Citons la position de la Ghana Federation of Labor (GFL) :

« La GFL a suivi avec consternation le débat politique partisan sur la souveraineté de notre pays vis-à-vis de l'armée américaine et de l'accord du gouvernement du Ghana, un discours qui polarise la société. Nous sommes en effet inquiets et effrayés

par les conséquences de grande portée pour le travail et l'ensemble de la population si les lois du pays sont compromises pour le bien du partenariat avec un pays qui a peu de respect des règlements conventionnels.

Les Etats-Unis d'Amérique, en tant que membre permanent de l'Organisation internationale du travail (OIT), ont refusé de ratifier les normes fondamentales du travail de l'OIT, les conventions 87 et 98 concernant les droits d'association et de négociation collective (...). En aucun cas, aucune concession préférentielle ne devrait être envisagée avec des impacts sur la souveraineté ghanéenne et les droits de l'homme (...).

Cela pose une autre question. Comme on l'a vu plus haut, les Etats-Unis – et la France derrière eux – ont une « vision intégrée » visant à impliquer les armées des pays africains dans leur stratégie de maintien de l'ordre, sous leur commandement de fait.

Dans ces conditions, la mise en place du G5 dans le Sahel (auquel l'Algérie a refusé de participer malgré les fortes pressions exercées, notamment par Macron lors de sa visite à Alger) peut-elle susciter le moindre espoir de retour à une souveraineté nationale ? Peut-elle être autre chose qu'une force supplétive de l'impérialisme, alors que son financement et son commandement opérationnel même sont subordonnés aux puissances impérialistes ?

La souveraineté et le combat « contre la guerre et l'exploitation » ne passent-ils pas par l'exigence du retrait des troupes impérialistes qui occupent l'Afrique et provoquent des guerres sans fin ?

---

## RÉGIMES EN CRISE, PLACE DU MOUVEMENT OUVRIER ET RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

---

La quasi-totalité des régimes politiques mis en place au début des années 1990 sont minés par des crises politiques majeures, du fait même de la politique qu'ils appliquent au service de l'impérialisme, ayant perdu l'essentiel de leur base politique.

L'insurrection au Burkina Faso a jeté à bas le régime de Compaoré en 2014, le coup d'Etat de 2015 a été mis en échec par l'appel à la grève générale et la mobilisation de la jeunesse. Au Niger, au Togo, les marches-manifestations se déroulent depuis

des mois pour le retour à la Constitution de 1992, qui permettrait de chasser le régime Gnassingbé. Le dialogue politique sous la houlette de la « communauté internationale », sous le patronage de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est au point mort.

Mais d'où viennent ces régimes et ces institutions ? Ils ont été mis en place à la suite du sommet France-Afrique de la Baule de juin 1990, où Mitterrand prononça un discours sur le multipartisme. Dans ce cadre, des conférences nationales visant à réformer les Constitutions ont été convoquées.

Mais qu'est-ce qui avait inspiré ce tournant ? A la fin des années 1980, les régimes dictatoriaux des ex-colonies sont en crise majeure. A partir de 1963 (coup d'Etat au Togo), les premiers gouvernements de la décolonisation, fondés sur des partis uniques et des syndicats intégrés à ces partis (2), avaient été renversés. Des dictatures militaires avaient été mises en place à l'instigation de la France (sauf en Côte d'Ivoire, où le riche planteur Houphouët Boigny était resté président, ainsi qu'au Sénégal, où Senghor, défendant un « socialisme africain » d'essence corporatiste, était lui aussi resté) afin de « tenir » la population, les espoirs nés de l'indépendance ayant été déçus. La plupart du temps, d'ex-sous-officiers de l'armée coloniale française avaient été bombardés au pouvoir. Vers 1990, 37 pays africains ont connu une intervention militaire sous une forme ou une autre... Cette situation n'est donc pas limitée à l'Afrique dite francophone. Il suffit de citer le Nigeria, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan et l'Ouganda.

Les plans d'ajustement structurel concentrent alors la haine populaire. Le dispositif des syndicats uniques, qui, au nom de la « participation responsable », devaient se comporter en simple appendice du pouvoir, éclate. Les masses s'emparent des organisations, une formidable pression s'exerce pour détacher les syndicats de l'Etat et des syndicats dits « autonomes » se créent. Les

---

(2) Le degré d'intégration doit être nuancé selon les pays : par exemple, au Burkina Faso, le pouvoir n'y est jamais parvenu. Au Mali, le pouvoir militaire s'est retrouvé face à l'UNTM comme principale force d'opposition...



grèves se multiplient, des grèves générales sont déclenchées. Dans la plupart des pays de la zone, le mouvement syndical est à la pointe du combat (Togo, Niger, Mali, etc.).

Les appareils d'Etat sont en décomposition et le mouvement risque de se transformer en mouvement de masse refusant de payer la dette (3). Dans le même temps, des millions de paysans, chassés de leurs terres par les cultures d'exportation et la misère, affluent vers les villes pour y survivre dans des conditions tout aussi misérables, accroissant encore la colère. C'est le mouvement ouvrier avec les syndicats qui est à la tête du mouvement.

C'est alors que la Banque mondiale impulse un tournant politique. Plutôt que de mettre en question les plans d'ajustement structurel appliqués à la force des baïonnettes, elle met en cause la « mauvaise gouvernance » des pays – le concept est lancé – rendant responsables les gouvernements qui les ont mal appliqués et en appelle au consensus pour les réformes. Quelques citations permettent d'éclairer cette stratégie :

« En fin de compte, une meilleure gouvernance exige que les politiques des services économiques et sociaux de l'Afrique doivent accélérer leur renouveau. Cela signifie une attaque concertée contre la corruption du plus haut niveau au plus bas. Cela peut être fait en donnant le bon exemple, en renforçant la responsabilité, en encourageant le débat public et en favorisant une presse libre. Cela implique également de renforcer les capacités des femmes et des pauvres en favorisant les organisations locales et non gouvernementales (ONG) telles que les associations d'agriculteurs, les coopératives et les groupes de femmes » (*Subsaharian Africa : from crisis to sustainable growth*, page 26, novembre 1989).

« Passer des mots à l'action nécessite donc des groupes consultatifs et des tables rondes, un contexte institutionnel favorable. Il doit avoir été développé par des actions de coordination et, en même temps, par un consensus politique » (*ibidem*, page 192).

Et de proposer une nouvelle « coalition globale pour l'Afrique » :

« La coalition pour l'Afrique qui est proposée serait un forum dans lequel les dirigeants africains (pas seulement du secteur public, mais aussi du secteur privé), les universitaires et les ONG pourraient se rencontrer avec leurs partenaires clés – les agences bilatérales et multilatérales et les ONG

étrangères les plus importantes – pour se mettre d'accord sur les stratégies générales qui leur donneraient les grandes orientations pour la conception des programmes de chaque pays » (page 193).

C'est dans ce cadre que les conférences nationales ont été organisées en Afrique subsaharienne francophone. Elles ont débouché sur des Constitutions qui entérinent le multipartisme, qui s'est vite transformé en émiettement en dizaines, voire centaines de partis constitués, les seuls partis « FMI-compatibles » étant soutenus par les institutions internationales et ayant des chances (la fraude électorale aidant éventuellement) d'accéder au gouvernement.

Les ONG sont promues pour jouer un rôle de « filet social » en lieu et place des services publics, les organisations de la société civile étant chargées de promouvoir la bonne gouvernance. C'est en fait une relance à échelle de masse des organisations caritatives, déjà expérimentées sous la colonisation, dans une version d'apparence modernisée.

Elles sont financées le plus souvent par les agences des pays impérialistes (par exemple, l'Association française pour le développement en France, l'Union européenne ou de riches mécènes tels Bill Gates ou Soros). « *L'aide au développement* » est ainsi systématiquement accompagnée d'un volet « *société civile* » : Macron vient d'ailleurs d'annoncer l'augmentation, dans ce cadre, du financement des ONG. Les organisations syndicales, dans ce cadre, devraient accepter de se considérer comme une composante de la société civile, se transformer en ONG et perdre leur caractère de classe.

La stratégie préconisée – et appliquée par la Banque mondiale – vise à étouffer toute expression sur le terrain de classe, à empêcher la rupture avec les institutions impérialistes et à orienter les mouvements vers une pression sur une « bonne gouvernance » dans le cadre des orientations qui sont imposées (cf. plus haut).

La Banque mondiale et le FMI, tout comme l'Union européenne, organisent

(3) Les positions prises par Sankara contre le paiement de la dette, assassiné en 1987, avaient également un impact considérable.

régulièrement des forums de la société civile (4).

L'objectif est en quelque sorte de mettre en œuvre un ajustement structurel participatif, et dont ne se cache pas la Banque mondiale :

« Une leçon tirée de l'expérience passée est que la réforme ne réussit généralement pas sans une forte appropriation locale et une approche large, qui inclut la prise en compte des institutions, la gouvernance et la participation des acteurs – une leçon qui constitue le moteur du processus des Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) (Banque mondiale, *The Role and Effectiveness of Development Assistance*, 2002).

Les orientations précédentes sont maintenues en essayant d'y intégrer la participation active des organisations : c'est ainsi qu'ont été mises en place les initiatives « Documents stratégiques de réduction de la pauvreté » (DSRP) et « Pays pauvres très endettés » (PPTE) (5), qui ont débouché sur une réduction limitée de la dette (liée à sa « soutenabilité ») en échange de conditions, toujours du même type, sur la libéralisation des marchés, les privatisations, les conditions favorables aux investisseurs privés étrangers... Il en est de même avec les « Plans nationaux de développement économique et social » (PNDES) et autres pactes sociaux.

Et aujourd'hui ? Du Tchad au Cameroun en passant par le Gabon, la Guinée..., les gouvernements et régimes fragilisés et en crise, soucieux de conserver leurs liens et le soutien de l'impérialisme, attaquent comme jamais les travailleurs et les peuples, à la hauteur même des nécessités de la survie du système capitaliste en crise. Les conquêtes les plus élémentaires, telles que le droit de grève, sont menacées et attaquées, le droit de manifester est bafoué et souvent réprimé au prix de morts et d'emprisonnements.

L'occupation militaire et les guerres sans fin découlent de ces mêmes nécessités, au nom de la « guerre contre le terrorisme », qui se traduit aussi par des exactions contre les populations de la part des forces armées qui sont censées les protéger, semant la peur et la désolation (cf. *Le Monde Afrique*, 12 mai 2018 : « Au Nord du Burkina Faso, les exactions de l'armée contrarient la lutte antiterroriste »).

Les pressions ne cessent de s'exercer sur les dirigeants du mouvement ouvrier et populaire pour qu'ils acceptent, voire participent à la mise en œuvre de ces politiques, au nom du « *Il n'y a pas d'alternative* », pour reprendre la formule de Thatcher.

Les organisations syndicales, malgré les pressions, restent des organisations de classe. Les mouvements de résistance se développent, comme on le voit avec la multiplication des grèves et des manifestations, et aussi comme en témoignent les prises de position citées plus haut des organisations syndicales du Ghana et du Nigeria.

Parallèlement, dans une situation où les partis institutionnels sont discrédités et faute d'alternative politique, il est parfaitement explicable que des milliers de jeunes et de militants placent leurs espoirs et leur énergie dans les combats menés par la « société civile » et se mobilisent derrière cette bannière : c'est ainsi qu'au Niger, les manifestations ont été organisées par la société civile, protestant contre les mesures fiscales contenues dans la loi de finances et la présence de bases militaires étrangères (France, Etats-Unis, Allemagne).

---

## QUEL OUTIL POLITIQUE ?

---

Au cours des quatre-vingts dernières années, les syndicats ont joué en Afrique un rôle politique majeur. Cela s'est encore confirmé ces dernières années. Par exemple, dans un pays comme la Guinée, ce sont les syndicats qui, dans les années 2000, ont joué le rôle de rassembleur non seulement des travailleurs, mais de toute la popula-

---

(4) En 1995, le sommet mondial pour le Développement social de Copenhague, sous l'égide de l'ONU, a fait de la « bonne gouvernance » et de la promotion de la société civile l'axe d'une offensive corporatiste à l'échelle mondiale : cela demanderait évidemment des développements qui sortent du cadre de cet article.

(5) L'initiative « Pays pauvres très endettés » (PPTE) a été inventée pour neutraliser les mobilisations généralisées pour l'annulation de la dette. Pour y accéder, les pays doivent atteindre un « point d'achèvement », c'est-à-dire avoir mis en place les « réformes » demandées et produire un document stratégique de réduction de la pauvreté, le tout sous la supervision étroite du FMI et de la Banque mondiale. En 2012, le programme était appliqué dans 30 pays africains.

tion dans la chute de la dictature militaire, payée au prix du sang (6). Alors que les partis institutionnels jouent souvent sur les différences ethniques et les attisent, les syndicats ont une base nationale, regroupant les travailleurs à l'échelle nationale. Cela illustre la place de la classe ouvrière, seule à même, bien que minoritaire, d'entraîner les couches exploitées et de les rassembler. Cela s'explique aussi par la faiblesse des partis se réclamant du mouvement ouvrier.

Il n'est pas inutile de repartir de l'après-guerre et des conditions dans lesquelles est née la revendication d'indépendance : c'est dans les organisations syndicales qu'elle a été formulée en premier. Parmi les raisons : dès le tout début des années 1950, les revendications se sont heurtées au maintien de la domination coloniale. Par exemple, le Code du travail voté le 22 novembre 1952, à la suite de nombreuses grèves culminant avec la grève générale du 3 novembre 1952 dans toutes les colonies françaises de l'Afrique subsaharienne, n'était pas appliqué (7).

Mais cela s'explique surtout par le cours et la nature des partis politiques nés à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, qui marquent encore la situation aujourd'hui.

A cette époque, la vague révolutionnaire touche l'Afrique subsaharienne comme le reste du monde, les masses se mobilisent pour en finir avec le carcan colonial. L'ampleur du mouvement est certainement sous-estimée par les historiens.

En France, la social-démocratie (la SFIO) suit un cours 100 % colonialiste. Quant au PCF, il participe au gouvernement d'union nationale : il applique les accords de Yalta pour faire refluer la vague révolutionnaire. Ces orientations se déclinent dans les colonies, dont les accords prévoient qu'elles doivent rester dans le giron impérialiste. Cela l'amène à caractériser comme une provocation fasciste les soulèvements en 1945 en Algérie dans le Constantinois et en 1947 à Madagascar, suivis de massacres par l'armée française.

Alors que le gouvernement français est obligé d'autoriser dans certaines limites la constitution de partis politiques, il joue un rôle de premier plan dans la constitution du Rassemblement démocratique africain en 1946, dont les sections territoriales deviennent rapidement des partis de masse. Le

congrès constitutif se tient à Bamako en présence de 800 délégués des territoires de l'Afrique occidentale française (AOF), de l'Afrique équatoriale française (AEF), Togo et Cameroun, sous le portrait de Maurice Thorez.

Quelques citations permettent de résumer les orientations suivies : « *Les communistes sont pour le maintien et la réalisation, dans le cadre prévu par la Constitution, de l'Union française* » (*Les Groupes d'études communistes, Suret-Canal*, page 112). Contrairement à une légende, le PCF n'était pas pour l'indépendance des colonies, tout au contraire.

Selon cette orientation, « *du fait du retard considérable des territoires africains, le prolétariat de ces pays est extrêmement faible. Les objectifs essentiels actuels sont communs à toutes les classes de la société autochtone.* »

Et de conclure qu'il n'y a pas lieu de créer « *un parti de classe, un parti qui ne serait pas à sa place* » (*ibidem*, page 111). Le clou est encore enfoncé pour dénoncer comme « *danger du sectarisme* » (!) « *une tendance dangereuse à faire jouer à la classe ouvrière, pourtant si faible encore, le rôle dirigeant dans le mouvement politique, et par conséquent à donner au mouvement une orientation de classe trop accentuée, à en faire un appendice des organisations syndicales de salariés dans le domaine politique, à lui donner une*

(6) Après la mort de Sékou Touré en 1984, une junte militaire a pris le pouvoir et ouvert le pays au FMI.

(7) En janvier 1957, les syndicats africains quittent la CGT française et constituent l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire (UGTAN), présidée par Sékou Touré. A la fois, ils appellent à l'alliance de toutes les classes sociales contre le colonialisme (rejet de la lutte des classes) et exigent l'indépendance. Ils appellent à voter non au référendum sur la Communauté française organisé par de Gaulle en 1958, alors que le RDA appelait à voter oui (les sections exclues en 1955, Cameroun, Niger et Sénégal, appellent à voter non).

La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) a également joué un rôle important. Lors de son VIII<sup>e</sup> Congrès, elle adopte une résolution « *pour l'indépendance politique et l'unité de la patrie africaine* », où on lit : « *Compte tenu de la nature particulière de l'impérialisme français, l'indépendance doit être conquise non par une addition de réformes illusoires, mais par la mobilisation révolutionnaire des masses.* »

*teinture anti-bourgeoise et surtout anti-chef* » (page 141) (8).

Nous avons fait ces quelques rappels non pas pour retracer toute l'histoire du combat pour l'indépendance, ce qui demanderait des développements beaucoup plus importants. Tout a été fait en Afrique comme ailleurs par l'appareil stalinien pour faire refluer et défaire la poussée révolutionnaire qui s'exprimait à la suite de 1945.

C'est au nom du « retard de développement » que les staliniens ont tout fait pour empêcher la constitution de partis ouvriers, ce qui pèse encore aujourd'hui, et subordonner la classe ouvrière et derrière elle les classes exploitées à une « bourgeoisie nationale », qui plus est pratiquement inexistante, hier comme aujourd'hui.

Mais cette question de l'outil politique ne se repose-t-elle pas, à la lumière de dizaines d'années d'expériences ?

Ce qui se passe en Afrique n'est pas lié à un « retard de développement ». La place économique de l'Afrique n'est pas un défaut d'intégration au marché mondial, mais la forme imposée par le système capitaliste à son intégration. C'est parce que ses richesses sont au cœur de l'exploitation capitaliste que bien des pays d'Afrique connaissent une barbarie sans nom. C'est pour contrôler ces richesses, dans un contexte de concurrence exacerbée, que les armées impérialistes affluent aujourd'hui et réoccupent le continent, à une échelle inconnue depuis soixante ans, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Les gouvernements en place ne sont que les relais des puissances impérialistes et de leurs institutions (FMI, Banque mondiale, etc.) : c'est ce qui dicte leur politique et ses effets désastreux, ce n'est donc pas une question de « mauvaise gouvernance ». Et c'est encore le pillage et les guerres qui en résultent qui jettent des millions d'Africains sur les routes de l'exode. Les simples acquis de la civilisation, tous les acquis démocratiques, toutes les conquêtes sont aujourd'hui partout attaqués.

A la suite de la faillite du stalinisme et de la social-démocratie, de l'effondrement des partis qui s'en réclament, face à la décomposition, une période de construction et de reconstruction du mouvement ouvrier est devant nous. La question de la représentation politique indépendante de la majorité exploitée n'est-elle pas posée pour mener les combats politiques concrets, contestant à l'impérialisme et à ses relais gouvernementaux, dans les différents pays, la poursuite de cette politique ? Une représentation politique indépendante à même de poser la question du pouvoir, un parti ouvrier ? La classe ouvrière n'est-elle pas la seule classe en mesure de rassembler les couches populaires (paysans, travailleurs du secteur informel, dont certains sont d'ailleurs organisés dans les syndicats ouvriers) exploitées et opprimées, leurs intérêts étant irrémédiablement opposés à ceux des possédants, exploités et oppresseurs ?

Ce combat ne peut être mené à bien que dans un cadre international. L'Entente internationale fournit un cadre dans ce sens, dans la suite de la conférence d'Alger, qui lie le combat indépendant dans les Etats impérialistes et dans les pays opprimés.

Sans doute le chemin est-il long. Et personne n'a évidemment de recette toute faite. La première condition, la plus essentielle, réside dans le libre débat, les échanges appuyés sur l'expérience, seul moyen d'avancer.

**Jacques Diriclet**

(8) Ce sont souvent des syndicalistes qui y jouent un rôle de premier plan : Sékou Touré en Guinée, Djibo Bakary au Niger, Ruben Um Nyobé au Cameroun, etc. Les dirigeants du RDA sont pour beaucoup passés par les groupes d'études communistes (GEC) mis en place par le PCF... dont l'un des axes est d'empêcher la formation de partis ouvriers. La question de la souveraineté internationale étant devenue incontournable, au début des années 1960 ils seront pour beaucoup ou chefs d'Etat ou membres des gouvernements. C'est le cas au Tchad, au Niger, au Congo, au Mali, en Guinée... En Côte d'Ivoire, même Houphouët Boigny a participé à des réunions des groupes d'études communistes.

## DOSSIER – FRANCE

# L'actualité de la grève générale de mai-juin 1968

Ce dossier est entièrement consacré au compte rendu de la réunion publique de la IV<sup>e</sup> Internationale organisée par le courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant le vendredi 4 mai à Paris.

Nous publions ci-dessous les interventions faites lors de cette réunion, que nous ferons suivre — en annexe — d'un encadré consacré au bilan politique de 1968 établi par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale lors de son XVII<sup>e</sup> Congrès, en juin 1971.

### Introduction de Clément Poulet

**B**ONSOIR à tous. La section française de la IV<sup>e</sup> Internationale (courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant-POI) vous a invités à cette assemblée ce soir pour discuter de l'actualité de la grève générale de mai-juin 1968. Ce printemps 2018 voit déjà fleurir des documentaires, des émissions, des manifestations pour célébrer les cinquante ans des « événements » de 1968, qu'on essaie de ramener à un simple mouvement de protestation étudiant, voire à un simple conflit de générations. Mais pour les 10 millions de travailleurs et jeunes en grève, l'enjeu était d'une tout autre importance. En mai 1968, la France a connu la plus grande grève générale, faisant chanceler l'Etat et infligeant au régime — un an plus tard — une défaite politique. Cinquante ans après, Macron, qui n'a pas la même assise que le général de Gaulle, veut aller plus loin dans l'offensive contre les conquêtes arrachées par la classe ouvrière, et notamment celles de 1936 et de 1945.

Il ne s'agit pas ici de célébrer un anniversaire, ou de faire un cours d'histoire, mais de tirer les leçons des problèmes posés au mouvement ouvrier à cette époque et d'y apporter pour aujourd'hui les réponses qui n'ont pu être dégagées à ce moment-là.

Quels problèmes se posent aux étudiants, qui, aujourd'hui — comme en 1968 —, se dressent contre un gouvernement qui veut les déqualifier en masse et les orienter en fonction des besoins de l'économie ? Quels enseignements pouvons-nous tirer du combat des travailleurs de Sud-Aviation, qui, dès janvier 1968, se sont battus contre la tactique des grèves tournantes visant à empêcher la grève totale avec occupation d'usines, c'est-à-dire le blocage ?

Enfin, quel a été le positionnement des trotskystes, comment se préparaient-ils au choc avant la bataille ? Quel est le positionnement des trotskystes aujourd'hui ? Comment préparent-ils le choc qui est devant nous sur une ligne de front unique et d'indépendance de classe ?

Nous donnerons tout d'abord la parole au camarade Michel Sérac, militant de la IV<sup>e</sup> Internationale et ancien président de l'UNEF, puis nous aurons le plaisir d'écouter le camarade Georges Boutin, militant syndicaliste à Sud-Aviation en 1968, et comme nous parlerons ici de l'actualité de la grève générale de mai-juin 1968, disons que cette actualité n'est pas propre à la France. Arracher à la classe ouvrière des positions, des droits qu'il a fallu lui concéder, n'est pas propre à la bourgeoisie française. Dans cette salle se trouvent des camarades de la section de Paris du Parti des travailleurs du Brésil, dont le continent est au cœur d'un affrontement d'une brutalité extrême avec l'impérialisme, qui dénie toute souveraineté au peuple, qui fait mettre en prison l'ex-président Lula et candidat à la prochaine élection présidentielle. Au Brésil, le gouvernement putschiste n'a pas pu imposer sa contre-réforme des retraites il y a un an du fait de la forte résistance syndicale et populaire, dont le point culminant a été la grève générale du 28 avril 2017, à laquelle 43 millions de travailleurs allaient participer en cessant le travail. Aujourd'hui, c'est le sort de la nation brésilienne qui est en jeu et qui se joue au travers de l'offensive contre Lula et le Parti des travailleurs. Le camarade Sokol, du courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs, va intervenir, et après ces trois interventions, nous donnerons la parole à la salle pour d'éventuelles questions.



01



**Michel Sérac, Clément Poulet, Georges Boutin et Markus Sokol.**

01

## Intervention de Michel Sérac

**J**E vous propose d'abord d'examiner si le programme, la méthode de la IV<sup>e</sup> Internationale permettent de rendre compte de ces gigantesques événements qui, entre autres conséquences, ont brisé la tentative d'instaurer en France un Etat policier, même si ce mouvement n'a pas eu raison du régime lui-même. En second lieu, nous examinerons le rôle des militants révolutionnaires, ce qu'ils ont pu faire à l'époque, ce qu'ils n'ont pas pu faire, et, bien entendu, ce qu'il nous reste à faire !

### Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques

Que dit la IV<sup>e</sup> Internationale sur notre époque ?

Premièrement, des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse dans la lutte contre l'exploitation et l'oppression, dans la lutte pour la révolution. Deuxièmement, ces masses en lutte se heurtent à chaque fois aux appareils bureaucratiques conservateurs qui contrôlent le mouvement ouvrier. Mais pour la IV<sup>e</sup> Internationale, ces deux facteurs ne constituent pas les plateaux égaux d'une balance, le plus décisif est le premier : les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques.

Pour vérifier cette analyse et ce pronostic, je vous propose de convoquer un témoin un peu inattendu, un peu insolite. Le bureau, à Matignon, du Premier ministre Georges Pompidou, en 1968, juxta celui de son conseiller favori, homme de bonne famille, fils de banquier, énarque, extrêmement ambitieux et, par chance, très présomptueux. Par chance, parce que cet homme qui se nomme Edouard Balladur se pique d'avoir un talent littéraire, et il va s'essayer, en cherchant à imiter laborieusement les mémorialistes des siècles classiques, à faire la chronique de 1968 à Matignon, sous le titre *L'Arbre de mai* (1).

S'il est peu probable que l'histoire littéraire retienne son talent, il est loin de se douter du grand service qu'il rend à la IV<sup>e</sup> Internationale. On constate dans ce livre une alternance d'euphorie et de désespoir. Euphorie à chaque fois qu'on pense, à Matignon et à l'Élysée, que les dirigeants vont reprendre le contrôle de la grève générale ; désespoir lorsque les mêmes, au gouvernement, constatent avec effroi que « les lois de l'histoire — la lutte des classes — sont plus fortes que les appareils bureaucratiques ».

Du 3 au 10 mai, tout va bien pour eux : « *De Gaulle, qui avait tout d'abord considéré la turbulence des étudiants avec dédain, avait donné les directives les plus nettes. On devait assurer avant tout le maintien de l'ordre, et ne pas hésiter à arrêter tous ceux qui le troublaient* » (p. 65). De Gaulle, pour l'instant, affiche une fière assurance, et pour cause.

Le 3 mai au matin, à 7 heures, nous étions disséminés avec nos groupes du Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER) dans les cafés du Quartier latin. Nous nous préparions à occuper la Sorbonne, attaquée la veille par les groupes fascistes, et nous lisions *L'Humanité*, où l'on parlait de nous. Georges Marchais, dans cet article, énumérait soigneusement, en initiales et en toutes lettres, cinq groupes : les maoïstes, la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), le Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER), les anarchistes et le Mouvement du 22 mars, « *dirigé par l'anarchiste allemand Cohn-Bendit* ». Et surtout, il ajoutait ceci : « *Ces faux révolutionnaires doivent être énergiquement démasqués, car objectivement ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste. D'autant qu'il s'agit en général de fils de grands bourgeois, méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière.* »

Marchais adresse ainsi à de Gaulle, ce matin du 3 mai, un message : matraquez, cognez, réprimez les militants étudiants, nous monterons la garde pour empêcher la solidarité ouvrière. De Gaulle reçoit fort bien ce message. Dans l'après-midi même,

(1) Editions Plon, 1979.

violant les franchises universitaires, la police entre dans la Sorbonne et arrête les militants des cinq groupes énumérés par Marchais.

Il se passe alors ce que vous savez. Les lois de l'histoire se manifestent par l'immense vague de colère des étudiants, aux cris de « *Libérez nos camarades !* », qui vient battre la digue que voulait former Marchais. Les témoins ont cette vision inoubliable, dantesque, du Quartier latin où des étudiants qui allaient en cours pacifiquement la veille encore arrachent les grilles des arbres, les pavés, pour les jeter contre les cars de police ; on voit, chose peu commune, des policiers pourchassés par des manifestants.

Puis, il y a le 6, le 7 et le 8 mai : les étudiants, par dizaines de milliers, réalisent ce qui est le mot d'ordre de l'avant-garde depuis plusieurs mois : la manifestation centrale contre le gouvernement. Mais de Gaulle se croit toujours assuré de l'isolement des étudiants, d'où la férocité de la répression jusqu'au 10 mai.

## Un gouvernement aux abois

Le 11 mai, alors que les organisations ouvrières doivent répondre à l'indignation qui secoue le pays, le climat change soudainement à Matignon. Voici ce qui se passe dans l'Etat bourgeois, lorsqu'on annonce qu'une manifestation de front unique va déferler dans les rues de Paris. Alors que Pompidou est encore en déplacement à l'étranger, les membres du cabinet discutent : « *Cette nuit, nous avons perdu tous nos appuis. On le sait déjà, tous les syndicats, même Force ouvrière, même les syndicats chrétiens se préparent à organiser une manifestation lundi. Il y aura une foule énorme. Interdire la manifestation ? Cela serait la révolution !* » (p. 69).

Pompidou rentre, il partage leur analyse : « *Nous sommes seuls ! Notre seule chance, c'est de gagner du temps et d'éviter que la manifestation, où tout le monde sera uni contre nous, ne soit cette fois le début d'une véritable révolution. Pour qu'elle reste calme, un seul moyen : rouvrir la Sorbonne, libérer les étudiants arrêtés* » (p. 75).

Arrive le 13 mai : « *Une atmosphère d'attente et d'angoisse envahit les palais du gouvernement. Les coups de téléphone de la préfecture de police augmentaient la tension minute après minute : étaient-ils 100 000 ou 500 000, ces étudiants, ces ouvriers qui marchaient dans Paris ? En tout cas, ils étaient assez nombreux pour abattre le gouvernement s'ils le voulaient. Qui serait disposé à obéir au gouvernement s'il fallait leur résister ? Et quand leur résister ? Au moment où ils franchiraient la Seine ou lorsqu'ils donneraient l'assaut ? (...) Jamais le gouvernement ne fut si fragile, si abandonné de tout le pays* » (p. 117).

Toutefois, Pompidou pense qu'il a bien joué, qu'après le défilé, contrôlé par des dirigeants qui ne veulent pas sortir de la légalité, tout va rentrer dans l'ordre. Mais le 14 mai, il lit les dépêches, et il voit l'irruption des lois de l'histoire, plus fortes que les savants calculs des sommets : « *Grève surprise à Sud-Aviation, à Nantes* », « *Grève à l'usine Renault de Cléon, près de Rouen* », « *La CGT semble être prise de court par les grèves surprises. Elle ne les désavoue pas* ».

Balladur commente : « *Dans ces entreprises, les personnels réunis en assemblées générales décidaient à l'improviste de cesser le travail, ni la CGT, ni Force ouvrière, ni la CFDT n'étaient responsables. La direction des syndicats à Paris l'apprenait en même temps que le gouvernement. Pompidou le savait bien (...). Tout allait dépendre de ce que la CGT déciderait* » (p. 123).

Les grèves s'étendent dans tout le pays. Partout dans les bureaux, les chantiers, dans l'enseignement, dans les hôpitaux... partout, partout ! Balladur voit l'Etat se disloquer : « *Le gouvernement, l'administration cherchant appui l'un sur l'autre vacillent. Les hiérarchies s'effondraient.* » Il rend compte de son dialogue avec un préfet, à qui il demande d'occuper une gare, de chasser les grévistes. Le préfet hésite : « *Le nombre de cheminots qui occupent le dépôt ne cesse d'augmenter, ils s'organisent, mettent sur pied des tours de garde. Ils sont déterminés à résister. Si on ne peut évacuer le dépôt, dois-je prendre le risque de déclencher un véritable combat contre eux ?* » Balladur, de l'Elysée, fait acte d'autorité : « *Je vous demande à nouveau de faire évacuer ce*



dépôt. » Le préfet, prudent, n'en fera rien. « *Ce soir-là, je commençais à craindre que rien ne puisse plus arrêter la débâcle. Les appuis du gouvernement cédaient les uns après les autres. Je ne voyais pas ce que le Premier ministre eût pu faire pour l'éviter. Il n'était au pouvoir de personne de contenir le torrent* » (p. 157).

Pompidou, dès lors, n'a qu'une seule stratégie possible, qu'il expose aux ministres : « *Les syndicats étaient dépassés par les mouvements de grève partis de la base. Ils ne retrouveraient leur autorité que si des concessions leur étaient faites, avec un cérémonial leur permettant d'en tirer profit (...). Toutes les organisations — Etat, police, administrations, entreprises, syndicats, universités —, toutes les autorités avaient partie liée, elles se sauveraient ensemble ou succomberaient ensemble* » (p. 235).

A propos des rapports avec le Parti communiste français : « *Le Parti communiste et le gouvernement voulaient tous deux réduire les gauchistes. Ils avaient pour l'instant les mêmes intérêts. Ils s'appliquaient à ne pas commettre de maladresse qui eût compromis cette muette complicité* » (p. 153).

### **“La révolution ne pouvait être évitée qu'avec l'accord des communistes et de la CGT”**

Ce « cérémonial », qui doit permettre aux dirigeants d'inciter à la reprise, c'est la rencontre de Grenelle entre le gouvernement et les syndicats. Le cérémonial a lieu. Mais préalablement à la réunion générale, Pompidou tient une réunion séparée avec les membres du comité central du PCF qui dirigent la CGT, Frachon et Séguy. Balladur dit : « *Il fallait bien qu'en ces jours agités (le gouvernement) marque quelques égards à ceux qui comptaient le plus. La révolution ne pouvait être évitée qu'avec l'accord des communistes et de la CGT (...).* » Pompidou conclut : « *Vous êtes menacés autant que le gouvernement, et peut-être davantage. Si les étudiants, les gauchistes de toute espèce et les partis politiques qui courent après eux, sans parler des syndicats que vous concurrencez, entraînent les ouvriers, vous serez emportés, quoi que vous fassiez. Votre encadrement n'y résistera pas. Votre intérêt, vous le savez comme moi, c'est le retour au calme.* » Balladur commente : « *Le Premier ministre et la CGT s'étaient compris avant de s'être rencontrés. En fait, ils avaient pour un temps les mêmes intérêts. Il était indispensable que la CGT arrache les grévistes au vertige anarchiste* » (pp. 247-248).

Dès lors, une nouvelle fois, en ce dimanche 26 mai, tout le monde pense que le torrent gréviste va rentrer dans le lit de l'exploitation capitaliste, qui est la base du « cérémonial » : on a donné aux dirigeants ce qu'il fallait pour appeler à reprendre le travail, le chef du patronat a accepté immédiatement l'augmentation demandée par la CGT. Balladur constate un climat d'euphorie : « *Une exaltation heureuse s'empara des syndicalistes qui avaient passé ensemble ces deux jours. “Je crois que nous avons fait du bon travail”, dit Bergeron en s'approchant de moi. Il savait lui aussi que maintenant, la décision était dans entre les mains des communistes.* »

Pour le gouvernement, il s'estime sauvé : « *C'était la preuve que le gouvernement était encore en vie, que les syndicats reconnaissent son existence et acceptaient son autorité. Mais les syndicats étaient-ils vraiment les représentants des grévistes ? On le saurait très vite* » (pp. 262-263). Pompidou, rassuré après ces nuits blanches, va se coucher...

« *Le chef de cabinet militaire du Premier ministre m'apprit ce qui était arrivé à Billancourt. Les chefs de la CGT avaient trouvé devant eux un auditoire hostile, et lorsque Séguy avait exposé les résultats de la négociation, il avait été hué. Aussitôt, il s'était repris : “Mais rien n'est signé, camarades !”.* » Colère de Balladur pestant contre l'imprévoyance du partenaire : « *Comment la CGT avait-elle pu courir un tel risque sans préparer son auditoire, et cela à Billancourt où elle était toute-puissante, et les autres syndicats nettement plus faibles ?* » (p. 265). Alors, Balladur prend son courage à deux mains, réveille Pompidou, lui apporte la nouvelle : à nouveau la lutte des classes, les lois de l'histoire frappent à la porte. Un silence. Et Pompidou dit : « *C'est cuit. N'en doutez pas, la CGT s'est faite avoir, car je suis certain qu'elle voulait s'en sortir.* »

## Tout le pays est paralysé

Mais le Premier ministre maintient son orientation, parce qu'il n'y en a pas d'autres possibles, parce que tout le pays est paralysé, parce qu'il n'y a plus aucune autorité d'Etat qui réponde aux directives centrales... Parce que, comme le devine Balladur, les préfets sont tellement convaincus que leur carrière va dépendre bientôt d'un autre gouvernement qu'ils hésitent à se compromettre, pour ne pas être dans la mauvaise liste.

Pompidou est catégorique : « *Ce n'est pas notre échec. J'ai parié que la CGT voulait reprendre en main la situation, je ne me suis pas trompé. Les communistes désirent la reprise du travail, et plus que tout la défaite des gauchistes. Pour y parvenir, ils sont obligés de nous aider. Mais ils sont dépassés eux aussi, davantage qu'on n'aurait pu le croire. Ils ont surestimé leur autorité sur les ouvriers, du moins aujourd'hui (...). Il ne faut pas nous décourager* » (p. 290).

Remarquable aveu du chef d'un gouvernement fondé sur l'autorité sans phrase du bonapartisme : il engage ses ministres à garder foi en... la reprise de contrôle des masses par le parti stalinien.

Balladur interrompt curieusement sa chronique au 30 mai. Or à cette date, la grève se poursuit dans l'ensemble du pays. Pourquoi ? Parce que de Gaulle parle le 30 mai, et il faut donner l'illusion que de Gaulle, que le chef du régime autoritaire ayant parlé avec autorité, les moutons rentrent dans la bergerie, toute la France se remet au travail, etc.

Or de Gaulle est évidemment totalement incapable de maîtriser le « torrent ». Il avait même fait sa « fuite à Varennes » la veille, où personne ne savait où il était. De Gaulle est incapable de faire rentrer les ouvriers. De Gaulle a dit deux choses : premièrement, il faut arrêter la grève, et, deuxièmement, je convoque des élections pour remettre le pays dans le cadre et la légalité de la Constitution de 1958.

## L'appareil stalinien appelle à la reprise

A ce moment, ni de Gaulle ni Pompidou, nous venons de le voir, ne peuvent faire rentrer les ouvriers. Au lendemain du discours de De Gaulle, c'est *L'Humanité* qui appelle à la reprise, avec en gros titre ce mot d'ordre frauduleux : « *Gouvernement et patronat prolongent la grève.* » Il ne resterait plus en grève que « *des secteurs importants* » (en petits caractères) (4 juin).

Ainsi, après le stalinien Thorez de 1936, soumis à l'alliance avec les radicaux bourgeois du Front populaire, sur ordre du Kremlin, clamant « *Il faut savoir terminer une grève* », après le ministre d'Etat stalinien Thorez (déjà avec de Gaulle) de 1945, qui proclame « *La grève est l'arme des trusts. Produire d'abord, revendiquer ensuite* », c'est le stalinien Marchais de 1968 qui organise la trahison des grévistes : « *gouvernement et patronat prolongent la grève dans des secteurs importants* ».

La méthode est simple : les premières reprises du travail obtenues sont utilisées contre ceux qui veulent continuer la grève, leur grève, décidée par eux-mêmes, malgré l'appareil. Dès le lendemain du discours de De Gaulle, Jacques Duclos s'aligne sur la campagne électorale opposée à la grève : « *Nous voulons aller à la lutte dans un climat d'ordre et de tranquillité.* »

Mais les ouvriers de la métallurgie refusent, les ouvriers de l'automobile refusent. Alors que, dès le 4 juin, on l'a vu, *L'Humanité* appelle à la reprise, le 11 juin, les ouvriers des piquets de grève de Peugeot Sochaux se battent, affrontent les CRS, deux ouvriers sont tués, l'un par trois balles de revolver. Partout, partout, pour briser la résistance ouvrière, l'appareil stalinien fractionne la grève, la divise. Les communiqués d'appel à la reprise du bureau confédéral CGT se multiplient, et pour faire la transition avec la suite, je vous lis seulement celui-ci du 9 juin : « *La radio a fait état d'un prétendu comité national provisoire de grève, composé d'éléments irresponsables, issus de milieux de l'enseignement, n'engageant en rien le mouvement syndical et se fixant pour but de relancer la grève générale illimitée. Le bureau confédéral rappelle que la CGT a appelé tous les travailleurs qui ont obtenu satisfaction pour l'essentiel de leurs revendications à décider la reprise du travail et que cet appel, qu'il maintient, a été largement entendu.* »

Mais cela n'est pas encore suffisant. La coopération entre de Gaulle et ces dirigeants doit aller plus loin, la répression d'Etat doit accompagner l'offensive de division. Aussi les articles se multiplient dans *L'Humanité*, de la même veine que celui de Marchais le 3 mai : « *Vigilance contre les aventuriers gauchistes qui veulent continuer la grève.* » C'est un article du 6 juin. A nouveau, de Gaulle reçoit le message. Cinq jours après, onze organisations politiques sont dissoutes, dont quatre animées par la IV<sup>e</sup> Internationale : l'Organisation communiste internationaliste (OCI), les groupes Révoltes, la Fédération des étudiants révolutionnaires. Le décret y ajoute le CLER, que nous avons déjà dissous pour constituer la Fédération des étudiants révolutionnaires. Le CLER, apparemment, faisait tellement peur qu'il fallait le tuer deux fois !

## Le rôle des militants révolutionnaires

Ce qui nous amène au combat des révolutionnaires dans la préparation et dans le cours de la grève. Même si vous êtes nés après 1968, grand bien vous fasse, ce combat vous sera familier. Si vous lisez *Informations ouvrières* et suivez la méthode de regroupement pour l'indépendance de classe qui est celle du Comité national de résistance et de reconquête, vous connaissez déjà celle de l'avant-garde dans les années 1960. Bien sûr, les forces sont plus faibles, les points d'appui sont beaucoup moins nombreux, mais nous les utilisons pour regrouper les militants « lutte de classe » dans un « Comité de liaison étudiants-travailleurs de la RATP et de la Sécurité sociale » à partir de ces points d'appui.

Et puisqu'il faut bien résumer, on peut résumer ces années préparatoires en allant de Nantes à Nantes. Nantes 1964, c'est l'appel de 132 travailleurs et militants de Nantes, l'*Appel des travailleurs de Nantes aux travailleurs de France* — le premier tract que j'aie distribué à 17 ans.

Et dans cet appel, que disent les travailleurs de Nantes qui viennent de manifester à 70 000 en 1964 ? Ils disent trois choses :

- premièrement, refus de s'intégrer dans les organismes du régime destinés à ligo-ter les syndicats, organismes d'intégration où siègent tous les dirigeants des organisations : « *On ne marie pas l'eau et le feu* », indépendance de classe ;
- deuxièmement, « *il faut cesser de désorganiser le front de lutte des travailleurs par des grèves tournantes, qui fractionnent et émiettent la force des exploités* » ;
- et enfin, troisièmement, « *les dirigeants devraient diriger la lutte d'ensemble, mais ils refusent. Ils devraient refuser de participer aux plans capitalistes, mais ils acceptent de participer. Conclusion : travailleurs, syndiqués de toutes tendances, c'est à nous d'imposer, de contrôler, de surveiller le comportement de nos dirigeants.* »

Ce qui est écrit ici noir sur blanc, c'est la politique, l'orientation de démocratie ouvrière que, quatre ans plus tard, les militants de l'avant-garde appliqueront à Sud-Aviation en occupant la première usine, Sud-Aviation Nantes.

Remarquons par parenthèse que le combat pour le refus de l'intégration a été conduit à son terme dans cette réplique sismique de la grève générale de 1968 qu'a été le non au référendum de 1969, qui a chassé de Gaulle. Et cette lutte fut celle des camarades Hébert et Lambert dans le congrès confédéral Force ouvrière, congrès prenant la décision historique du double non au référendum (vote contre et refus de siéger en toute hypothèse). Le départ de De Gaulle est alors le résultat différé de la grève générale.

Cette lutte des militants révolutionnaires pour le « tous ensemble », pour que les travailleurs décident eux-mêmes, a redoublé d'énergie lorsque de Gaulle, en 1967, par les ordonnances contre la Sécurité sociale, prend le tournant vers l'autorité, la force, met en place les éléments de l'Etat policier. Dans plusieurs villes, des ouvriers résistent par des combats de rue contre les CRS, pour arracher le droit de manifester, au Mans, à Mulhouse... Toute une nuit, à Caen, en janvier 1968, les jeunes ouvriers affrontent les CRS. Et bien sûr, il y a la résistance des étudiants, aidée par les militants du CLER.

C'est alors que l'OCI lance le mot d'ordre, pour barrer la route à l'Etat policier qui déjà s'installe en Grèce : « *500 000 travailleurs au siège du gouvernement, manifes-*

*tation centrale devant les ministères et les préfectures.* » Ce mot d'ordre de sauvegarde de la démocratie, sans laquelle les droits ouvriers ne sont rien, nous allons pendant des mois et des mois le décliner, le répéter, le marteler. On se moquait de nous, on disait que c'était notre hochet. Mais vous avez entendu tout à l'heure ce qu'il se passe dans les palais du gouvernement quand arrive la manifestation centrale, le front unique de toutes les organisations : l'effroi, la panique, la peur change de camp.

Ce qui signifie que nous avons combattu pour ouvrir la voie qui a conduit aux 6, 7 mai, 13 mai, à la manifestation centrale des étudiants, à la manifestation ouvrière de front unique qui a déferlé dans Paris, malgré les barrages de Marchais.

### **Le respect du mandat : pour une manifestation centrale**

Si l'on veut résumer l'action politique des révolutionnaires chez les étudiants, il faut partir du congrès de l'UNEF de juillet 1967, où une petite minorité, le CLER, dirigé par Claude Chisserey, n'a presque pas de mandats dans ce congrès, mais parvient à faire adopter par le congrès unanime de l'UNEF la décision de « *manifestation centrale des étudiants contre le gouvernement* ».

Et à partir de là, durant tous ces mois entre juillet 1967 et mai 1968, on peut résumer les choses de la façon suivante : les militants du CLER, puis de la FER, vont combattre inlassablement pour que le mandat soit respecté et pour que la manifestation centrale soit convoquée par l'UNEF.

Ligués contre eux, les dirigeants PSU de l'UNEF, les dirigeants du PCF, les gauchistes, la JCR, etc.

Récemment, dans une mise au point rédigée avec le camarade Shapira dans *Informations ouvrières* contre des calomnies sur cette époque, nous avons rappelé ce qui se passait à ce moment-là entre le PSU et le PCF. Il s'avère, par les souvenirs publics d'un dirigeant du PSU de l'époque, que c'est sur les bords de la mer Noire qu'un dirigeant étudiant du PSU invité à un séjour très agréable par le Kremlin avait passé un accord avec le PCF pour essayer de prendre ensemble, PSU et PCF, le contrôle de l'UNEF. Et si l'on veut symboliser ce qui se passe dans ces mois-là, le symbole, c'est Colombes, l'assemblée générale statutaire de l'UNEF, le 17 mars 1968.

Colombes, vous le savez, n'est pas une ville universitaire. Que vient faire là, contre tous les usages syndicaux, l'instance nationale de l'UNEF ? Par accord entre la direction PSU de l'UNEF et le PCF, la municipalité PCF de Colombes a fait aménager la salle et l'a protégée par un service d'ordre PCF. Nous étions séparés de notre réunion syndicale par un large cordon, non pas de militants de l'Union des étudiants communistes, mais du service d'ordre central du Parti communiste français. Cette journée, qui entraîna des démissions de protestation au bureau national de l'UNEF, se termine, après des heures d'attente, par l'appel à un escadron de gardes mobiles, diligenté par le maire PCF. Ce jour-là, se trouvent symboliquement réunies toutes les forces décidées à empêcher l'application du mandat de l'UNEF, la manifestation centrale des étudiants, défendue par le CLER, manifestation... que les étudiants imposeront deux mois plus tard !

Prenons un deuxième et dernier exemple pour expliquer la différence entre la politique des gauchistes et la politique révolutionnaire. Tout ce qui brille n'est pas de l'or. Et tout ce qui est rouge n'est pas révolutionnaire. Nous l'avons vu en 1968 et nous le reverrons : au cours de tels événements, bien des gens s'habillent pour un temps de rouge, se déguisent à la mode du jour.

Comparons deux politiques, en date du 9 mai. A ce moment, la Fédération des étudiants révolutionnaires a fait le siège du bureau national de l'UNEF et, après bien des difficultés, nous avons obtenu un appel à la population qui contient beaucoup de bêtises, mais qui dit l'essentiel, l'appel à l'unité : « *L'UNEF propose aux syndicats ouvriers et étudiants de reprendre le processus unitaire.* » Nous nous battons pour que le front unique brise l'isolement des étudiants.

Au même moment, se tient un meeting de la JCR (les ancêtres politiques du NPA de Poutou et de Besancenot), en présence de Cohn-Bendit, lequel se déclare d'accord avec

la position suivante : « 1. Il n'est pas question de se mettre à la remorque des directions syndicales. 2. En l'absence d'un parti révolutionnaire, les vrais révolutionnaires sont ceux qui se battent avec la police » (2).

Fort heureusement, la manifestation de front unique du 13 mai a brisé l'isolement des étudiants. Fort heureusement, la répression a été stoppée par le mouvement ouvrier et ses organisations, dont les dirigeants ont appelé à manifester. Mais que se passe-t-il lorsqu'une politique aventuriste, une politique de division isole les étudiants, les sépare du mouvement ouvrier ? Ce qu'il se passe, on le voit deux mois plus tard, à Mexico. Les étudiants sont isolés, l'armée les encercle et les massacre : 200 morts.

## Pour le comité central national de grève

Pendant la grève générale, le mot d'ordre de l'avant-garde, c'est « *Comité central et national de la grève générale* », seule possibilité de poser la question du pouvoir. Les dirigeants n'ont pas pu empêcher le déferlement du torrent gréviste, mais ils maintiennent les grévistes dans la dispersion, chacun dans son usine, son entreprise. Pendant qu'ils traitent avec le gouvernement pour brader la grève, les travailleurs sont dépossédés de leur grève. La seule solution, pour hier et pour demain, est que la classe s'approprie la décision, dirige sa grève par les comités de grève, par le comité interprofessionnel de grève, par la centralisation des décisions dans le comité central national de grève. Et c'est cela que les appareils ont interdit.

La minorité que nous étions, qui constituait l'avant-garde, a pu aider la classe à s'ouvrir les voies de la résistance. Elle a pu permettre d'ouvrir les brèches dans la division, elle a pu dans certains endroits constituer les comités interprofessionnels, mais elle n'avait pas la force suffisante pour aider les travailleurs à imposer le comité central national de la grève face au pouvoir.

Nous avons vu comment, à la moindre tentative d'indépendance comme celle des milliers d'enseignants qui refusaient la reprise imposée par la direction de la FEN, les appareils font bloc pour interdire la démocratie ouvrière.

La question sur laquelle nous devons réfléchir en conclusion, cinquante après, est celle-ci : si quelques centaines de militants de l'avant-garde organisés ont pu accomplir ces tâches, alors que pourront faire demain quelques milliers de militants du Parti ouvrier indépendant occupant des positions solides dans le mouvement ouvrier ?

Ce qui a pu être réalisé il y a cinquante ans en France, avec un mensuel imprimé d'*Informations ouvrières*, petit format, nous pouvons le faire sur une tout autre échelle avec l'hebdomadaire *Informations ouvrières*, aujourd'hui, alors que nous sommes au 2 895<sup>e</sup> numéro de cet hebdomadaire. Ce journal, diffusé à des milliers d'exemplaires supplémentaires, est à même de nourrir la réflexion, la conscience des travailleurs.

On nous reproche d'être obsédés par les questions d'organisation. Nous le revendiquons hautement, car l'histoire a montré que l'organisation par la classe exploitée de sa force indépendante est la seule voie pour son émancipation et sa victoire.

## “Souviens-toi...”

Terminons par un souvenir personnel, montrant à quel point l'appareil d'Etat fut surpris, ébranlé, disloqué, voire démoralisé par ces coups de boutoir de la grève générale de 10 millions de travailleurs.

Trois ans après 1968, nous nous sommes installés, sur mandat du Congrès de Dijon, dans les bureaux historiques de l'UNEF, rue Soufflot, et assurément personne autant que notre courant ne le méritait, car si l'UNEF existait encore (et existe encore), c'est que nous l'avons sauvée à cette époque où tout le monde voulait sa mort et la tenait pour morte.

(2) La plupart des documents cités ici ont été publiés dans les *Cahiers du CERMTRI* en mai 2008 : « *Mai-juin 1968, la grève générale* », disponible au CERMTRI.

De ces bureaux de la rue Soufflot, des camarades ici ont gardé le souvenir, parce que nous devons garder ces locaux jour et nuit, et ils n'étaient pas chauffés sous le prétexte mesquin que depuis dix ans les loyers n'étaient pas payés. Je dépouille le courrier, il y avait, au milieu des commandements d'huissiers, des factures impayées... une convocation à la police, au commissariat du Panthéon. Je me rends donc au commissariat, en cherchant quelle infraction nous serait reprochée. En fait, le commissaire était bon enfant, on avait dû lui dire d'entretenir des relations conviviales avec ses sulfureux voisins révolutionnaires. Il était plus gêné que moi.

Mais quand je suis entré dans le bureau du commissaire, je suis resté médusé par l'unique décoration de la pièce. Il y avait, dans une de ces larges encoignures où l'on met d'ordinaire des bacs de plantes vertes, construite sur un mètre cinquante, une immense pyramide de pavés ! Lorsqu'à la hâte, le gouvernement avait recouvert préventivement de macadam les rues du Quartier latin, le commissaire avait fait réserver ces pavés historiques. Sidéré, je n'ai pas osé lui demander le sens, pour lui, de ce symbole...

Sur le char de triomphe des empereurs romains, on plaçait un esclave qui leur répétait à l'oreille : « *Souviens-toi que tu es mortel !* » Peut-être ce commissaire, désabusé ou dépressif, avait-il besoin, en entrant chaque matin dans son bureau, qu'une voix lui dise : « *Souviens-toi que la révolution est toujours vivante !* ».

## Intervention de Georges Boutin

Bonjour à tous.

J'avais déjà entendu Michel Sérac, une fois, parler des 100 jours du gouvernement Giscard d'Estaing. J'avais été convaincu par son discours, et je m'aperçois, et j'en suis très fier, qu'il n'a pas perdu de sa verve.

Je ne suis pas un orateur, c'est certainement une des premières fois de ma vie où je prends la parole devant une assistance aussi grande. Vous êtes nombreux. Je vous remercie d'être venus.

### **Et j'apprends, au café précisément, que l'usine Sud-Aviation était occupée...**

On m'a invité pour parler de 1968, surtout de comment cela s'est passé à Sud-Aviation. Après la grande manifestation de Nantes, après avoir pris la préfecture, nous sommes rentrés à l'usine. Pas moi.

Moi, j'avais fait les 8 heures du matin, j'avais embauché à 4 h 30 et j'étais sorti à 13 heures, et j'étais donc allé à la manifestation l'après-midi, puis je suis rentré chez moi à quelques kilomètres de Nantes, à 6 kilomètres de l'usine Sud-Aviation. Et j'apprends en arrivant, à la descente du car, au café précisément, que l'usine de Sud-Aviation était occupée. Mon sang ne fait qu'un tour, car c'est ce que l'on voulait faire depuis des mois.

Je retourne à l'usine avec un copain qui m'amène en camion, et il me dépose là-bas. Très difficile de rentrer dans l'usine, le portail était fermé, il avait été soudé par les militants à l'intérieur. La soudure était solide. Mais il y avait quand même une porte cochère : je frappe, je veux rentrer, je tape à la porte. Il y avait du monde partout, sur les murs. Je les connaissais très bien, je travaillais avec eux depuis des années et des années. Et je tombe sur un stalinien, le plus stalinien de l'usine, le délégué CGT de mon coin, j'étais à la fraiseuse et lui était outilleur. Il s'appelait Jacques H. Il me dit : « *Non, toi tu fais les 8, on verra cela demain.* » Je lui dis : « *Non, tu rêves, les copains sont là, ils occupent l'usine. Rocton est là, c'est mon délégué, je suis là, j'y vais.* » Je

force le passage. Les gens étaient autour, ils ont bien vu que j'avais raison, ils m'ont laissé entrer, et je suis allé avec Rocton. Voilà comment cela s'est passé.

Par contre, si moi je suis rentré comme je viens de vous le raconter, les autres copains avaient été faire le 13 mai à Nantes. C'était une manifestation formidable de soutien aux étudiants, et on a pris la préfecture. J'ai une photo, c'est mon frère — qui était à la CFDT — qui m'a photographié dans la préfecture. Et quand les CRS sont arrivés, on s'est barrés comme des lapins. Il valait mieux.

### **Alors, ce soir-là, on dit "Grève totale !"**

Mais l'occupation de l'usine s'est passée — on me l'a raconté — dans la soirée, car après cette manifestation, tout le monde est revenu à l'usine. « *Est-ce qu'on reprend le boulot ou pas ?* » Cela discutait dans la cour. Et on a réussi ! Les copains de Force ouvrière, je tiens à le dire, avaient monté une section FO après notre exclusion de la CGT (on a été 7 militants foutus à la porte de la CGT). Il faut le faire !

Yvon Rocton a pris la parole et les autres copains l'ont aidé, mais moi je n'y étais pas : grève totale, occupation de l'usine ! Et cela faisait longtemps que l'on faisait des grèves tournantes, tous les jours, jusqu'à six fois par jour, on débrayait une demi-heure. Il fallait taper, faire du bruit dans l'usine, sur des caisses, sur de la ferraille... Il fallait faire du bruit ! Il y avait une autre méthode : moi j'étais sur les machines, il fallait les faire tourner à vide pour bouffer de l'électricité et non pas travailler, et donc cela faisait perdre de l'argent aux patrons. Alors, des conneries comme celle-là, il y en a eu.

Alors, ce soir-là, on dit « *Grève totale !* ». Les gars sont d'accord, et aussitôt après « *On occupe l'usine* ». Il était cinq heures du soir, et les gars occupaient l'usine. Je les ai retrouvés aussitôt après. Et puis, on s'est niché dans des cartons qui servaient à l'emballage. On n'a pas bien dormi. On avait une sacrée trouille, on avait en plus gardé le patron dans son bureau, on s'est mis avec lui, il avait une chambre à coucher, un bureau, des douches, des toilettes, il n'a pas été malheureux. On l'a gardé du 13 mai au soir au 29 mai ! L'histoire, c'est que son bureau est au fond d'un couloir, il y avait des escaliers, un grand bureau, c'était des mensuels qui travaillaient là.

Il faut savoir qu'en 1968, il y en avait qui étaient à Force ouvrière et il y en avait trois fois plus qui étaient à la CGT. On était 30 à 40 syndiqués Force ouvrière, dont une dizaine de militants autour de Rocton. On faisait des réunions politiques, vous avez deviné la tendance... Et c'est comme cela que l'on a réussi à remporter le chapeau.

Le patron était au bout de son couloir, il pouvait sortir comme il voulait, il recevait ses repas par sa femme avec une ficelle et un panier... C'était paru dans les journaux avec des photos, mais il n'a pas eu à se plaindre. Personne ne s'est plaint. Il est devenu un peu zinzin. Dans le couloir, il y avait dix chaises de chaque côté, et il y avait 20 militants syndiqués et non syndiqués qui occupaient. Les gars étaient là jour et nuit. Ils chantaient, il ne pouvait pas trop bien dormir, mais nous non plus !

Nous, on avait une sacrée trouille. Papon, c'était le préfet de police, ce n'était pas un tendre. C'était quand même celui qui avait foutu des militants algériens dans la Seine, c'était vraiment un combattif de première classe. Et aussitôt, le soir, on a entouré l'usine — comme il y avait des murs et des grillages, ce n'était pas difficile — d'une vingtaine à une trentaine de postes avec 15 à 20 personnes à chaque poste. Dans l'usine, il y en avait dans les bureaux, il y en avait partout. Surtout à l'extérieur, il y avait devant l'usine la route de l'Aviation, qui va à l'aéroport. On avait peur des parachutistes de Massu, après le voyage de De Gaulle en Allemagne. On n'était pas trop tranquilles.

### **L'occupation de l'usine s'est très bien passée**

L'occupation de l'usine s'est très bien passée. On couchait, on avait un dortoir. Un copain qui était anarcho-syndicaliste et qui était dans les Auberges de jeunesse avait amené son sac de couchage. Il se levait à 5 heures, moi je me couchais dedans... On faisait notre petite lessive, ça séchait sur les arbres. On était dans le jardin du patron, il y avait des rosiers, on était vachement bien.

Cette grève-là, surtout au début, a été bien prise par les agriculteurs. Parce que Sud-Aviation était en pleine cambrousse, alors que maintenant il y a des immeubles partout.

Je reviens à 1968. Cette position, on l'a eue, nous les militants d'avant-garde (c'était comme cela qu'on nous appelait à l'époque, même les communistes disaient les militants du poste 16, ils l'appelaient « le petit soviét »), autour de Rocton, qui était trotskyste. J'ai appris énormément avec lui. C'était comme mon frère, c'était un copain inoubliable. Mais ce soir-là, je vous le dis franchement, si on n'avait pas réussi à le faire monter et prendre la parole, il n'y aurait pas eu d'occupation à l'usine, il n'y aurait pas eu de 13 mai 1968, il n'y aurait pas eu le reste non plus. Puis, le lendemain, on a été aux Batignolles, ils ont occupé l'usine, ils ont fait comme nous, mais la CGT était majoritaire partout. Mais ce que l'on voulait, c'était la grève totale. On avait 15 000 licenciements qui pesaient sur la tête. Les 40 heures, ils les descendaient à 46 heures avec la baisse de salaire mirobolante de 1968.

Alors, quoi vous dire. Cette position, elle est venue des militants que je fréquentais. Ce n'est pas Bergeron qui me l'a soufflée. J'ai connu Hébert, j'ai connu bien sûr Pierrot Lambert, un type formidable qui en une heure pouvait vous convaincre de toute sorte de choses. Et parce qu'il avait raison.

En 1963, quand les mineurs se sont mis en grève, et les mineurs, il faut le savoir, étaient syndiqués à 80 % à la CGT, on n'a jamais pu, nous, dans l'aéronautique. On faisait des motions, des assemblées générales pour faire la grève, ils n'ont jamais voulu, l'appareil de la CGT. A la boîte, à Sud-Aviation, on était 2 500. Il y avait de nombreuses cellules du Parti communiste. Tous les délégués CGT, titulaires et suppléants, avaient leur carte au Parti communiste. Nous, on était 20 pauvres mecs. Il y avait un trotskyste ou deux qui se baladaient. Alors, cela n'était pas facile. On a réussi, et j'en suis très content. Cela vient de ce que, depuis la grève des mineurs, on avait cette position au parti. Moi, je n'en faisais pas partie à ce moment-là, mais c'est pour dire qu'il fallait qu'il y ait l'unité d'action des syndicats, et ainsi de suite...

### **Parce que, en 1968, l'unité d'action, c'était central**

Parce que, en 1968, l'unité d'action, c'était central. Nous, nous avons été exclus en 1964. En 1964, la CFTC est devenue « démocratique », cela s'est appelé la CFDT. C'est la position de Berger aujourd'hui, que j'ai entendu dire qu'il n'était pas pour la convergence des luttes, ceci, cela. Je dis qu'il y a anguille sous roche à la SNCF. Il va falloir faire gaffe. Mettre sa main par derrière... C'est de drôle de mecs. Il y en a eu d'autres. On en a connus. Il y avait un dénommé Palvadeau, qui travaillait avec moi, et qui après est devenu secrétaire de l'union départementale CFDT. C'était tout simple, il voulait même que l'archevêque de Nantes vienne à l'intérieur de l'usine Sud-Aviation, vers le 25-30 mai, quand il y avait 10 millions de grévistes, apporter le soutien œcuménique aux travailleurs par l'intersyndicale CGT-CFDT-FO.

J'assistais à cette intersyndicale comme auditeur libre. Le représentant de la CGT dit : « *La messe, j'ai rien contre. Et toi, Rocton ?* » « *Moi, je m'en fous, mais je ne veux pas qu'elle ait lieu dans l'usine. Moi, je ne marche pas.* » Et il l'interroge : « *Qu'est-ce qui te gênes là-dedans ?* » Rocton reprend la parole : « *Si je comprends bien, une messe, c'est un meeting. Moi, à ce moment-là, je prendrai la parole à votre meeting.* »

Résultat : pas de messe à Sud-Av', ni à l'intérieur ni à l'extérieur. Et c'est retranscrit dans un bouquin qui s'appelle *Les Aubépines de mai*, écrit par un délégué CFDT de l'usine. C'était un bon copain. Il y a eu des militants CFDT en 1968 qui étaient de gauche, c'était une CFDT de gauche. On a eu du pot, car il marchait mieux avec nous qu'avec la CGT stalinisée à bloc. Car quand on dit que Renault Billancourt s'est mise en grève, mais combien de jours après Sud-Aviation ? Aux chantiers Dubigeon, il y avait une majorité pourtant CGT : mais ce sont les travailleurs qui ont demandé à faire la grève en même temps que Sud-Aviation, afin d'obtenir quelque chose tous ensemble. Cela, c'était la grande mode du « tous ensemble », qui avait déjà commencé avec les mineurs. Et on a gagné quand même.



C'est avec fierté que je me rappelle de cela, même si cela fait maintenant cinquante ans. Il y avait une bonne mentalité dans l'usine. Je me rappelle qu'on ouvrait des caisses où il y avait le pognon du soutien, et on distribuait... Quand il y avait un mec qui ne nous plaisait pas, on fermait ! Il ne couchait pas à l'usine. On avait permis aux anciens de venir toute la journée, on était 2 000 sur 2 600. Dans la journée, il y avait 2 000 personnes dans l'usine. Dès 8 heures du matin, ils venaient casser la croûte avec nous. Et on les laissait repartir le soir. Et nous, les plus jeunes, on était là, pendant un mois on a couché par terre. Pendant un mois, le feu du poste 16 ne s'est jamais éteint. Et je peux vous dire que l'on a trouvé des combines quand même. Il y en avait un qui avait sa voiture au bord de la mer, et a ramené 40 kilos de crabes. L'usine était défendue. Les flics, ils pouvaient venir. Les lances à incendie étaient bricolées avec des baguettes de soudure dedans. Sur les machines, il y avait des petits sacs de limaille sur le fond de roulement. On les versait dedans et la machine était foutue. Mais par contre, personne n'avait les clés, sauf le comité de grève : tout avait été enfermé.

### **Je suis content de la position que Rocton a prise ce jour-là, car il nous a fait gagner**

J'étais particulièrement fier de tout cela, mais surtout d'avoir connu Rocton. Je suis content de la position qu'il a prise ce jour-là, car il nous a fait gagner. On a gagné quand même. La CFDT a gagné, puisqu'ils voulaient la section syndicale. Ils l'ont eue. Après, on s'est vengé quand même. Alors qu'on était 20 ou 30 à Force ouvrière en 1968, quand je suis parti en 1992 en retraite, cela n'est pas si vieux, c'était il y a 26 ans, on était 1 200 ! J'étais collecteur général, délégué mensuel (1), j'étais passé de fraiseur à contrôleur, car j'avais mal aux reins. Comment vous dire... C'était une vengeance formidable : ces 1 200 syndiqués dans l'usine, c'était les mêmes mecs qui étaient à la CFDT, à la CGT, et ils sont venus chez nous. C'est nous qui avons raison.

Et aujourd'hui, c'est pareil. Ce qui se passe à la SNCF, si personne ne va les aider, je pense que cela sera difficile de terminer la grève. La grève, nous, on l'a terminée avec succès, 35 % d'augmentation du SMIG, j'ai eu 22 cts/horaire de l'heure. J'étais content. Mais l'inflation a continué, en deux ans on était lessivés, il ne restait plus rien.

Quoi vous dire ? Si, la liberté d'esprit : après, nos chefs ne nous parlaient plus pareil. Ceux qui n'avaient pas occupé l'usine, ils ont retrouvé leurs pupitres peints en jaune, bien sûr ! Nous, on avait la barbe, ceux qui étaient en grève ne se rasaient pas. C'était le signe de reconnaissance. Alors, pour le folklore, Yvon Rocton étant né le 19 mai, on fête cela en pleine grève. Il me dit : « *Jojo, voilà 1 000 francs.* » J'avais un petit baricot, je suis de la campagne. Je pars avec un copain, avec ma petite 4CV, j'arrive à Saint-Aignan, à 4 kilomètres de l'usine, chez un producteur de vin blanc que je connaissais. « *Je viens chercher du vin.* » Il me dit : « *Si c'est pour les copains de l'usine, tu ne payes pas !* » Je retourne avec mon petit baricot et je vais voir Rocton. Il me dit : « *J'arrose ma fête, tu te démerdes, tu dépenses les 1 000 francs.* » J'y retourne, il me fait la même offre, je n'ai pas osé y retourner une troisième fois. Puis, on a mis en bouteille, on a eu 72 litres pour 1 000 francs.

Maintenant, ils ont construit beaucoup. Airbus a tout acheté. On ne voit même plus le mur sur la route où il y avait inscrit : « *Plutôt crever que céder.* » J'ai aussi des photos où il y a « *Je suis l'ennemi irréconciliable de tout despotisme* », « *Travailleurs, paysans, étudiants, ensemble* ». C'était la belle vie. Ils nous apportaient avec leurs tracteurs des souches d'arbres. Les postes de garde ont toujours brûlé 24 heures sur 24. C'était le signe de reconnaissance. Et quand il fallait distribuer des tracts, Rocton était l'avant-garde dans l'usine, nous, on l'aidait. Le penseur, c'était vraiment lui. Il était déjà à la IV<sup>e</sup> Internationale. Pour faire le tour, il fallait y aller à trois. Il y en avait un qui buvait un coup au premier poste, et ainsi de suite.

(1) Il y avait trois sections FO : les cadres (32), les « horaires » (environ 500) et les « mensuels » (environ 700).

On n'a ouvert l'usine qu'une seule fois, pour une fête que nous avons organisée pour les familles et les ouvriers d'autres entreprises. Parmi les grévistes, il y avait des artistes (gymnastes, clowns, musiciens, etc). Les étudiants n'avaient pas le droit de rentrer, on passait par-dessus les murs et on discutait, c'était très fraternel, impeccable. Il y avait des postes de garde (bien gardés, manches de pioches, gourdins, lance-pierres, etc). Il fallait montrer patte blanche. Ce jour de fête, j'ai vendu 50 *Informations ouvrières*...

Je vous remercie de votre écoute et de votre présence. Bon courage, camarades (il applaudit les participants).

### Intervention de Markus Sokol

**C**AMARADES, je vous remercie sincèrement du privilège de pouvoir non seulement vous parler, mais surtout écouter ce qui est un peu l'histoire de ma vie militante, à distance comme vous pouvez l'imaginer.

Le camarade qui a ouvert la discussion a bien remarqué que ni mai, ni 1968 ne sont uniquement français, mais surtout français. 1968, cela a eu une signification mondiale, et au Brésil, on était alors sous la dictature.

Je voudrais vous donner des éléments : je suis membre de la commission exécutive nationale du Parti des travailleurs, mais je veux bien faire remarquer que je parle ici au nom de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont je suis membre de la direction du courant *O Trabalho* du PT.

En 1968, j'étais tout jeune, dans l'enseignement secondaire, j'avais participé l'année précédente aux mobilisations étudiantes contre le régime militaire. On était sous une dictature militaire depuis 1964. Et il se trouve que les premières grèves de 1968 étaient des éléments majeurs au Brésil et pour l'histoire du mouvement ouvrier brésilien. Parce que les syndicats brésiliens ont été intégrés à l'Etat depuis la fin des années 1930. Grâce à la collaboration des staliniens, il n'existait pas de parti social-démocrate au Brésil, et donc, grâce à leur collaboration, cette subordination à l'Etat s'est maintenue pendant des années et des années.

Le 1<sup>er</sup> mai 1968, mobilisations contre la dictature militaire. Des ouvriers ont eu le courage d'envahir la manifestation officielle du 1<sup>er</sup> mai, ce qui veut dire qu'ils ont pris d'assaut la tribune où se tenaient les représentants du régime de la dictature, entourés des *pelegos*, c'est-à-dire des dirigeants syndicaux « jaunes », voire pire que cela. Ils ont pris d'assaut la tribune, expulsé les représentants du régime avec les *pelegos*. Quelques dirigeants syndicaux du Parti communiste brésilien qui se trouvaient là étaient alors dans une situation un peu bizarre, ne sachant pas quoi faire : partir avec leurs amis *pelegos* ou rester avec leur classe, car ils étaient des militants ouvriers malgré tout.

J'étais tout jeune, beaucoup impressionné par les colonnes ouvrières qui venaient d'une ville à côté de Sao Paulo qui s'appelle Osasco, où il y avait un syndicat de métallurgistes qui était à ce moment-là hors du contrôle de la dictature au sens strict du terme. Parmi eux, quelques futurs fondateurs du Parti des travailleurs douze ans après.

Cette grande manifestation a eu un écho énorme, même si l'histoire officielle de 1968 n'en parle pas. Mais je peux vous dire que cela s'est passé ainsi : deux mois après, les ouvriers d'Osasco, forts de ce succès, ont occupé l'usine la plus importante de la ville, qui s'appelait Cobrasma – une usine de 5 000 ouvriers métallurgistes, si je ne trompe pas –, mais dans une situation où, d'un côté, l'armée a envahi l'usine après les premiers jours d'occupation, et, de l'autre côté, il y avait une grève avec occupation d'usines pour une augmentation de salaires. Et la bagarre, par manque d'autre issue à ce moment-là, s'est radicalisée. Elle s'est acheminée politiquement vers une politique guérillériste, si vous comprenez ce que je veux dire. Cela a eu lieu au cours d'une radicalisation qui s'est produite au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique latine.

J'ai gardé dans ma mémoire, après la défaite que l'on a tous subie, l'importance de l'expression de l'indépendance de classe. Cela, je ne l'ai pas oublié. Et je crois que c'est cela que d'autres n'ont pas oublié en fusionnant les ouvriers, les étudiants et d'autres couches populaires contre le régime militaire sur une base de revendications de classe.

Quelques mois après la grève, c'était déjà une dictature, mais là, c'était une dictature totale, c'était une défaite profonde du mouvement de masse.

On a passé plus de dix ans pour sortir de cette situation... Et c'est le moment où la Centrale unique des travailleurs, la CUT, a été fondée, deux ans avant que le Parti des travailleurs ne soit formé. Cela veut dire que sur la base de ses expériences – des défaites et des victoires –, la classe ouvrière, qui est une couche opprimée, peut avancer.

Aujourd'hui, nous sommes quelques jours après le 1<sup>er</sup> mai 2018. Au Brésil, ce fut une commémoration centrale dans la ville de Curitiba, ville de taille moyenne, choisie par le fait que c'est là que l'ex-président Lula est détenu dans un bâtiment de la police fédérale.

La ville a été choisie pour organiser une manifestation unitaire des sept centrales syndicales qui existent au Brésil. Et pour la première fois depuis la fin de la dictature, les sept centrales syndicales ont manifesté dans l'unité.

Le 28 avril, il y a eu une grève générale où l'unité des centrales s'est imposée, et la réforme de la sécurité sociale a été battue. Même si le régime putschiste a le contrôle absolu du pouvoir judiciaire et du Congrès corrompu, il n'a pas pu faire adopter la réforme, même s'ils ont essayé plusieurs fois. Ce sont des institutions qu'ils contrôlent pourtant à 100 %. La classe ouvrière unie est plus forte que tous les dispositifs. Cela, c'est l'histoire.

Est-ce que Lula va être président ?

Camarades, la situation est compliquée. Pour la loi brésilienne, quelqu'un qui est en prison peut être candidat. C'est comme cela que, lors des dernières élections municipales, une centaine de maires se sont fait élire. Ce n'est pas la majorité, puisqu'il y a 5 000 villes, mais cela existe. De fait, Lula est favori dans les sondages. Et de fait, dans le dernier discours qu'il a prononcé avant d'être emprisonné, il a rappelé quelques revendications ouvrières et a clairement expliqué pour la première fois dans un meeting public qu'il va adopter l'Assemblée constituante. C'est très important, surtout qu'il aurait pu le faire quatorze ans auparavant ! C'est d'autant plus important. Cela ne vient pas de sa propre réflexion, mais d'une conquête proposée par le congrès du parti. Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, le congrès du parti a repris ce mot d'ordre en juin dernier. On verra, mais le fait est, maintenant, que ces paroles sont dites. Je peux vous dire que cela n'est pas spontané, nous combattons pour notre part, avec d'autres camarades dans le PT, pour que cette perspective soit adoptée.

Evidemment, la classe politique, c'est-à-dire la bourgeoisie, l'impérialisme, est terrorisée par l'idée de Lula candidat. Ce n'est pas n'importe quel Lula. C'est un candidat qui dit qu'il va convoquer une Constituante pour annuler les mesures des putschistes et adopter une série de réformes qui, je le répète, auraient pu être adoptées quatorze ans avant !

Donc, il y a des pressions de tous côtés. De la presse, d'autres forces politiques, même de gauche, stalinien et autres, et même à l'intérieur du parti, qui disent : oui, c'est difficile une campagne avec Lula en prison, et donc il faut un plan B. Qu'est-ce qu'un plan B ? C'est l'idée d'accepter de tourner la page, de présenter autre candidat du parti ou un « ami », mais ce serait sur la base d'une reddition politique du PT.

Si cela va se produire, je ne le sais pas. J'espère, je crois que non.

Nous ne sommes pas en 1968. En 1968, la radicalisation de la classe ouvrière et de la jeunesse a amené à l'impasse. Avec l'idée qu'il n'y a pas d'issue dans les institutions pourries, et qu'on passe donc à la lutte armée.

C'était le temps des massacres, et il faut comprendre qu'il n'y avait pas de parti politique de masse qui se profilait, mais surtout, il n'y avait pas de section de la IV<sup>e</sup> Inter-

nationale qui posait le problème d'un parti ouvrier de masse politiquement indépendant. En 2018, nous ne sommes pas en 1968. Il y a une section de la IV<sup>e</sup> Internationale enracinée dans la CUT, dans le PT. Et il y a la CUT, le PT. Donc, c'est une autre situation.

C'est vrai qu'il y a des idées stupides aussi. Car pour ceux qui ont vécu 1968, ce sont des bêtises, ce que l'on a fait en 1968, et avec le temps, on sait qu'on ne les refera pas. Mais maintenant, cela revient. Les problèmes identitaires et l'idée qu'il faut faire quelque chose « hors des institutions », je ne sais pas comment, ni où... Et d'autres idées de même type qui reviennent.

J'avais, pour les travaux de la IV<sup>e</sup> Internationale, utilisé un texte de Trotsky qui disait en 1937 : « *La dégénérescence de la social-démocratie et de l'Internationale communiste génère à chaque étape des monstrueuses réincarnations idéologiques. La pensée sénile retombe pour ainsi dire en enfance. Au moyen de formules salvatrices, les prophètes de l'époque du déclin redécouvrent les doctrines depuis longtemps déjà enterées par le socialisme scientifique.* »

Il l'a écrit en 1937, on pouvait le répéter en 1968, et aujourd'hui on est obligé de le répéter une nouvelle fois. Même si nous ne sommes pas le même nombre, même si nous avons des journaux avec des tirages beaucoup plus importants que ceux que l'on avait en 1968, même si nous sommes à présent enracinés dans un plus grand nombre de pays qu'on l'était en 1968. Cela veut dire : on est là, pour combattre et défendre l'indépendance de classe sur une ligne de front unique.

Au Brésil, pour terminer, je dirais que lors du meeting du 1<sup>er</sup> mai de Curitiba, nous n'étions pas majoritaires, mais en nombre suffisant pour que le meeting reprenne cette exigence dans sa grande majorité. Cela peut se dire en français, mais en portugais cela se chante : « *Aux élections, pas de plan B ! Lula président candidat du PT !* »

## Intervention de Daniel Shapira

**A** PROPOS de la « commémoration » de 1968, une petite musique se fait entendre, une petite campagne se développe actuellement contre les trotskystes et l'OCI. De qui vient-elle essentiellement ? De ceux qui sont passés de l'autre côté, c'est le moins que l'on puisse dire, puisque par exemple Goupil et son ami Cohn-Bendit sont les visiteurs du soir de Macron, d'après ce que l'on sait. Et il y a quelqu'un qui vient de sortir un livre intitulé *Rien que notre défaite*, un ancien grand révolutionnaire, paraît-il, le dénommé Didier Leschi. Il est aujourd'hui haut fonctionnaire de la V<sup>e</sup> République. Tous ces gens-là s'épanchent au sujet des trotskystes. S'épanchent avec quelques calomnies. Dans ce livre, par exemple, il faut le lire pour le croire, il répète sur plusieurs pages « *Je mourrai avec la fierté de ne pas avoir été des leurs* » et « *Je suis fier d'avoir été leur adversaire* »...

Tous ces gens-là ont un point commun dans leurs attaques : la nuit des barricades, le 10 mai. Alors, cela ne dit plus rien à personne, mais pour essayer de salir le combat du trotskysme, il y a donc cette musique résumable ainsi : « l'OCI était contre 68 ». Cette musique a un intérêt de leur point de vue, essentiellement par rapport à la période qui vient. Pour les camarades qui, dans la salle, ont entendu les camarades Sérac et Boutin, il n'y a pas besoin de répondre. Sur les barricades, je dirai juste un mot. Car effectivement, une erreur a été commise, mais l'erreur ne porte pas sur le sujet de la polémique. Des milliers étaient rassemblés le 10 mai par Cohen-Bendit et d'autres, dans le Quartier latin, du côté du Luxembourg : nous avons commis une erreur de leur dire que c'était une impasse. L'erreur, c'était de leur avoir dit. Pour le reste, c'était bien une impasse totale.

Et là, cela nous ramène à une question de fond que Sérac a exposée tout à l'heure : le combat des trotskystes a été, dès l'irruption spontanée du 3 mai, après avoir mené

en amont tout le combat pour aider à dresser la jeunesse et la classe ouvrière contre le gouvernement de De Gaulle, le combat a été sur ce mot d'ordre : « 500 000 travailleurs au Quartier latin. » Et d'ailleurs, dès les 3 et 4 mai, nous n'avons pas « défendu l'UNEF », pour reprendre la formule imprécise du camarade qui m'a précédé, mais nous avons contribué vivement et fermement à ce que l'UNEF lance un appel à la population, ce qui n'est pas exactement la même chose. Et cet appel a été lancé dès le 6 mai au matin, jour de la première grande manifestation d'étudiants, qui en a rassemblé plusieurs dizaines de milliers. Et pendant une semaine où les étudiants s'affrontaient à la police, il y avait un problème, un danger : celui qu'a évoqué Sérac quand il a parlé de Mexico en 1968, où les étudiants ont été massacrés parce que isolés de la classe ouvrière. Nous avons combattu sous un seul axe : la jonction des étudiants avec la classe ouvrière, qui était la question clé. Et la meilleure preuve, c'est ce qu'a relaté le camarade Boutin sur la force des dix millions de grévistes et la manière dont la grève générale s'est tenue.

Or toute une série de forces, dont les descendants sont toujours en place, ont cherché et cherchent aujourd'hui encore à isoler la jeunesse, les étudiants, de la classe ouvrière. Comme à isoler la grève des cheminots du reste de la classe ouvrière en tentant de la noyer dans une sorte de « convergence des luttes » où personne ne converge avec personne. Ce qu'évoquait le camarade, et cela m'a beaucoup frappé, c'est le combat mené au moment de la grève des mineurs quelques années avant 1968 pour rompre l'isolement voulu par les sommets, où nos camarades, qui étaient une poignée, ont bagarré pour soutenir la grève des mineurs et ne pas la laisser isolée. Sous d'autres formes et dans des conditions tout à fait différentes, c'est la bataille que nous menons aujourd'hui pour le soutien à la grève des cheminots.

Alors, je crois que cette question est essentielle, ce combat que nous avons mené a permis d'aider à cette jonction entre les étudiants et la classe ouvrière, qui s'est exprimée, matérialisée le 13 mai. Et ensuite, après le 13 mai, tout ne s'est pas fait tout à fait spontanément, comme l'a relaté le camarade. Le camarade Rocton, qui dans une certaine mesure personnifiait le rôle de l'avant-garde à Sud-Aviation, a été un facteur décisif pour poser le problème de l'occupation et du démarrage de la grève. Il a pu le faire parce qu'il y avait le million qui avait manifesté à Paris le 13 mai. Et il y a eu élaboration au fur et à mesure des trotskystes : comment, dans un premier temps, permettre la jonction entre étudiants et classe ouvrière, et ensuite s'appuyer sur la force qui avait été rassemblée le 13 mai pour poser le problème de la suite. Dans d'autres conditions, c'est ce qui nous attend.

## Conclusion

**P**OUR conclure cette réunion, je rappellerai l'unité mondiale de la lutte des classes. Il y a 50 ans, en Tchécoslovaquie, la jeunesse, des intellectuels, puis des ouvriers se dressent contre le régime stalinien, la bureaucratie stalinienne. En mars 1968, à Prague, les premières grèves éclatent dans les usines. Les bureaucraties les plus haïs sont poussés dehors. En avril, les premières organisations indépendantes de jeunes et de travailleurs sont créées. A la mi-mai, des comités ouvriers pour la défense de la liberté de l'information, pour la démocratie, se constituent. Fin juin, un groupe d'intellectuels communistes diffuse un document qui va entrer dans l'histoire sous le nom de *Manifeste des 2 000 mots*. Ce manifeste va concentrer immédiatement la colère du Kremlin et de ses agents en Tchécoslovaquie, car il avance un certain nombre de revendications qui peuvent nous paraître modestes aujourd'hui, mais qui sont inacceptables pour la bureaucratie, car elles posent directement la question du pouvoir et de l'organisation indépendante des travailleurs.

Au même moment, le PCF se lie à la bourgeoisie française pour liquider la grève générale, parce qu'il sait qu'une victoire du prolétariat français créerait une situation révolutionnaire en France. L'appareil stalinien sait qu'une victoire du prolétariat fran-

çais serait un extraordinaire facteur de radicalisation des masses en Europe de l'Est et en URSS. « *De Gaulle, dix ans : ça suffit !* » était l'un des mots d'ordre centraux de la grève de mai-juin 68. « *Dix ans, ça suffit !* » signifie que les revendications et les aspirations de mai 68 ne pouvaient pas se réaliser dans le cadre des institutions en place.

Ce qui s'affirmait à travers ce slogan, c'était l'impasse historique du régime capitaliste et des institutions de la V<sup>e</sup> République, et la capacité de la classe ouvrière à les renverser, posant directement la question du pouvoir.

La grève générale n'a certes pas abouti — il y a eu la trahison par les appareils (accords de Grenelle, élections de juin...) —, mais c'est un fait que la grève générale a porté un coup mortel au régime : à peine un an après, la classe ouvrière regroupa ses forces pour contraindre ses confédérations à réaliser le front unique pour le vote non au référendum de 1969, mettre en échec la tentative de mettre en place un ordre corporatiste. De Gaulle sera balayé en avril 1969, comme conséquence différée de la grève générale.

Cinquante ans après, la crise, l'agonie de la V<sup>e</sup> République arrive à échéance. Ce qui s'affirme aujourd'hui, dans les grèves qui se multiplient, c'est que le capitalisme n'est plus en capacité d'assurer le moindre développement progressif à l'humanité. Nous sommes dans cette situation. Le capitalisme en voie de décomposition, pour assurer sa survie, est contraint de tout reprendre.

C'est, au niveau international, la marche à la barbarie, la marche au chaos : c'est toute l'appréciation portée par la conférence mondiale ouverte organisée par l'Entente internationale des travailleurs à Alger : des montagnes de capitaux s'accumulent et ne trouvent pas à s'investir, poussant les monopoles au pillage sans précédent des forces productives de l'humanité, par la guerre — guerre militaire, guerre sociale sur tous les continents, avec de graves conséquences, comme la crise des migrants et des réfugiés qui fuient la guerre, qui déstabilisent les nations en Afrique, en Europe, en Asie, en Amérique.

L'impérialisme en crise se lance dans une course à l'abîme, ouvrant la voie aux aventures les plus dangereuses pour l'humanité. La « guerre commerciale » engagée par Trump bouleverse toutes les relations économiques à l'échelle mondiale, exprimant la décomposition de tout le système de domination impérialiste. Elle pousse l'Union européenne et les nations à la dislocation, exacerbe les tensions entre la France et l'Allemagne.

Malgré les supplices de Macron, Trump a maintenu sa volonté de remettre en cause l'accord sur le nucléaire iranien, menaçant de plonger toute la région du Moyen-Orient dans le chaos. Et l'Union européenne, en décidant d'augmenter son budget de la défense à 20 milliards d'euros, apparaît pour ce qu'elle est : le supplétif de l'impérialisme américain pour contribuer aux tâches de maintien de l'ordre à l'échelle mondiale.

En France comme dans de nombreux pays, ce sont les attaques contre le Code du travail, les garanties et les droits collectifs pour ramener les travailleurs au contrat individuel de louage de service. La guerre déchaînée entre les monopoles impérialistes pour le contrôle des marchés se dirige avec toujours plus de violence contre les bases mêmes de l'Etat national (la sécurité sociale, le statut, les services publics, les entreprises publiques...).

Quant aux gesticulations de Macron auprès de Trump, ses déclarations sur la Syrie, l'Iran, le climat, elles n'ont qu'un seul objectif : tenter de se donner une posture internationale pour faire oublier son extrême fragilité en France. Le gouvernement Macron-Philippe est fébrile et fragile, il craint l'embrassement. Il craint que ne soit mise en échec sa politique. Le moindre recul sur un seul point de son programme risquerait de faire s'effondrer le château de cartes. Macron est en réalité isolé. Sans assise dans le pays, confronté à la lutte de classe, il ne lui reste que la répression et le pourrissement. Il envoie les CRS dans les facultés pour briser la résistance des étudiants. Il laisse dégénérer les manifestations.

Les conditions objectives du capitalisme pourrissant sont les mêmes qu'en 1968, mais la crise de domination de la bourgeoisie s'est considérablement aggravée. Macron

est suspendu en l'air. Les partis qui se réclamaient des travailleurs ou du peuple ont sombré, ils ont été balayés. Le régime bonapartiste a discrédité, les uns après les autres, tous ceux qui se sont prêtés au jeu de l'alternance dans le cadre des institutions.

Aujourd'hui, tout se concentre sur la seule forme d'organisation capable d'unifier toute la force de la classe ouvrière : ses organisations syndicales, ses confédérations qui sont encore debout.

Comme marxistes, nous savons que l'explication générale ne pourra passer que par la lutte des classes et par la prise en main par la classe de sa propre destinée. C'est pourquoi nous nous battons sur la ligne de la défense inconditionnelle de l'indépendance des syndicats, pour le front unique ouvrier.

Tous les appareils avaient un accord en 1968 : il n'était pas possible que l'issue politique soit dans les mains de la classe engageant toute sa puissance avec ses syndicats dans la grève générale. Il n'était pas possible que la classe prenne la direction des affaires pour régler les questions fondamentales. En disloquant la grève générale en une série de grèves locales, partielles, par usine, par entreprise, par profession, l'appareil du PCF a réussi à éviter que les 10 millions de travailleurs en grève ne se dotent d'un pouvoir centralisé, le comité central et national des comités de grève. Les directions des appareils ont réussi à liquider la grève générale dans les élections-trahison du 30 juin 1968.

Et aujourd'hui, n'y a-t-il pas une opération qui vise à dénier à la classe, avec les cheminots, de s'ouvrir une issue ? Cela fait maintenant un mois que la grève des cheminots dure, et malgré cela, le gouvernement continue. Qu'est-ce qui permet à Macron de jouer la carte du pourrissement, sinon le fait qu'à cette étape, les confédérations qui en auraient la capacité ne se sont pas engagées pour permettre à la classe de se rassembler sur le terrain de la confrontation avec le gouvernement, sur le terrain de la lutte de classe ?

Le POI a sorti il y a trois semaines un tract disant : « *Les cheminots en grève ont raison.* » Pourquoi ? Pour donner toute la signification politique de la bataille en cours. En s'engageant dans la grève, dans l'unité de leurs fédérations, en décidant la reconduction dans les assemblées générales, pour gagner, pour faire céder le gouvernement, les cheminots ont indiqué par quels moyens il était possible d'ouvrir une première brèche ouvrant la voie à une issue politique.

Il y a quelques jours s'est tenu le congrès d'une grande confédération ouvrière : le congrès a exprimé avec force l'aspiration des délégués ouvriers à prendre les choses en main, à se réapproprier leur organisation, leur aspiration à s'unifier par leur organisation. Ils veulent que leur syndicat joue pleinement son rôle, ce pour quoi il a été édifié.

Le camarade Yvon Rocton, dans une interview donnée en 1998, revenait sur les comités de grève en 1968, sur les instances du syndicat, sur la démocratie ouvrière, comme étant au centre du combat politique des trotskystes en 1968. Nous nous inscrivons aujourd'hui dans la continuité de ce combat.

Sur quelle perspective devons-nous nous appuyer, nous, IV<sup>e</sup> Internationale ? Est-ce que cela passe par les tentatives de reconstitution d'union de la gauche ? Certains se prennent à rêver d'un front populaire réinventé, ressuscitant les partis de la gauche plurielle, comme s'il ne s'était rien passé l'an dernier et comme si les tenants de cette union de la gauche n'avaient aucune responsabilité, comme s'ils n'avaient pas préparé les plans de destruction de l'actuel gouvernement. La perspective n'est-elle pas plutôt dans ce qui s'est passé dans les assemblées générales de cheminots, dans ces assemblées générales où les grévistes décident par eux-mêmes ? N'est-elle pas dans le combat des étudiants avec leurs syndicats pour enraciner la grève, amplifier les assemblées générales, cherchant la jonction avec les personnels d'Université, les lycéens, pour contraindre le gouvernement à reculer sur la sélection ?

Les résultats du référendum d'Air France viennent de tomber : les salariés ont rejeté à 55 % la proposition du P-DG. La classe ouvrière n'est pas prête à céder.

Le rôle de la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas de proclamer de façon incantatoire une fausse généralisation de tous les secteurs en lutte. Le rôle des militants révolutionnaires est de mettre en évidence la profondeur de la crise, de mettre en évidence le fil qui relie tous les combats de masse qui s'annoncent à la préparation du combat d'ensemble pour faire tomber ce gouvernement au service du capital financier. Il ne s'agit pas de se prononcer sur les délais ni sur les rythmes, mais, convaincus que le choc est devant nous, qu'il est inscrit dans les développements de la lutte de classe, il s'agit de s'y préparer.

C'est notre rôle de faire du journal *Informations ouvrières* la tribune où se mène ce débat, permettant de mesurer « la largeur et la profondeur » de la crise. En organisant la discussion entre militants ouvriers, entre ceux qui sont en première ligne du combat contre Macron et qui aspirent au « tous ensemble », le journal *Informations ouvrières* est notre instrument pour structurer une avant-garde.

Dans le déclenchement de la grève et dans le cours des événements de 1968, des milliers de travailleurs ont critiqué leurs directions. Mais ces directions bureaucratiques, liées à la bourgeoisie, demeuraient la direction de la classe dans son ensemble tant qu'il n'y avait pas d'autre direction. Il n'y avait pas d'avant-garde suffisamment implantée et en capacité de faire sauter le barrage des appareils. Or aujourd'hui, des milliers de militants de toutes tendances, CGT, FO, FSU, des militants politiques, se regroupent dans des centaines de comités de résistance et de reconquête à travers toute la France. Un dialogue politique est engagé. Dans ces comités, les militants trotskystes discutent à égalité, pour dégager toute la signification des processus en cours, comme la grève des cheminots, pour discuter des obstacles également, comme l'avaient fait les trotskystes en 1968 en tirant toutes les leçons des grèves de 1963 et du comité de grève de Nantes en 1953 pour préparer le déclenchement de la grève à Bouguenais.

En 1968, par une action tenace, dans les syndicats, dans les entreprises, dans les facultés, quelques centaines de militants regroupés autour de la IV<sup>e</sup> Internationale ont joué un rôle déterminant dans le déclenchement de la grève générale. La continuité du combat de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est la préparation et l'organisation méthodique de cette avant-garde, pour permettre à la classe ouvrière d'agir sur son propre terrain de classe, pour s'ouvrir une issue politique. Cet objectif nécessite que l'avant-garde la plus consciente de la classe dispose de sa propre organisation, comme détermination la plus élevée du mouvement d'ensemble, un parti qui combat pour assurer les conditions politiques de la mobilisation de la classe ouvrière contre le capitalisme, pour la victoire de la révolution socialiste.

Je vous invite à construire avec nous ce parti, je vous invite à rejoindre la IV<sup>e</sup> Internationale.

### **Quelques leçons tirées par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1971**

(*La Vérité*, n° 561 – juillet 1973, documents politiques adoptés  
par les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, pp. 32 à 34)

Dix millions de travailleurs et de jeunes en grève tendaient à diriger leur combat vers le pouvoir : en mai-juin 1968, l'appareil d'Etat de la bourgeoisie française s'est littéralement volatilisé. Le gouvernement bonapartiste de De Gaulle, suspendu en l'air, n'avait plus aucune prise sur les rouages de l'appareil d'Etat disloqués par la grève générale. Mais la grève générale a démontré que la grève générale ne suffisait pas en elle-même pour assurer le pouvoir du prolétariat.

Il n'a pas suffi que, durant trois semaines, « *en haut, on ne puisse plus vivre comme auparavant* ». Autrement dit, la caractérisation de Lénine doit être inversée : il faut que la classe ouvrière se convainque, par sa propre expérience, de la nécessité de substituer son propre pouvoir politique au pouvoir, disloqué par la grève générale, de la bourgeoisie. Autrement dit, les appareils et principalement l'appareil stalinien ont pu, en dépit de la puissance élémentaire du mouvement qui a submergé la bourgeoisie et son gouvernement, >>>



>>> réussir à en conserver la maîtrise. En disloquant la grève générale en une addition de grèves professionnelles, locales, par usines, entreprises, professions, les staliniens ont réussi à éviter que les masses posent la question du pouvoir, question qui ne saurait être résolue que par la centralisation du combat prolétarien pour le pouvoir centralisé du prolétariat. C'est ainsi que les appareils ont réussi à canaliser en quelques jours la plus grandiose des luttes de classes dans laquelle le prolétariat français et la jeunesse étaient engagés. Ils ont réussi à trahir parce qu'ils ont pu interdire à la grève générale de se doter des formes d'organisation centralisées – comité central et national des comités de grève – qui seules pouvaient, en conférant le pouvoir comme objectif de la grève générale, assurer aux masses laborieuses une première victoire sur la bourgeoisie et son Etat disloqué (...).

Pour trahir, les appareils n'ont pas hésité à se servir de la grève générale contre la grève générale. Force également est de constater que la puissance de ces illusions a été telle que les directions bureaucratiques ont pu, dans les quelques jours qui ont suivi le 1<sup>er</sup> juin 1968, liquider rapidement la grève générale afin de l'enliser ensuite dans les eaux fangeuses des élections-trahison du 30 juin.

Un second ordre d'enseignements doit être tiré. D'une part, si haut puisse-t-il s'élever, le mouvement de la classe ne saurait, par lui-même, surmonter les illusions. Sur le terrain de la spontanéité, sous une forme ou une autre, les illusions, dont les appareils bourgeois se saisissent, renaissent sans cesse comme obstacles à la révolution. D'autre part, pour combattre les illusions, il est indispensable de prendre la mesure exacte des problèmes en jeu dans toute lutte de classes d'envergure avant et pendant le déroulement des actions, qui, répétons-le, se concentrent tous sur la question du pouvoir centralisé.

Sous cet angle, si les mots d'ordre, les idées, la politique, le combat antérieur de l'OCI ont été dans l'ensemble entièrement confirmés par la grève générale, dans la réalité concrète, les choses qui ne peuvent pas ne pas se passer autrement que ce nous pouvions prévoir (que personne ne pouvait prévoir) ont désarçonné l'organisation. Ces questions sont capitales. L'expérience de Nantes permet de saisir la nature de l'intervention de l'organisation des révolutionnaires. A Pâques 1968, au cours d'une réunion des délégués à Paris, Papon, alors président de Sud-Aviation, déclare en substance : « Vous pouvez protester, vous y opposer, en haut lieu (c'est-à-dire de Gaulle), la décision est prise, les usines de La Rochelle et de Bouguenais (Nantes) seront fermées le 30 juin. » Centralement, nous discutons de la situation. Un examen objectif des forces en présence est établi. Dans ce cadre, les positions de l'avant-garde organisée à l'OCI et à l'Alliance ouvrière, leurs rapports avec les syndicats, les militants des organisations traditionnelles et les appareils, sont soigneusement recensées. Nous décidons que le combat doit être préparé sur la ligne du front unique ouvrier contre les grèves tournantes, pour le « *Tous ensemble* ». Cette bataille a été correctement menée.

Il est clair que personne, à Pâques 1968, n'avait prévu et ne pouvait prévoir ni le moment ni les formes du mouvement de classe qui allait se déclencher quelques semaines après. Le marxisme, c'est-à-dire l'unité organisée de la théorie et de la pratique, permet de saisir la direction du mouvement. Il ne saurait – sauf au stade le plus élevé de la lutte de classes, quand le problème du pouvoir se pose comme tâche pratique, résultat de la fusion du mouvement objectif de la classe et du mouvement subjectif (parti révolutionnaire dirigeant) – établir un calendrier où seraient consignés tous les événements à venir, les événements étant, dans la situation où le parti révolutionnaire fait défaut, le résultat des forces aveugles.

A partir de cette compréhension de la direction du mouvement, les militants révolutionnaires peuvent se fixer un objectif de lutte. Ils ne peuvent décider des délais, du moment, des formes que l'action va prendre. Mais une chose était certaine, les ouvriers de Bouguenais n'accepteraient pas de « subir sans réagir ». Cela dictait la campagne politique sur laquelle il fallait s'engager : combattre, préparer, organiser pour la grève totale et illimitée avec occupation.

La question, pour des marxistes révolutionnaires, n'est pas de prétendre définir (répétons-le, tant que le parti dirigeant n'est pas construit, c'est-à-dire tant que les liens de direction avec la classe sont insuffisants pour que la prise du pouvoir résulte de sa propre décision) les contours exacts des événements avant que ceux-ci ne prennent forme et consistance ; la question n'est également pas de savoir si, dans une phase de marche concrète de la lutte de classe avant les combats, les ouvriers sont prêts à se servir de la perspective révolutionnaire, mais à quoi et comment il faut les préparer, et, pour l'avant-garde, comment renforcer, élargir les liens de direction par l'intervention politique judicieuse dans la lutte des classes.



AFP

**Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France**

Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Directeur de la publication : Marc Gauquelin**

